

**SYRIE — QUELLE PLACE POUR
LES MINORITÉS ? FRANCE — L'A69,
UN CAUCHEMAR NATIONAL**



Culture
Ce que les étoiles
disent de nous



Courrier international

N° 1794 du 20 au 26 mars 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,85 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DZ,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

DÉFENSE COMMENT L'EUROPE SE PRÉPARE

*Lâchés par les Américains, les Européens accélèrent
la mise en œuvre de leur autonomie stratégique.
Mais se préparer à une guerre a un coût. Et l'urgence
n'est pas la même à l'Est et à l'Ouest.*



M 03183 - 1794 - F: 5,20 €



L'électricité, non statique.

Rechargez 280 km d'autonomie en seulement 10 minutes*.

Nous sommes Audi.



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

*Le temps de recharge peut varier en fonction de la borne de recharge à laquelle le véhicule est connecté, ainsi que de l'autonomie restante du véhicule, de la température ambiante et de la batterie. **Gamme Audi e-tron GT : cycle mixte WLTP min/max - consommation (kWh/100 km) : 18,2 - 21,6. Rejets de CO₂ (g/km) : 0 en phase de roulage.** Volkswagen Group France, RCS Soissons n°832 277 370. Site : audi.fr



e-tron
GT



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

Défense : comment l'Europe se prépare

L'Europe, combien de divisions ? La question se pose dans tous les sens du terme. Lâchés par les Américains, les Européens avancent à marche forcée pour enfin créer une défense autonome crédible sur le continent. Partout, les dépenses militaires augmentent (et avec elles le casse-tête budgétaire). En pleine accélération des négociations sur l'Ukraine, il y a urgence. Mais l'urgence, malgré une unité de façade au sein de l'UE, n'est pas perçue tout à fait de la même manière à l'Est et à l'Ouest, explique le **Financial Times**. "En théorie, écrit Simon Kuper, Poutine pourrait attaquer la France ou le Royaume-Uni, mais cela paraît peu probable, compte tenu de la faiblesse de son armée et des limites historiques de l'étranger proche de la Russie, sa zone d'influence."

A lire la presse étrangère, on mesure mieux le fossé entre les voisins directs de la Russie, qui préparent déjà leurs citoyens à la guerre, et le reste de l'Europe. Au point que le magazine lituanien **IQ** suggère la création d'une nouvelle alliance, l'"Oten", l'Organisation du traité de l'Europe du Nord, qui remplacerait l'Otan, "qui se délite à vue d'œil".

En Pologne, le gouvernement renforce la formation militaire et espère porter son armée à 500 000 hommes (contre 200 000 aujourd'hui). En Lituanie, où le service militaire, aboli en 2008, a été rétabli, les citoyens ne cachent plus leur inquiétude, raconte le quotidien polonais **Dziennik Gazeta Prawna**. Pour financer sa défense, l'Estonie a de son côté "choisi de taxer tout le monde – y compris les retraités", note **The Daily Telegraph**.

Bien loin des mesures évoquées en France – pour l'instant. "L'augmentation des dépenses militaires pourrait-elle menacer l'Etat providence ?" s'interroge **Politico Europe**. C'est tout le débat. En Allemagne, c'est le tabou du frein à l'endettement qui a été levé. Dans ce branle-bas de combat général, la question est non seulement de trouver comment financer l'effort de guerre, mais aussi de s'émanciper de la dépendance aux armes américaines. Pas si simple, à lire notre dossier cette semaine.

En couverture :

Défense : dessin de **Joep Bertrams** paru dans **De Groene Amsterdammer**, Pays-Bas. Culture : illustration de **Raoul Schrott** parue dans la **Süddeutsche Zeitung**, Munich.

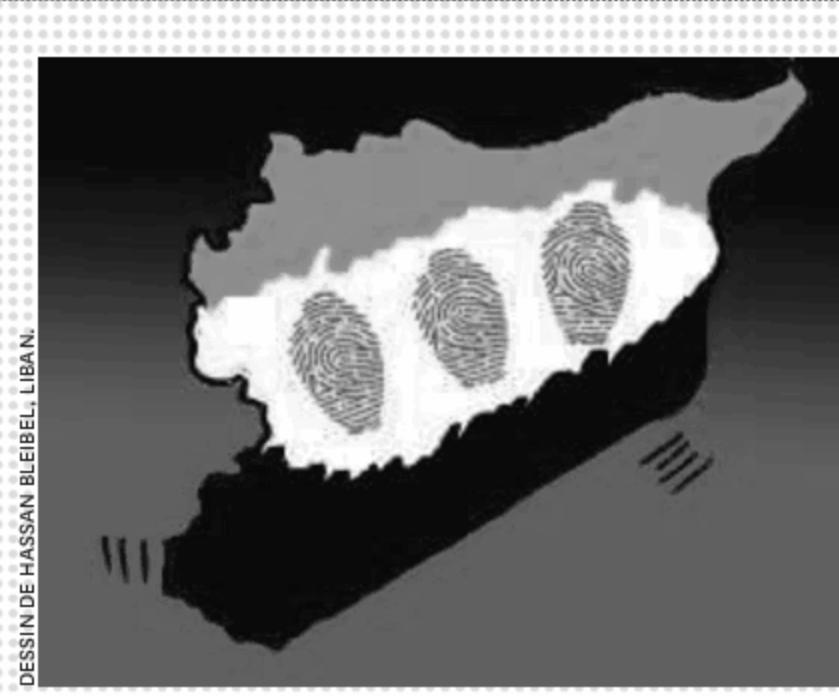


Sommaire

SYRIE p.24

Le pouvoir va-t-il vraiment faire une place aux minorités ?

Bâtir une culture citoyenne sans gommer les spécificités culturelles et religieuses; mettre de côté les désirs revanchards après des décennies de "règne alaouite"; apprivoiser les franges les plus radicales parmi la base sunnite du nouveau pouvoir. Tels sont les défis qui attendent le pays.



FRANCE p.20

L'A69, un cauchemar national

Le tribunal administratif de Toulouse a stoppé la construction de l'autoroute devant relier Toulouse à Castres. Si les écologistes s'en félicitent, les élus locaux veulent réagir et l'affaire est loin d'être close, constate **Die Zeit**.

SCIENCES p.36

Les cellules souches sortent des labos

La médecine régénérative franchit un cap, relève **Nature** : plusieurs thérapies sont en phase d'essais cliniques ou le seront d'ici peu. Des traitements contre Parkinson ou le cancer pourraient voir le jour dans cinq à dix ans.

360°

p.42

Dis-moi ce que tu vois dans les étoiles...

Une ourse, une louche ou un dieu colérique ? Ce que les hommes croient lire dans le ciel nocturne a varié selon les époques, les régions du globe et les cultures. La **Süddeutsche Zeitung** se lance dans un voyage à travers les constellations et leurs interprétations.



LITTÉRATURE p.48

Les sœurs africaines de Chimamanda Ngozi Adichie

L'écrivaine nigériane revient à la fiction, sans avoir rien perdu de sa vitalité, de son ironie et de ses engagements féministes. **L'Inventaire des rêves** a enthousiasmé **The Sunday Times**.



Les sources Chaque semaine les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Al-Araby Al-Jadid Londres, quotidien. **Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Avvenire** Milan, quotidien. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **Deutsche Welle** (dw.com/de) Bonn, en ligne. **Dziennik Gazeta Prawna** Varsovie, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hospodarske Noviny** Prague, quotidien. **The Japan Times** Tokyo, quotidien. **Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne. **Nature** Londres, hebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Politico Europe** Bruxelles, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **The Times** Londres, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Weixin (WeChat)** (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

A black and white photograph of a bottle of Chablis wine. The bottle is positioned vertically in the center of the frame, with its label partially visible at the bottom. A cork is removed from the bottle and lies horizontally across the middle of the frame. The background is a light-colored, textured surface.

Tellement pas besoin
d'être un grand
connaisseur.



Cofinancé par
l'Union européenne



En savoir plus
sur les **AOP Chablis**,
vins blancs uniques,
sur chablis.fr





SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
- 8. Guerre en Ukraine.** Autour de Koursk, l'avancée russe
- À la une**
- 12. Défense.** Comment l'Europe se prépare
- D'un continent à l'autre**
- 20. France.** L'A69, un cauchemar national
- 22. Justice.** Affaire Le Scouarnec: comment mieux protéger les mineurs ?
- 24. Syrie.** Quelle place pour les minorités ?
- 27. Philippines.** Une longue route vers la justice
- 28. Chine.** Le crépuscule des vrais-faux villages anciens
- 30. États-Unis.** À Montague, on est ravi que Trump tienne ses promesses
- 32. Nigeria.** La violence policière se rejoue en ligne
- 35. Italie.** Ce que les Romains ont à nous apprendre sur les crues
- Transversales**
- 36. Sciences.** Les cellules souches sortent des laboratoires
- 38. Économie.** La métallurgie face à la transition verte
- 40. Agriculture.** Le Japon pris dans la folie matcha
- 360°**
- 42. Cosmogonie.** Dis-moi ce que tu vois dans les étoiles
- 46. Séries.** Les rouages implacables d'"Adolescence"
- 48. Littérature.** Chimamanda Ngozi Adichie
- 50. Histoire.** Mansa Moussa, le richissime "lion du Mali"



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Kiev suspendu à la conversation entre Trump et Poutine

Les présidents américain et russe se sont longuement parlé au téléphone le 18 mars, au moment où nous finissions ce numéro. La Russie acceptera-t-elle les conditions du cessez-le-feu signé par Kiev ? Quel avenir pour l'Ukraine ? Retrouvez les analyses et commentaires de la presse étrangère sur notre site.

Gaza. Les bombes pleuvent à nouveau

Après deux mois de cessez-le-feu, Israël a repris ses frappes aériennes sur Gaza, le 18 mars, faisant des centaines de morts. Une attaque surprise, prélude sans doute à une reprise plus intense des combats. Suivez la situation sur notre site.

Réseaux sociaux. "Liker", ça veut dire quoi en 2025 ?

Communément appelée "like", la mention "j'aime" s'est imposée comme un marqueur de validation sociale à l'ère des réseaux sociaux. Mais en quinze ans, ce simple clic a évolué, accumulant des significations diverses. Un article d'**El País** se penche sur les multiples facettes de ce geste virtuel. À retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

© CLAIRE BENSON / GETTY IMAGES / VÉRANE COTTIN

Courrier Week-end le temps retrouvé

Faites une pause dans l'actualité

Un nouveau rendez-vous à retrouver chaque semaine sur notre site et notre application



Les récits de la presse étrangère qui vous emmènent ailleurs.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débute dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
 Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sorties de données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

- Belgique :** (32) 2 744 44 33
abonnements@sai.ppm.com
- États-Unis/Canada :** (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
- Suisse :** (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Mars 2025. Commission paritaire n° 0727 C 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispel, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négro, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17-48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16-95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotekovets (Ukraine) FRANCE Carolin Lorenz (chef de service, 16-93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgan Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillauma (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandi (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Sciences et Signaux, 16-15), Marine Cyller (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloëil (chef de service, 17-32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16-96)

SITE INTERNET Clain Pomarès, Nicolas Coispel, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16-51), Jean-Luc Majouret (16-42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabella Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Bara (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minadier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-35), Solal Abélès, Françoise Hérolé, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet CONGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saïndon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-37), Diane Perpère (16-08), Alizée Marchal (17-38), Florent Normand DIRECTION DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45-55) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 4530 Maleherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Torunn Amiel, Anne Baron, Jean-Baptiste Bar, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Emilie Cochard-Kaminski, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Hélène Krum, Yousa Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Anne Mattler, Camille Miloua Giraudau, Valentine Morizot, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MP Publicité, 67-89, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mppublicite.fr, 39 68) Directeur de la publicité David Delannoy

Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr)

Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-06) Gestion Mathilde Bannier (16-06) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 88 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Lot Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévôt, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefaix, Mynn-May Vang Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 TÉL. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

COURRIER INTERNATIONAL, USPS number 013-463, is published weekly except once per year (In the case of a leap year, it is published twice in Feb and in Dec) by Courrier International SA c/o Distribution Grid, ar 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, PO Box 8275, Avenue Marco Polo, Montreal, QC H2T 7A, Canada.

Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.

Eurofication : Print - 0.0033 g/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

ACPM : Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Papier imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
www.pefc-france.org



Ce numéro comporte un encart Télérama posé en aléatoire sur certains abonnés France Métropolitaine



Pourquoi choisir Caisse d'Epargne pour épargner ? La réponse est dans la question.

Parce que l'épargne est notre métier, nous avons forcément une solution de placement qui vous convient : Assurance vie, Plan d'Epargne Retraite, Diversification Financière.



**CAISSE
D'EPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur les produits financiers vous expose à un risque de perte en capital.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit Photo : Coco Amardeil.

✓ Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Genève.

Guerre en Ukraine. Autour de Koursk, l'inexorable avancée russe

Les troupes russes affirment avoir repris en grande partie la zone de Koursk, occupée depuis août dernier par les forces ukrainiennes. De l'autre côté de la frontière, Soumy pourrait être le prochain objectif du Kremlin.



—The Times (Londres)

Au coucher du soleil, ils se sont repliés à pied vers leur patrie, se faufilant à travers des ravines, des creux et des bosquets pour éviter de se faire repérer par les drones russes tournoyant au-dessus d'eux. L'officier qui a donné l'ordre à son unité de battre en retraite avait une mission encore plus dangereuse : il a dû se déplacer par la route. Il a franchi la frontière à toute vitesse, bien visible pour les drones ennemis, dans une voiture pleine à craquer d'équipements qu'il refusait d'abandonner aux Russes. Il avait pour seule défense un passager armé d'un fusil d'assaut pointé vers le ciel par la vitre baissée. "C'est plus sûr à pied", dit un soldat ukrainien au fait des derniers événements qui se sont déroulés dans la région russe de Koursk. Chose

incroyable, le 13 mars, l'officier et ses hommes s'en sont tirés sains et saufs, à l'exception d'une cheville foulée. "Il m'a dit qu'il n'en revenait pas [qu'ils aient survécu]", ajoute le soldat.

Des forces ukrainiennes relativement modestes se trouvent toujours dans la région de Koursk, où elles s'accrochent à une poignée de villages du côté russe de la frontière et repoussent les assauts d'effectifs russes et nord-coréens nettement supérieurs. En dépit de pourparlers visant à mettre en place un cessez-le-feu de trente jours, le front nord de cette guerre est plus actif qu'il ne l'a été pendant des mois. Pendant le week-end, le président Zelensky a déclaré que la Russie était en train de rassembler des forces importantes le long de la frontière orientale de son pays, [l'Ukraine,] preuve "de la volonté d'attaquer notre région de Soumy".



REPORTAGE



Le président Poutine a prétendu que des "milliers" de soldats ukrainiens étaient encerclés dans la région de Koursk, ce qu'a démenti Zelensky. Et, comme pour défier le maître du Kremlin, ceux qui restent sur le terrain continuent à se battre.

"On se croirait dans Star Wars", explique le soldat autour d'un café à Soumy. Les chars et les équipements lourds ont déjà été relevés de Koursk, donc l'infanterie se bat en n'étant soutenue que par les drones. "Très peu d'unités sont encore là-bas. Je ne pense pas qu'ils arrivent à couper la route avec de l'infanterie dans les jours qui viennent. Mais même s'ils la coupent, ça ne sera pas la fin."

Il précise que ses camarades qui sont encore dans la région de Koursk reconnaissent que la situation est "pourrie", mais que le moral reste élevé, pour l'essentiel. Ce sont les agissements de l'Amérique qui ont pesé sur leur esprit combatif, souligne-t-il. Beaucoup de soldats qui portaient des écussons américains sur leurs uniformes en signe de respect des valeurs occidentales les ont retirés. La perte temporaire de partage de renseignement et d'aide militaire de la part des États-Unis a eu une influence sur l'opération de Koursk, et a contribué à la retraite, dit-il. La confusion a poussé les unités d'artillerie à économiser les obus occidentaux qu'elles tiraient, par exemple.

Vétérans. Mais d'autres facteurs ont joué un rôle. Des unités russes expérimentées ont été déployées au nord pour prendre part aux combats. Ces unités portent des noms comme le Jugement dernier, la Colère du peuple et les Hommes de Soudoplatov – référence à un chef du renseignement soviétique né en Ukraine, connu pour sa brutalité, et qui a orchestré l'assassinat de Léon Trotsky et de nationalistes ukrainiens du temps des purges staliniennes. Il y a aussi, ce qui peut paraître étonnant, une unité qui se surnomme les "Irlandais", un nom, estime le soldat, qui vient de l'intérêt que suscitent les cultures scandinaves et d'Europe du Nord dans une certaine sous-culture russe. Ces dernières semaines, l'arrivée de ces unités de vétérans a accru la pression sur les lignes ukrainiennes. Les combattants nord-coréens se sont également montrés efficaces. Ils ne se sont pas dispersés face à une attaque de drones ukrainiens, poursuit le soldat, et ils n'ont pas abandonné leurs blessés. "Les Russes abattent souvent leurs blessés. Les Coréens essaient de les emmener."

Quel que soit le facteur décisif, il est clair que les forces russes sont en marche. Depuis la route qui entre dans Soumy, on peut apercevoir de minces panaches de fumée noire qui s'élèvent au nord, vers la région de Koursk, où les combats font toujours rage, et au sud-est, où, le 14 mars,

les troupes russes ont pilonné la bourgade frontalière de Velyka Pyssarivka avec des missiles de croisière. Les bas-côtés sont sillonnés de tranchées ukrainiennes en zigzag, et ponctués de casemates de terre et de bois qui ressemblent aux structures défensives de béton que l'on peut encore voir dans le sud de l'Angleterre de nos jours. Mais ici, il n'y a pas de mer pour séparer ces lignes de l'ennemi. "Nous ne nous contentons pas de conduire des opérations de l'autre côté de la frontière, nous travaillons au renforcement des mesures défensives autour de la frontière", commente un officier ukrainien basé à Soumy.

Deux sacs. Les villages proches de la frontière ont été bombardés. Âgée de 46 ans, Lioudmyla a été évacuée pendant le week-end de Zapsillia, à un peu plus de 1 kilomètre de la frontière russe. Elle raconte : "C'est un cauchemar, c'est juste horrible. C'est un cri du cœur. J'ai envie de pleurer. Nous n'avons plus de maison. Tout ce que nous avons passé des années à bâtir de nos propres mains, nous l'avons laissé derrière nous. Nous avons rassemblé toutes nos vies dans deux sacs, et nous sommes partis."

Elle raconte que son village a subi onze frappes de missiles de croisière russes dans les vingt-quatre heures qui ont précédé son départ, le samedi. Les véhicules – humanitaires, civils ou militaires – sont pris pour cibles sans distinction par les drones. "Je crois en nos forces armées, et que les Russes ne vont pas réussir à rentrer dans le village, mais le bombardement [a été terrible], se souvient-elle. Une KAB [une bombe guidée], quand ça touche un bâtiment, ça détruit les vitres des maisons à 1 kilomètre à la ronde. Le plafond de notre maison s'est fissuré, les fenêtres ont été arrachées."

Dans la soirée du 13 mars, l'évacuation obligatoire de huit villages de la région de Soumy a été proclamée. Lioudmyla, dont le mari et le fils servent dans l'armée ukrainienne, espère revenir un jour. "Je rêve de rentrer chez moi, de retrouver tout ce que nous avons bâti avec mon mari. Nos jardins, nos vignes, nos terres, confie-t-elle. Et maintenant, qu'est-ce que je vois ? Une zone grise qui a été rasée. Dans notre village, il y a des rues qui n'existent plus."

Si les Russes poursuivent leur progression, ce ne sont pas seulement ces villages, mais la ville de Soumy elle-même qui se retrouvera dans la ligne de mire. Toutefois, en dépit des mesures de sécurité renforcées, le centre-ville bourdonnait d'activité, vendredi [14 mars au] soir. Un musicien des rues chantait en s'accompagnant à la guitare à côté d'un monument à la gloire d'un morceau de sucre – pour l'essentiel, la ville doit sa grandeur, qui remonte au XIX^e siècle, au magnat du sucre et de l'industrie Ivan

Vu d'Ukraine

Ce n'est pas une catastrophe

●●● Dénoncée par les uns comme inutile et dangereuse, encensée par les autres comme audacieuse et efficace, l'opération de Koursk est en passe de se conclure par un retrait presque total de l'oblast russe, après avoir atteint "son apogée en août et en septembre 2024, quand les troupes ukrainiennes s'étaient emparées de 1 200 km² de territoire russe", écrit le journal **Korespondent**. Cependant, ajoute-t-il, "les analystes considèrent que même un retrait total de la région de Koursk ne sera pas une catastrophe".

Les pressions américaines sur Kiev seraient à l'origine du retrait ukrainien, assurent certaines sources, comme Ioury Romaniouk, directeur de l'ONG L'Ukraine dans l'Otan, qui répond aux questions de **Korespondent**. "Tant que l'Ukraine ne libérait pas la région de Koursk, Poutine refusait de s'asseoir à la table des négociations", soutient-il. Par conséquent, "Trump s'est dépêché de faire pression sur l'Ukraine", en utilisant les livraisons d'armes et le partage de renseignements, affirme encore Ioury Romaniouk, qui déplore : "L'Ukraine a été contrainte d'accepter de se replier de Koursk, comme un moindre mal que nous ont imposé les États-Unis sous le diktat du Kremlin."

Kharitonenko, qui a droit à une fresque sur la place principale. Au supermarché Silpo, les étagères étaient bien approvisionnées, et les Ukrainiens y faisaient leurs courses hebdomadaires, sans se soucier d'un haut-parleur qui annonçait une alerte aérienne.

Pour l'instant, la vie a peu changé en ville. La menace de missiles balistiques et de bombes guidées est certes toujours là, mais, fort heureusement, l'artillerie et les drones russes restent hors de portée. Pour combien de temps encore ? Un soldat ukrainien de retour des lignes défensives constate : "Elles sont bien construites. Est-ce qu'elles tiendront ? Je ne sais pas. C'est la guerre. Ils ont beaucoup d'hommes qui avancent, et ils viennent vers nous."

— **Jack Clover** (de Soumy), publié le 16 mars

SERBIE

Le président Vucic sur un siège éjectable ?

Plus de 100 000 personnes ont manifesté à Belgrade le 15 mars contre la corruption du régime. Elles appellent à de nouvelles élections.

Le quotidien d'opposition **Nova** décrit "la plus grande manifestation de l'histoire". Samedi 15 mars, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues de Belgrade : elles étaient 107 000 selon les autorités, 325 000 selon un organisme de comptage indépendant. La contestation a été déclenchée par l'accident de la gare de Novi Sad, le 1^{er} novembre dernier : l'effondrement de l'auvent en béton du bâtiment tout juste rénové a coûté la vie à 15 personnes. La tragédie a déclenché une vague de colère parmi les Serbes, qui y voient un symbole de la corruption endémique.

Le mouvement est désormais plus fort que jamais, juge **Nova**. Les étudiants, principaux moteurs de la mobilisation, ont annoncé la poursuite des manifestations. Ils sont notamment soutenus par les enseignants, les avocats et les employés de la justice, qui vont entamer une série de grèves sur le modèle des personnels des musées et des théâtres, rapporte **Danas**. La majorité des

sportifs serbes, dont le tennisman Novak Djokovic, leur ont également apporté leur soutien.

Selon **Vreme**, hebdomadaire proche de l'opposition, la manifestation a révélé la profondeur de la crise qui secoue le régime d'Aleksandar Vucic, aux commandes du pays depuis 2014, comme Premier ministre puis comme président. "Le pouvoir actuel ne tient plus : la Serbie n'a pas de gouvernement depuis le 28 janvier et la démission du Premier ministre Milos Vucevic. L'Assemblée nationale, ainsi que la majorité des assemblées locales, dominées par le Parti progressiste serbe, au pouvoir, sont désormais vides de sens. L'éducation s'est effondrée, les universités sont en rébellion ouverte, tandis que les services publics – y compris la police et l'armée – fonctionnent par inertie. La manifestation à Belgrade a montré que cette situation est intenable, même à court terme."

Pour mettre fin à la crise, "Vucic pourrait convoquer des élections anticipées le 1^{er} ou le 8 juin", avance **Nova**. Les étudiants proposent de former un gouvernement technique chargé d'organiser le scrutin, la seule façon de mettre fin à la crise selon eux. Mais le président a répété qu'il ne le permettrait pas : "À moins de [le] tuer", cela n'arrivera pas, a-t-il asséné. "Personne ne veut sa mort, assure **Vreme**. Au contraire, les citoyens revendentiquent des changements pacifiques, et des élections honnêtes et transparentes."

— **Courrier international**



← Aleksandar Vucic. Dessin de **Corax** paru dans **Danas**, Belgrade.

BANDE DE GAZA

Israël fait voler en éclats le cessez-le-feu

L'objectif affiché des frappes israéliennes massives du 18 mars : pousser le Hamas à libérer les otages. Mais certains y voient une manière pour Nétanyahou de se maintenir au pouvoir.



Elle aura duré deux mois : la trêve fragile qui prévalait dans la bande de Gaza depuis le 19 janvier a pris fin mardi 18 mars. Vers 2 heures du matin, Israël a lancé l'opération baptisée "Force et Épée", en menant une vague de frappes aériennes massives et étendues contre le Hamas sur l'ensemble de l'enclave palestinienne dévastée. Elles ont fait au moins 400 morts en quelques heures.

En cette période de ramadan, ces bombardements ont replongé les habitants de Gaza, qui "tentent de reprendre un semblant de vie normale après près de deux mois de calme relatif", dans les scènes d'horreur de la guerre, les faisant à nouveau basculer dans un état d'"anxiété, de confusion et de tension", rapporte le quotidien panarabe **Al-Arabi Al-Jadid**.

"La guerre avait repris, comme ça, sans prévenir [...], avec son lot de morts, de bombardements, d'extermination et son flot de sang", écrit une journaliste de Gaza sur le site du média panarabe **Al-Jazeera**, racontant le "bruit assourdissant" des bombardements, le choc des "images de peur et de mort", notamment face au flot de victimes dans des hôpitaux totalement submergés.

Pour l'État hébreu, ces frappes, qu'il décrit comme ciblées, servent plusieurs objectifs, dont le principal est d'"exercer



une pression militaire susceptible de débloquer les négociations sur la libération des otages", écrit le chroniqueur Ron Ben-Yishai dans le quotidien israélien **Yediot Aharonot**. Comme l'explique **Maariv**, Israël et les États-Unis ont fini par "mettre un point final à l'effort diplomatique" la semaine dernière en raison de l'impasse des négociations avec le Hamas sur la base des propositions de l'envoyé américain, Steve Witkoff.

Le président Donald Trump, qui avait promis l'"enfer" au mouvement islamiste palestinien s'il ne libérait pas tous les otages, a donc "donné son feu vert à Israël pour relancer ses attaques contre le Hamas", selon **The Wall Street Journal**. Et ce dans le cadre d'une série de "mesures d'escalade" intégrées dans un plan baptisé "plan enfer" dont la mise en œuvre avait commencé par l'arrêt de l'entrée de l'aide humanitaire et la coupure de l'électricité.

Selon ce plan, "si le Hamas ne revient pas à la table des négociations et n'accepte pas

Plusieurs dirigeants de la structure civile du mouvement palestinien dans l'enclave ont été tués dans ces frappes.

✓ Dans la ville de Gaza, le 18 mars, après les bombardements nocturnes.
Photo *Jehad Alshrafi/AP/Sipa*

de libérer les otages, l'opération s'étendra progressivement", explique le quotidien **Israel Hayom**. Elle pourra aller jusqu'à une "incursion terrestre", voire "une campagne d'envergure, d'une ampleur inédite" depuis le début de la guerre.

Autres objectifs, reprend **Yediot Aharonot** : empêcher le Hamas de "reconstituer ses forces" et de lancer de nouvelles attaques, et lui signaler qu'"Israël ne cible pas seulement son aile militaire mais également sa structure de gouvernance" civile dans la bande de Gaza. De fait, comme le précise le journal palestinien **Al-Quds**, plusieurs dirigeants de la structure civile du mouvement palestinien dans l'enclave ont été tués dans ces frappes, dont le chef du gouvernement de Gaza, Issam Daalis, mais aussi les directeurs généraux des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

Avantages politiques. Pour le Hamas, ces frappes sont l'illustration de la volonté du Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, de "torpiller" la trêve et de reprendre la guerre, quitte à "sacrifier" les derniers otages retenus dans la bande de Gaza. Pour ses propres intérêts politiques ? Les frappes de mardi sont le résultat d'"un mélange cynique de raisons factuelles, politiques, stratégiques et personnelles", écrit le chroniqueur Amir Ben-David pour le site **Zman Israel**, la version en hébreu du portail *Times of Israel*.

Sur le plan militaire, la reprise des frappes à Gaza "met clairement en danger les otages" encore vivants, écrit Amos Harel dans les colonnes du quotidien israélien **Ha'aretz**, très hostile au leader du Likoud et à son gouvernement, le plus à droite de l'histoire du pays. Le Forum des familles, la plus grande association de soutien aux otages, a appelé Nétanyahou à "arrêter de tuer" leurs proches.

Mais surtout, explique **Ha'aretz**, la reprise de l'offensive d'Israël à Gaza présente deux avantages politiques. Non seulement elle a fait passer au second plan les intentions du Premier ministre de limoger le chef du Shin Bet, Ronen Bar. Mais elle a aussi permis le retour au gouvernement et dans la majorité de l'ex-ministre d'extrême droite Itamar Ben Gvir, qui avait démissionné du cabinet et quitté la coalition en janvier pour protester contre le cessez-le-feu. Un retour indispensable pour "stabiliser la coalition" et "faire passer le budget" du pays, dont la non-adoption, faute de majorité à la Knesset, provoquerait la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections. Pour **Ha'aretz**, "le véritable objectif de Nétanyahou apparaît de plus en plus clair : un glissement progressif vers un régime de type autoritaire, dont il tentera d'assurer la survie par une guerre perpétuelle sur plusieurs fronts".

— Courrier international

YÉMEN

Un message adressé à l'Iran

Une quarantaine de frappes américaines auraient fait plus de 50 morts dans les zones contrôlées par les houthistes.

Washington a lancé des attaques le 15 mars contre les houthistes au Yémen, tuant "au moins 53 personnes" et en blessant une centaine d'autres, rapporte le quotidien émirati **The National**, qui cite les chiffres donnés par le ministre de la Santé des houthistes. Des médias contrôlés par ces derniers ont fait état les 17 et 18 mars de nouvelles frappes américaines dans l'ouest du pays. Dans leur journal **Al-Masirah**, les insurgés affirment avoir riposté en visant à trois reprises avec des missiles et des drones le porte-avions américain USS *Harry S. Truman*, dans le nord de la mer Rouge. Ces attaques houthistes n'ont pas été confirmées par Washington. Le 12 mars, les houthistes avaient annoncé qu'ils reprendraient leurs "attaques contre les navires israéliens" croisant au large des côtes yéménites. Il y a deux semaines, ils ont abattu un drone américain, ce qui aurait "accéléré les préparatifs du Pentagone", note **L'Orient-Le Jour**.

Si des frappes ont bien visé des cibles houthistes au Yémen, leur objectif politique résiderait ailleurs, explique **The Washington Post**. Pour preuve, selon le quotidien américain, les messages du président Donald Trump sur son réseau social, Truth Social, dans lesquels il s'adresse "directement aux soutiens [des houthistes] en Iran, dont on pense qu'ils leur fournissent des armes et des soutiens financiers". "C'est l'annonce d'un grand changement de la stratégie américaine", commente le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**, selon lequel les Américains montrent qu'ils comptent "lier trois dossiers complexes", à savoir "les négociations israélo-palestiniennes, la question des houthistes au Yémen et le dossier du nucléaire iranien".

— Courrier international

BANDE DE GAZA

Israël fait voler en éclats le cessez-le-feu

L'objectif affiché des frappes israéliennes massives du 18 mars : pousser le Hamas à libérer les otages. Mais certains y voient une manière pour Nétanyahou de se maintenir au pouvoir.



Elle aura duré deux mois : la trêve fragile qui prévalait dans la bande de Gaza depuis le 19 janvier a pris fin mardi 18 mars. Vers 2 heures du matin, Israël a lancé l'opération baptisée "Force et Épée", en menant une vague de frappes aériennes massives et étendues contre le Hamas sur l'ensemble de l'enclave palestinienne dévastée. Elles ont fait au moins 400 morts en quelques heures.

En cette période de ramadan, ces bombardements ont replongé les habitants de Gaza, qui "tentent de reprendre un semblant de vie normale après près de deux mois de calme relatif", dans les scènes d'horreur de la guerre, les faisant à nouveau basculer dans un état d'"anxiété, de confusion et de tension", rapporte le quotidien panarabe **Al-Arabi Al-Jadid**.

"La guerre avait repris, comme ça, sans prévenir [...], avec son lot de morts, de bombardements, d'extermination et son flot de sang", écrit une journaliste de Gaza sur le site du média panarabe **Al-Jazeera**, racontant le "bruit assourdissant" des bombardements, le choc des "images de peur et de mort", notamment face au flot de victimes dans des hôpitaux totalement submergés.

Pour l'État hébreu, ces frappes, qu'il décrit comme ciblées, servent plusieurs objectifs, dont le principal est d'"exercer



une pression militaire susceptible de débloquer les négociations sur la libération des otages", écrit le chroniqueur Ron Ben-Yishai dans le quotidien israélien **Yediot Aharonot**. Comme l'explique **Maariv**, Israël et les États-Unis ont fini par "mettre un point final à l'effort diplomatique" la semaine dernière en raison de l'impasse des négociations avec le Hamas sur la base des propositions de l'envoyé américain, Steve Witkoff.

Le président Donald Trump, qui avait promis l'"enfer" au mouvement islamiste palestinien s'il ne libérait pas tous les otages, a donc "donné son feu vert à Israël pour relancer ses attaques contre le Hamas", selon **The Wall Street Journal**. Et ce dans le cadre d'une série de "mesures d'escalade" intégrées dans un plan baptisé "plan enfer" dont la mise en œuvre avait commencé par l'arrêt de l'entrée de l'aide humanitaire et la coupure de l'électricité.

Selon ce plan, "si le Hamas ne revient pas à la table des négociations et n'accepte pas

Plusieurs dirigeants de la structure civile du mouvement palestinien dans l'enclave ont été tués dans ces frappes.

✓ Dans la ville de Gaza, le 18 mars, après les bombardements nocturnes.
Photo *Jehad Alshrafi/AP/Sipa*

de libérer les otages, l'opération s'étendra progressivement", explique le quotidien **Israel Hayom**. Elle pourra aller jusqu'à une "incursion terrestre", voire "une campagne d'envergure, d'une ampleur inédite" depuis le début de la guerre.

Autres objectifs, reprend **Yediot Aharonot** : empêcher le Hamas de "reconstituer ses forces" et de lancer de nouvelles attaques, et lui signaler qu'"Israël ne cible pas seulement son aile militaire mais également sa structure de gouvernance" civile dans la bande de Gaza. De fait, comme le précise le journal palestinien **Al-Quds**, plusieurs dirigeants de la structure civile du mouvement palestinien dans l'enclave ont été tués dans ces frappes, dont le chef du gouvernement de Gaza, Issam Daalis, mais aussi les directeurs généraux des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

Avantages politiques. Pour le Hamas, ces frappes sont l'illustration de la volonté du Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, de "torpiller" la trêve et de reprendre la guerre, quitte à "sacrifier" les derniers otages retenus dans la bande de Gaza. Pour ses propres intérêts politiques ? Les frappes de mardi sont le résultat d'"un mélange cynique de raisons factuelles, politiques, stratégiques et personnelles", écrit le chroniqueur Amir Ben-David pour le site **Zman Israel**, la version en hébreu du portail *Times of Israel*.

Sur le plan militaire, la reprise des frappes à Gaza "met clairement en danger les otages" encore vivants, écrit Amos Harel dans les colonnes du quotidien israélien **Ha'aretz**, très hostile au leader du Likoud et à son gouvernement, le plus à droite de l'histoire du pays. Le Forum des familles, la plus grande association de soutien aux otages, a appelé Nétanyahou à "arrêter de tuer" leurs proches.

Mais surtout, explique **Ha'aretz**, la reprise de l'offensive d'Israël à Gaza présente deux avantages politiques. Non seulement elle a fait passer au second plan les intentions du Premier ministre de limoger le chef du Shin Bet, Ronen Bar. Mais elle a aussi permis le retour au gouvernement et dans la majorité de l'ex-ministre d'extrême droite Itamar Ben Gvir, qui avait démissionné du cabinet et quitté la coalition en janvier pour protester contre le cessez-le-feu. Un retour indispensable pour "stabiliser la coalition" et "faire passer le budget" du pays, dont la non-adoption, faute de majorité à la Knesset, provoquerait la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections. Pour **Ha'aretz**, "le véritable objectif de Nétanyahou apparaît de plus en plus clair : un glissement progressif vers un régime de type autoritaire, dont il tentera d'assurer la survie par une guerre perpétuelle sur plusieurs fronts".

— Courrier international

YÉMEN

Un message adressé à l'Iran

Une quarantaine de frappes américaines auraient fait plus de 50 morts dans les zones contrôlées par les houthistes.

Washington a lancé des attaques le 15 mars contre les houthistes au Yémen, tuant "au moins 53 personnes" et en blessant une centaine d'autres, rapporte le quotidien émirati **The National**, qui cite les chiffres donnés par le ministre de la Santé des houthistes. Des médias contrôlés par ces derniers ont fait état les 17 et 18 mars de nouvelles frappes américaines dans l'ouest du pays. Dans leur journal **Al-Masirah**, les insurgés affirment avoir riposté en visant à trois reprises avec des missiles et des drones le porte-avions américain USS *Harry S. Truman*, dans le nord de la mer Rouge. Ces attaques houthistes n'ont pas été confirmées par Washington. Le 12 mars, les houthistes avaient annoncé qu'ils reprendraient leurs "attaques contre les navires israéliens" croisant au large des côtes yéménites. Il y a deux semaines, ils ont abattu un drone américain, ce qui aurait "accéléré les préparatifs du Pentagone", note **L'Orient-Le Jour**.

Si des frappes ont bien visé des cibles houthistes au Yémen, leur objectif politique résiderait ailleurs, explique **The Washington Post**. Pour preuve, selon le quotidien américain, les messages du président Donald Trump sur son réseau social, Truth Social, dans lesquels il s'adresse "directement aux soutiens [des houthistes] en Iran, dont on pense qu'ils leur fournissent des armes et des soutiens financiers". "C'est l'annonce d'un grand changement de la stratégie américaine", commente le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**, selon lequel les Américains montrent qu'ils comptent "lier trois dossiers complexes", à savoir "les négociations israélo-palestiniennes, la question des houthistes au Yémen et le dossier du nucléaire iranien".

— Courrier international

à la une

DÉFENSE COMMENT L'EUROPE SE PRÉPARE

Vœu pieux depuis plusieurs années, le projet de création d'une défense européenne autonome semble se concrétiser, stimulé par ce qui ressemble à un désengagement de Donald Trump sur le Vieux Continent.

Les budgets militaires sont annoncés à la hausse et les carnets de commandes des entreprises d'armement sont pleins. Mais derrière l'unité de façade, la situation n'est pas vécue avec le même degré d'urgence à l'Est et à l'Ouest, explique la presse étrangère.

Derrière l'unité affichée, une fracture Est-Ouest latente

Malgré les discours ambitieux sur la défense, les États les plus proches de la Russie n'ont aucune garantie de trouver l'appui de l'Ouest en cas d'agression russe, affirme ce chroniqueur britannique.

—Financial Times, extraits (Londres)

L'Europe doit se charger de sa propre défense", tel est le nouveau cliché géopolitique, mais il n'a pas grand sens. L'"Europe" se compose de pays dont les intérêts diffèrent radicalement selon la distance qui les sépare de la Russie. La réorientation de Donald Trump en faveur de Moscou est en train de rétablir la géographie de la guerre froide. Nous assistons au retour de l'"Europe de l'Est" et de l'"Europe de l'Ouest".

La géographie de l'Europe change régulièrement. Prenons *Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale*, un essai de l'écrivain tchèque en exil Milan Kundera paru en 1983 [dans *Le Débat* n° 27]. À l'époque, on parlait de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, des satellites de l'Union soviétique, comme de l'"Europe de l'Est". En fait, explique Kundera, elles représentaient l'"Europe centrale" – qui faisait partie de l'Ouest jusqu'à ce que l'Armée rouge les "kidnappe", en 1945.

"Qu'est-ce que l'Europe centrale?" s'interroge Kundera. *La zone incertaine de petites nations entre la Russie et l'Allemagne.*" Et qu'est-ce qu'une "petite nation"?

"La petite nation est celle dont l'existence peut être à n'importe quel moment mise en question, qui peut disparaître, et qui le sait."

Les petites nations d'Europe centrale ont rejoint l'Europe de l'Est en 1945. Après 1989, à la chute du communisme, elles ont rallié l'"Europe". En 1999, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque sont entrées dans l'OTAN et ont ainsi eu droit à une amélioration géographique : elles sont devenues membres de l'Ouest transatlantique, qui s'étendait de San Francisco à Varsovie.

Fin de l'OTAN? Ces dernières semaines, on a le sentiment que Trump a dissous l'Occident. "Ça commence à ressembler à la fin de l'OTAN", commente Steven Everts, qui dirige l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE). L'article 5 de l'Alliance atlantique engage les États membres à défendre quiconque serait attaqué parmi eux. C'est dans les pays Baltes qu'une telle attaque serait la plus probable. Questionné par un journaliste sur le flanc est de l'OTAN, Trump a répondu : "Je suis très engagé vis-à-vis de la Pologne." Pour les pays Baltes, il s'est abstenu de tout engagement.

Où sont aujourd'hui situées la Pologne et compagnie? Sans doute pas dans une entité militaire unique baptisée "Europe". Après tout, ni les Européens de l'Ouest ni les Américains ne sont jamais partis mourir pour des Européens de l'Est – ni pour Dantzig en 1939, ni pour Budapest en 1956, ni pour Prague en 1968. Les Européens de l'Ouest vivaient bien pendant que les Soviétiques dominaient l'Europe de l'Est, et ils pourraient vivre fort bien si Poutine faisait de même.

Une responsable française m'a déclaré que si l'agression de Poutine est déplorable, elle n'est pas, à terme, le problème de la France. "Nous avons notre parapluie nucléaire", m'a-t-elle dit avec un haussement d'épaules. En théorie, Poutine pourrait attaquer la France ou le Royaume-Uni, mais cela paraît peu probable, compte tenu de la faiblesse de son armée et des limites historiques de l'"étranger proche" de la Russie, sa zone d'influence. L'Europe du Sud est encore

La France n'étendra pas son parapluie nucléaire aux pays Baltes – ceux qui en auraient le plus besoin, mais qui n'ont pas grand-chose à offrir.

plus à l'abri. Le dimanche qui a précédé l'invasion russe de l'Ukraine, en 2022, j'étais assis au soleil au bord d'un lac, à Madrid, parmi des familles qui déjeunaient, et j'ai compris : la Russie n'est pas le problème de l'Espagne.

La sécurité de l'Allemagne est davantage sujette à caution. Poutine ne serait sans doute pas non plus en mesure de l'envahir, mais puisque Berlin n'a pas d'armes nucléaires, il pourrait tenter un chantage nucléaire. Les Allemands et d'autres Européens s'intéressent maintenant au partage éventuel du parapluie nucléaire français. Ce qui les exposeraient à une forme plus amicale de chantage, car la France en retirerait beaucoup en échange. Or la France n'étendra certainement pas son parapluie aux pays Baltes – ceux qui en auraient le plus besoin, mais qui n'ont pas grand-chose à offrir.

Soudain, l'Europe de l'Est reparaît, avec la Finlande et la Suède qui s'ajoutent à l'ancien bloc soviétique. Ces pays renforcent rapidement leurs moyens militaires. Mais que sont quelques points supplémentaires de PIB face à la menace d'une invasion russe?

Repères

Mutualiser les achats d'armes

●●● La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait annoncé la date du 19 mars, à la veille d'un sommet européen, pour la présentation de son livre blanc sur la défense. Mais dès le 13, le **Financial Times** en dévoilait les grandes lignes après s'être procuré une version non définitive. "Bruxelles propose que les États membres de l'UE réalisent des achats conjoints d'armes, ce qui serait un véritable tournant pour répondre au bouleversement de la politique étrangère américaine provoqué par Donald Trump, résume le quotidien britannique. La Commission européenne estime que la 'passation conjointe de marchés' est la 'meilleure manière de construire la défense européenne', d'autant que ce poste de dépenses s'est effondré depuis la fin de la guerre froide." En outre, complète **Politico** en s'appuyant lui aussi sur cette version du livre blanc, "reconstruire le régime militaro-industriel européen signifie également que l'UE devrait songer à introduire la préférence européenne pour les marchés publics conclus dans les secteurs et les technologies de défense d'importance stratégique".

À la une



"APPEL AUX ARMES", lançait **The Guardian Weekly** le vendredi 14 mars. "L'Europe a changé, assure l'hebdomadaire britannique. Appeler cela un moment charnière, un point de bascule où, si vous préférez l'allemand, Zeitenwende, mais le continent s'attelle à redéfinir ses priorités en matière de défense." Avec une rapidité inhabituelle, souligne la publication classée à gauche, Paris, Berlin et Londres, en compagnie de la Commission européenne, "redoublent d'efforts pour esquisser les contours de leur sécurité collective".

← Dessin de Sébastien Thibault paru dans **Foreign Policy**, Washington.

Une étude réalisée par Catherine de Vries, de l'université Bocconi, et Stephanie Hofmann, de l'Institut universitaire européen, montre que plus les pays se trouvent près de Moscou, plus ils approuvent la phrase : "Il faut augmenter les dépenses de l'UE dans le domaine de la défense."

Je suppose que les Européens vont trouver l'argent nécessaire pour soutenir l'Ukraine. Nous pouvons surclasser Poutine financièrement. Mais son avantage, c'est qu'il est prêt à verser le sang russe. Les bonnes sociétés accordent de la valeur à la vie de leurs citoyens, mais en temps de guerre, c'est un handicap. Le coût d'opportunité de la mort est très élevé en Europe. Si des troupes sont un jour envoyées à Vilnius, les partis d'extrême droite pro-Poutine exigeront immédiatement la "paix" (autrement dit, la reddition).

J'ai affirmé à un politicien est-européen de haut rang que les États d'Europe occidentale se souciaient peu des guerres en Europe de l'Est. "Nous le savons, m'a-t-il rétorqué. C'est pourquoi certains de nos pays se demandent : pourquoi ne pas attaquer la Russie maintenant au lieu d'attendre qu'elle nous attaque?" Pour les petites nations qui peuvent disparaître, c'est leur existence même qui est en jeu.

—Simon Kuper,
publié le 6 mars

La Lituanie sur le qui-vive

Compte tenu du désengagement des Américains en Europe et en Ukraine, le pays balte vit dans la crainte d'une attaque russe.

—Dziennik Gazeta Prawna,
extraits (Varsovie)

Ne paniquons pas.” C'est ainsi que Tomas Janeliunas, expert en sécurité à l'université de Vilnius, commence ses dernières publications sur Facebook. Ses appels au calme sont sous-tendus par le virage prorusse de la Maison-Blanche sous Donald Trump et les divagations selon lesquelles les États-Unis pourraient se retirer des pays du flanc oriental de l'Otan.

“Vous voulez savoir quelle est l'ambiance? Ils sont tous nuls”, déclare sans prendre de pincettes une haute fonctionnaire d'un ministère. “Personne ne s'attendait à ce que Trump passe du statut d'allié de l'Europe à celui d'ami de la Russie”, dit Tomas Janeliunas.

Mes interlocuteurs sont convaincus que Vladimir Poutine pourrait mettre l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord à l'épreuve. Celui-ci garantit une défense collective en cas d'attaque. Et les États baltes pourraient bien devoir passer ce test. Officiellement, il n'est pas question d'un retrait des forces américaines. “Non, nous n'en avons pas entendu parler”, interrompt Vaidotas Urbelis, directeur des affaires de défense au ministère de la Défense nationale. Est-ce un scénario réaliste? “La présence de troupes américaines est essentielle pour dissuader l'adversaire. Nous ne prévoyons aucun changement dans ce domaine”, affirme-t-il.

Nous discutons dans le palais de Totoriu, construit au XVII^e siècle par les jésuites, et devenu par la suite le siège du ministère. Entre 1789 et 1914, l'armée russe a occupé l'ensemble de ces bâtiments. Le spectre du retour des occupants est profondément ancré dans l'esprit de mes hôtes. La dernière fois que des soldats soviétiques ont tué des Lituaniens, c'était il y a à peine trente-quatre ans.

“Opération à petite échelle”. Les craintes sont alimentées par la rhétorique de Trump qui, après son entrée en fonction, a commencé à qualifier le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, de “dictateur” et l'a accusé d'avoir déclenché la guerre avec la Russie. Avant même le début des négociations avec le Kremlin, la Maison-Blanche avait annoncé de nombreuses concessions à la Russie. Quant à cette dernière, elle n'a fait elle aucune concession et signale même un durcissement de sa position.

L'ultimatum de 2021, qui avait précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, comportait également des points concernant la présence

militaire occidentale dans les pays postcommunistes. Sergueï Riabkov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, l'avait résumé en ces termes : “L'Otan doit plier bagage et revenir aux frontières de 1997.” Cristian Diaconescu, conseiller du président par intérim de la Roumanie pour la sécurité nationale, a déclaré sur la chaîne Antena 3 que les Russes étaient revenus sur cette exigence lors de la récente réunion des ministres des Affaires étrangères à Riyad. Une demande rejetée, selon lui, par les Américains.

Après une brève conversation avec Donald Trump, le président [polonais] Andrzej Duda a assuré que la perspective d'un départ des Américains du flanc oriental de l'Otan était exclue, mais le ministre des Affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, ne s'est pas exprimé aussi catégoriquement après ses discussions à Washington.

“Le risque le plus probable n'est pas l'abandon des troupes occidentales qui ont été déployées dans les États baltes après l'agression russe en Ukraine, mais la rupture par Trump de l'unité transatlantique. De quoi inciter la Russie à vouloir mettre à l'épreuve l'article 5”, me dit un fonctionnaire de Vilnius.

“L'un des scénarios suppose une opération à petite échelle, impliquant disons deux brigades par division, l'occupation d'un petit territoire dans un ou deux États baltes. Les points les plus faibles à mon sens sont Daugavpils, en Lettonie, et Narva, en Estonie”, me dit Tomas Janeliunas, évoquant deux villes avec un fort pourcentage de populations d'origine russe, situées près des frontières avec la Biélorussie et la Fédération de Russie.

“Le Kremlin dirait alors : ‘Bien, maintenant nous pouvons commencer à négocier une nouvelle architecture de sécurité en Europe’”, ajoute-t-il.

“Supposons que Washington déclare son retrait d'Europe. Il y a 20 000 soldats américains sur le

→ Dessin de
Joep Bertrams
paru dans **De Groene Amsterdammer**,
Pays-Bas.

flanc est. Trump pourrait estimer qu'après le cessez-le-feu leur présence n'est plus nécessaire. Moscou pourrait alors tenter sa chance, dans l'espoir que les Européens ne ripostent pas par la force, partant du principe que seuls les Américains sont en mesure d'arrêter les Russes”, explique le professeur. “Même dans une telle configuration, leur objectif, comme en Ukraine aujourd'hui, ne serait pas d'occuper les États baltes. En fin de compte, leur objectif est de démanteler l'Otan et d'étendre leur influence en manipulant les élites et les sociétés européennes”, affirme-t-il.

Éviter la panique. Nos interlocuteurs indiquent que la Lituanie cherchera un substitut à son plan B. Des substituts, car tout le monde sait que dans ce puzzle personne ne peut remplacer l'original américain. Dans ce contexte, il est question de l'Allemagne et de la Pologne, que Tomas Janeliunas décrit comme le pays doté de “la deuxième armée d'Europe par la puissance après l'Ukraine”. “Les Polonais disposent d'une force capable de dissuader la Russie. Malheureusement pour nous, la doctrine militaire polonaise est centrée sur la défense de son propre territoire”, affirme-t-il.

Il soutient également que Laurynas Kasciunas, qui dirigeait le ministère de la Défense jusqu'en 2024, a proposé sans succès à Varsovie de conclure un mémorandum sur le renforcement de la coopération militaire. Dossier sur lequel les nouvelles autorités lituaniennes reviendront peut-être. Mais la tempête a été provoquée par le général Ben Hodges, ancien commandant des forces américaines en Europe, qui a déclaré : “En cas de crise, la Pologne ne permettra pas à ses propres forces, y compris aux chars américains, de traverser la frontière avec la Lituanie... Ainsi le veut la politique polonaise.”

Interrogé à Vilnius, [le Premier ministre polonais] Donald Tusk a soutenu : “Nous sommes confrontés à une menace commune et je n'ai pas besoin de convaincre qui que ce soit que notre solidarité pleine et entière [...] est un trésor.”

“Il n'empêche qu'en Lituanie le gouvernement est mis au défi de savoir comment communiquer sur ce risque accru sans provoquer de panique”, me confie la fonctionnaire déjà citée précédemment.

L'armée et le ministère de la Défense sont inondés de questions de la part des citoyens. Le phénomène est devenu si intense que l'armée a décidé de répondre publiquement aux questions les plus fréquemment posées. “L'ennemi est-il aux portes?” “Non. Les services de renseignement militaire surveillent les activités russes et ne voient pas de forces russes se diriger vers la Lituanie”, peut-on lire sur le profil Facebook officiel de l'armée lituanienne.

“Le potentiel militaire russe est plus important qu'en 2022, mais aucune nouvelle unité n'est créée là où elle pourrait constituer une menace directe pour nous”, rapporte encore l'armée. Certains experts adoptent eux aussi un ton rassurant. “La Russie devra reconstruire son potentiel pendant au moins cinq ans pour revenir à son état de 2022. Elle a perdu un demi-million de soldats dans la guerre”, affirme Mariusz Antonowicz, de l'université de Vilnius.



REPORTAGE



DZIENNIK GAZETA

PRAWNA

Varsovie, Pologne

Quotidien

dziennik.pl

Né d'une fusion

entre *Dziennik*

(“Le Quotidien”)

et *Gazeta Prawna*

(“Le Journal

juridique”), le

quotidien *Dziennik*

Gazeta Prawna

paraît depuis 2009.

Spécialisé dans

les sujets juridiques

et économiques,

il est en concurrence

directe avec

Rzeczpospolita.

Son supplément du

week-end contient

en revanche des

entretiens fleuves,

des essais et des

reportages sur des

questions plus larges.



“Ce qu'il faut faire? demande l'armée sur Facebook. Se préparer. Les soldats doivent être armés et entraînés, les civils aussi. Respirons bien et préparons-nous calmement à la défense universelle, c'est notre chemin vers la paix. Aide-toi et le ciel t'aidera”, peut-on encore lire.

Retour du service militaire. La Lituanie s'est aidée elle-même en ayant rétabli le service militaire obligatoire, aboli en 2008. La réforme a été longuement réfléchie et tous ses éléments ne doivent entrer en vigueur que l'année prochaine. Par la suite, ce sont 7 000 jeunes hommes qui devraient être envoyés en formation chaque année, au lieu des 5 000 actuels. Depuis 2022, le budget de la défense a doublé, pour atteindre 2,3 milliards d'euros et 3 % du PIB. À terme, la défense devrait s'appuyer sur une division composée de trois brigades. Elles seront équipées de chars allemands Leopard (livrés d'ici à la fin de la décennie) et de systèmes de missiles américains ATACMS et HIMARS. Les forces armées compteront 20 000 hommes.

“En tant que petit pays, nous devons compter sur l'implication de la société. Le service militaire est un outil important pour préparer les hommes au combat. Mais cela implique d'augmenter le nombre d'instructeurs et d'étendre les infrastructures, ce qui est coûteux”, explique Vaidotas Urbelis.

L'Union des tireurs lituaniens (LSS) est un bel exemple d'implication citoyenne. Cette organisation paramilitaire bénévole a été fondée en 1919, alors que la Lituanie obtenait son indépendance. Les Polonais [de la minorité polonaise

de Lituanie] rejoignent parfois les rangs des tireurs, qui sont 11 000 dans le pays.

L'une de nos sources s'est également inscrite chez les tireurs. *“Je n'aurais jamais pensé que moi, une punk de toujours, une anarchiste, je rejoindrais une organisation paramilitaire. Mais je me suis rendu compte que je n'avais aucune idée de ce qu'il fallait faire en cas de guerre.”* À LSS, on enseigne les premiers secours, l'utilisation des armes et des drones. Les tireurs soutiennent les gardes-frontières pour limiter la crise migratoire à la frontière avec la Biélorussie et maintiennent le calme autour des bureaux de vote.

La Lituanie est aussi l'un des pays qui soutiennent le plus fermement l'Ukraine dans sa guerre défensive contre la Russie. Selon l'Institut allemand de Kiel, l'ampleur du soutien lituanien à Kiev, y compris son implication au sein de l'Union européenne, s'élevait à 2,5 % de son PIB. Si l'on rapporte ce chiffre au poids de leurs économies respectives, seuls les Estoniens et les Danois ont donné davantage.

En Lituanie, contrairement à la Pologne, il n'y a pas de ressentiment envers les Ukrainiens exhibé dans la sphère publique. Les drapeaux ukrainiens flottent toujours devant les bâtiments publics. L'attitude à l'égard de la Russie se reflète quant à elle sur l'affiche apposée sur la porte du bar Snekutis, où j'ai rencontré l'un de mes protagonistes. De loin, on peut y voir Poutine, mais de plus près on s'aperçoit que l'image est composée de centaines de petites photos de pénis.

—Michał Potocki,
publié le 28 février

Opinion

L'OTAN EST MORTE, VIVE L'“OTEN”

Avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, *“l'Otan se délite à vue d'œil”*, affirme le magazine lituanien IQ. Il faudra donc une nouvelle alliance, avance ce mensuel de Vilnius, qui préconise la création de l'Organisation du traité de l'Europe du Nord et non de l'Atlantique Nord : l'Oten à la place de l'Otan. Cette nouvelle alliance serait composée des pays nordiques et du bassin baltique, tous *“fiables et évaluant la menace russe de manière adéquate”*, estime IQ. *“La Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande, la Suède, le Danemark, la Norvège, la Pologne, l'Allemagne, et le Royaume-Uni comptent 220 millions habitants pour un PIB cumulé de plus de 10 000 milliards de dollars.”* Autant de pays, tranche le mensuel, *“parmi les éléments les plus sains de l'Otan”*. L'Oten pourrait montrer l'exemple en matière d'aide à l'Ukraine et *“devenir une solution de secours, si l'Otan s'effondrait réellement”*.

Armes américaines : l'heure du doute

Les États-Unis peuvent-ils neutraliser les avions vendus aux Européens ? L'inquiétude gagne certaines capitales.

Afghanistan, printemps 2021. Après vingt ans de présence, les États-Unis entament leur retrait du pays. Sur place, les avions militaires fournis au gouvernement de Kaboul restent. *“Mais les sous-traitants, les pièces détachées et les logiciels indispensables au fonctionnement des appareils disparaissent progressivement, retrace le Financial Times. En quelques semaines, les engins se retrouvent cloués au sol. Quatre mois plus tard, la capitale tombe aux mains des talibans.”*

Ce scénario catastrophe guette désormais les Européens, prévient le journal londonien, dans un contexte de désengagement annoncé de la première puissance mondiale. L'Europe doit assurer seule sa sécurité, clame, en substance, l'administration Trump. Mais le mal serait déjà fait. *“Certains gouvernements se mordent les doigts d'avoir acheté pendant des décennies des armes américaines qui les rendent dépendants de Washington pour leur bon fonctionnement”, assure le journal de la City.*

Parmi les commandes adressées aux entreprises américaines ces derniers temps : *“996 avions, 342 hélicoptères de combat, 7 navires de guerre, 41 systèmes de missiles sol-air et 403 chars”*, liste le quotidien Il Manifesto, à Rome. Dans la pratique, *“les armes sophistiquées reposent de toute manière sur les pièces et les mises à jour des systèmes informatiques émanant d'outre-Atlantique”*. Dès lors, comment le Danemark pourrait-il défendre le Groenland, territoire autonome dans le viseur de Donald Trump, avec ses avions de combat F-35 (27 commandés, 6 livrés), fabriqués par l'américain Lockheed Martin?

“N'est-il pas risqué d'acheter des avions de combat à un pays qui practise avec Poutine?” se demande, sans détour, Respekt, à Prague. L'année dernière, la République tchèque a signé le plus gros contrat d'armement de son histoire pour l'achat de 24 chasseurs F-35. Même sueurs froides chez le voisin allemand : Berlin a passé commande pour 35 exemplaires du F-35, en 2022.

En réalité, tempère le Financial Times, les appareils F-35 *“sont censés pouvoir être entretenus en toute autonomie par l'acquéreur”*. L'armée de l'air britannique en avait obtenu l'assurance dès 2006. *“Mais aucun allié n'a le même niveau d'accès au code source des systèmes informatiques que Washington”, explique le journal londonien.*

—Courrier international

Les Européens face à des choix difficiles

Si les discussions se poursuivent dans certains pays, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni se sont engagés à augmenter fortement et rapidement leurs budgets militaires. Mais où trouver les financements ? s'interroge la presse internationale.

France. L'État providence sacrifié ?

● “L'augmentation des dépenses militaires de la France pourrait-elle menacer l'État providence ?” La question posée par **Politico Europe** est l'une des plus débattues depuis qu'Emmanuel Macron a affirmé vouloir porter les dépenses militaires françaises à 3 % ou 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), contre 2,1 % actuellement. Un effort de 30 milliards d'euros supplémentaires par an. Le président est resté flou sur la manière de le financer. Seule la hausse des impôts est exclue. Une donnée qui, selon le média européen, “suscite des craintes” que “les dépenses sociales soient sacrifiées sur l'autel de la défense”, et que “le risque de guerre ne serve de prétexte pour contraindre à l'adoption de mesures d'austérité impopulaires”.

Si un consensus existe au Parlement sur la nécessité d'un effort de guerre, “la question de savoir qui paiera pour quoi donnera lieu à un débat enflammé” et risque d’aboutir à une impasse”. Dans les rangs socialistes, le discours sur l'économie de la guerre est accueilli avec prudence. La question des impôts ne rassure pas à gauche, tandis qu'au Rassemblement national on exclut toute augmentation de la dette. C'est l'une des raisons pour lesquelles rouvrir le budget 2025 – techniquement la solution la plus simple – est pour *Politico Europe* une option trop risquée. Le gouvernement, qui a évoqué la possibilité d'un emprunt national, s'est donné jusqu'à deux mois pour trouver des solutions. Mais, rappelle le site, “toute offensive trop marquée contre l'État providence pourrait provoquer un tollé en France”.

Allemagne. Armée rime avec ennui

● Outre-Rhin, la levée historique de deux tabous (le frein à l'endettement et la question nucléaire) compte tenu des nouveaux besoins de défense coïncide avec la publication du rapport annuel sur l'état des forces armées du pays. Verdict : la Bundeswehr est en piteux état. Quatorzième au classement des meilleures armées du monde, elle manque de matériel après avoir puisé dans ses réserves, déjà légères, pour soutenir l'Ukraine. Le gouvernement compte investir des milliards.

Mais il manque aussi de soldats. Ils sont 181 000, vieillissants (avec un âge moyen de 34 ans) et surtout désœuvrés. “Le pire, c'est l'ennui”, déclare à l'hebdomadaire **Wirtschaftswoche** Eva Högl, commissaire parlementaire aux forces armées. Incapable de se défaire de sa mauvaise réputation, la Bundeswehr peine déjà à renouveler ses effectifs. “Certains soldats décrivent les heures passées sans rien faire à la caserne, dans les bataillons de chars, par exemple, qui manquent à la fois de chars et d'instructeurs.”

Face à ces difficultés, un retour de la conscription, abandonnée en 2011, seraît une fausse bonne idée, selon les experts interrogés. “L'armée n'a pas suffisamment de casernes, d'instructeurs et de matériel pour former des régiments entiers de jeunes recrues.” Autre piste, en attendant : la création d'un questionnaire annuel soumis aux hommes de 18 à 25 ans (et aux femmes si elles le souhaitent) sur leur propension à servir dans l'armée, qui pourrait être suivi d'une formation de six mois sur la base du volontariat.

Royaume-Uni. L'armée sort sa liste de courses

● La décision a surpris “jusque dans les couloirs du ministère de la Défense”, assure **The Times**. À la fin de février, le Premier ministre, Keir Starmer, s'est engagé à porter les dépenses militaires du Royaume-Uni à 2,5 % du PIB d'ici à 2027. Soit 6 milliards de livres de plus (7,1 milliards d'euros), chaque année, à destination des forces armées britanniques. “L'argent va être pris à l'enveloppe de l'aide au développement”, précise le quotidien conservateur. Une manœuvre controversée, source de fractures au sein de la majorité travailliste. En témoigne la démission, en signe de protestation, de la ministre du Développement international, Anneliese Dodds.

Le ministère de la Défense, lui, “prépare sa liste de courses”, en amont de la publication d'un audit des ressources existantes dans les mois à venir. “Londres a dépensé 10 milliards de livres [près de 12 milliards d'euros] en aide militaire à l'Ukraine, réduisant volontairement ses stocks d'armement”, note le journal en ligne **Unherd**. Priorité, donc, à l'approvisionnement en munitions, à la conception de drones, mobilisables

Vude Grèce

“LA TURQUIE N'A PAS SA PLACE”

Dans sa stratégie de mise en place d'une défense autonome, l'Union européenne (UE) a ouvert la porte à plusieurs pays extra-européens, dont la Turquie. Une idée qui suscite le courroux de cet éditorialiste d'**I Kathimerini**, quotidien d'Athènes. “Les Européens pensent à la Turquie – un pays qui a envahi et occupé 37 % d'un État membre de l'UE [Chypre], qui ne reconnaît pas les frontières maritimes avec la Grèce et qui menace de faire la guerre si notre pays exerce ses droits. S'ils ne parviennent pas à maintenir le plus petit dénominateur commun du projet européen, à savoir garantir les droits souverains d'un État membre, alors il est vraiment difficile de comprendre ce qui pèse le plus dans l'équilibre de nos valeurs : la protection des droits des États membres ou la promotion à court terme de certains contrats ?”

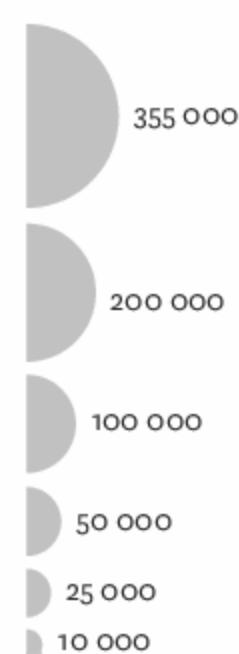
Défense en Europe : l'état des troupes

Pays membres de l'Otan

● Pays accueillant plus de 1 000 soldats américains (65 000 au total en Europe)

★ Pays dans lesquels le service militaire est obligatoire

Effectifs militaires (armée d'active en 2025)



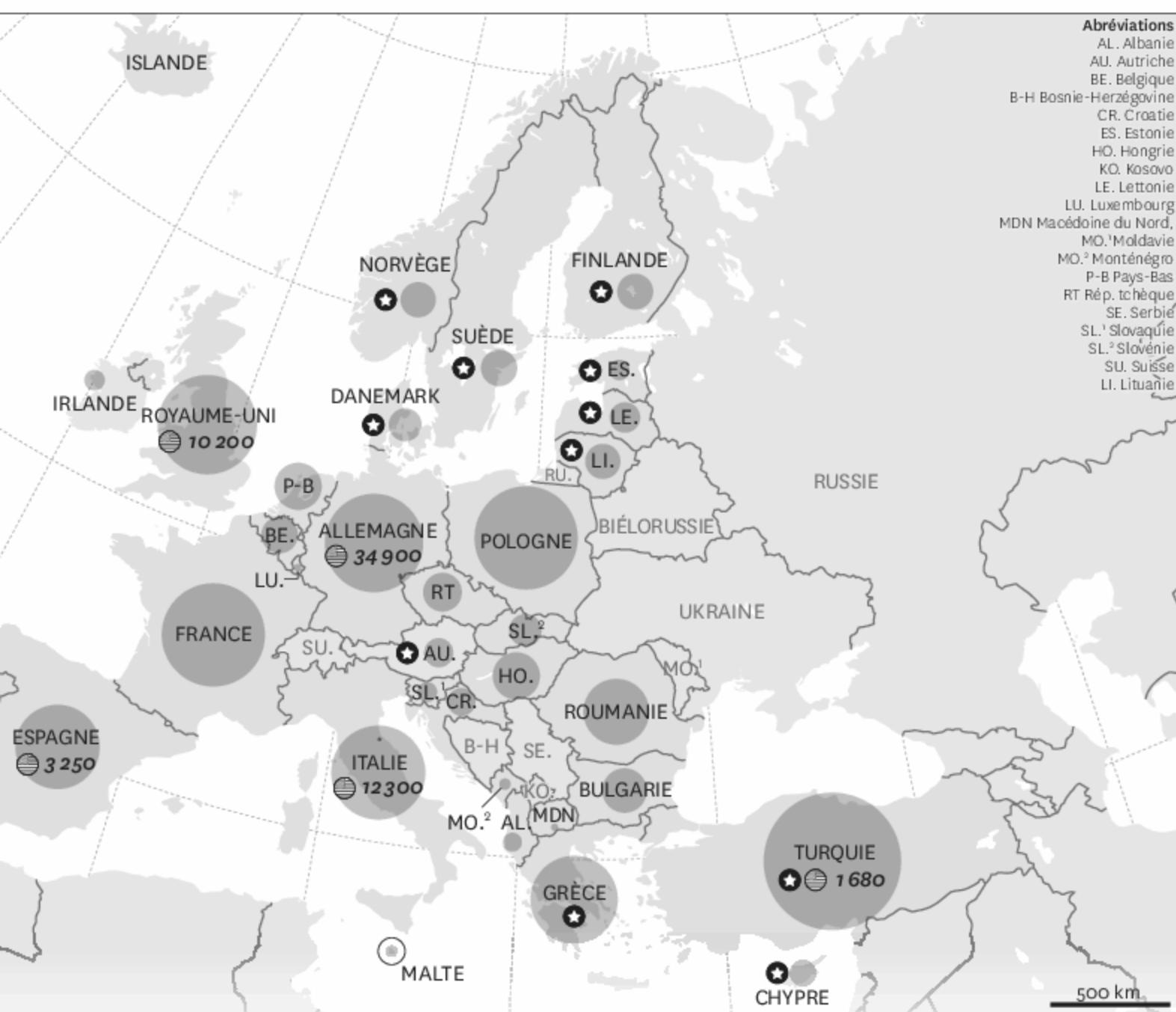
SOURCES : TOUTE L'EUROPE, SIPRI, “GLOBAL FIRE POWER”, CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE, DMDC.

rapidement en cas de conflit, et à l'établissement de liens “plus étroits entre la défense et le reste de la société”. Comprendre : gonfler les effectifs de réservistes, sans pour autant étoffer l'armée d'active, réduite à 70 000 membres, au plus bas depuis le XIX^e siècle. “Mais voilà le hic, tempère dans *Unherd* le journaliste Tom McTague. Le Royaume-Uni est trop pauvre et trop dépendant des États-Unis, en particulier dans le cadre de sa dissuasion nucléaire [le pays loue ses missiles à Washington], pour jouer le rôle qu'il imagine endosser. L'indépendance totale coûterait trop cher. L'autonomie stratégique nationale n'a jamais suscité beaucoup d'intérêt – contrairement à ce qui se passe en France. À un moment donné, il va pourtant falloir répondre à la question que personne ne souhaite encore envisager : que va faire le pays une fois les Américains partis pour de bon ?”



C'EST L'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS

D'ARMES par les États européens de 2020 à 2024, par rapport aux cinq années précédentes. “Une réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie”, indique **Politico Europe**, citant une étude de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Au passage, les membres européens de l'Otan ont amplifié leur dépendance vis-à-vis des entreprises américaines : celles-ci leur ont fourni 64 % des équipements militaires importés, contre 52 % entre 2015 et 2019.



Pays-Bas. Cacophonie à La Haye

● Les Pays-Bas sont-ils pour ou contre le plan de réarmement de l'UE? Pour, si l'on en croit Dick Schoof, le Premier ministre, qui l'a approuvé avec ses homologues lors du sommet européen du 6 mars. Contre, si l'on se fie à la motion adoptée cinq jours plus tard par la chambre basse du Parlement néerlandais, y compris par trois des quatre partis de la coalition gouvernementale. Résultat? Un "fameux pétrin" pour le Premier ministre, constate **NRC**, et même un nouveau désaveu pour ce haut fonctionnaire placé à la tête du gouvernement faute de meilleur compromis, mais qui n'a qu'une autorité très relative.

Au bout de plusieurs heures de conciliation, le 13 mars, la coalition affichait à nouveau un front commun, histoire d'"éviter de perdre la face", résume **De Volkskrant**: Schoof n'ira pas voter contre le plan à Bruxelles – ce qu'il refusait de faire –, mais plaidera pour qu'"on soumette son financement à des conditions strictes". Ce n'est en effet pas par antimilitarisme qu'une majorité de députés néerlandais s'est opposée au plan Rearm Europe, mais par souci de rigueur budgétaire, explique le média public **NOS**: "Ils refusent que les Pays-Bas souscrivent à des emprunts communs aux côtés de pays mésodinaux aux finances moins rigoureuses." De leur côté, les ministres du VVD (le seul parti du gouvernement favorable à Rearm Europe) ont répété que les préoccupations de leurs alliés

étaient "justifiées". Il s'agit de clore l'incident et d'en "minimiser les conséquences sur l'image de Dick Schoof", analyse NOS.

Espagne. Un "débat inconfortable"

● "L'Europe va se réarmer et l'Espagne va faire de même." Dans le prolongement des annonces faites à Bruxelles, Madrid garantit que ses dépenses militaires vont augmenter pour affronter la "période turbulente" qui s'ouvre sur la scène internationale, résume le journal barcelonais **La Vanguardia**. Le Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez, a assuré que ces dépenses atteindront 2 % du PIB national d'ici à 2029. La contribution de l'Espagne à la défense – actuellement à 1,28 % de son PIB, soit le plus faible pourcentage parmi les pays membres de l'OTAN – "continuera d'être la plus rachitique du club européen", déplore le quotidien conservateur **ABC**.

Néanmoins, cette hausse significative se heurte à la "politique pacifiste" héritée des années au pouvoir de José Luis Rodríguez Zapatero, ex-Premier ministre socialiste (2004-2011) et actuel soutien de Sánchez, constate **El Mundo**. Par conséquent, un "inconfortable débat" s'ouvre au sein de la classe politique, selon le journal madrilène. Sánchez doit maintenant "trouver un délicat équilibre entre les engagements européens et ceux de l'OTAN, qu'il est déterminé à respecter, et la réalité politique" de son pays, poursuit **El País**, quotidien proche du camp socialiste.

La Pologne prépare ses habitants à la guerre

Formation militaire renforcée, parapluie nucléaire français... Varsovie cherche tous azimuts comment se protéger.

La guerre est bien réelle", a déclaré le président polonais, Andrzej Duda, lors d'une allocution le 7 mars à la chambre basse polonaise. "L'Europe a dû en finir avec sa politique qui disait que l'armée ne serait plus nécessaire et qu'il n'y aurait plus de guerre", a affirmé le chef de l'Etat, cité par le quotidien **Rzeczpospolita**. Le président venait de déposer un projet de loi sanctuarisant les dépenses de défense dans la Constitution, à hauteur de 4 % du PIB annuel.

Alors qu'Andrzej Duda reste un proche des nationaux-conservateurs de Droit et Justice (PiS), au pouvoir de 2015 à 2023 et aujourd'hui dans l'opposition, sa proposition – qui nécessitera les deux tiers des voix de la Diète – semble déjà faire l'unanimité. La Pologne consacre actuellement plus de 4 % de son PIB à sa défense : elle prévoit d'en dépenser 4,7 % d'ici à la fin de l'année.

Dans la foulée, le 7 mars, le Premier ministre, Donald Tusk, a suggéré la mise en place d'une formation militaire à grande échelle pour les hommes. "Nous voulons avoir d'ici à la fin de l'année un modèle prêt pour que chaque homme en Pologne soit formé en cas de guerre, et pour que cette réserve soit adaptée aux éventuels dangers", a déclaré le chef de gouvernement dans l'hémicycle polonais, rapporte **Infor**.

L'armée professionnelle polonaise compte actuellement plus de 200 000 soldats. Ce qui en fait la première des 27 pays de l'UE, au coude à coude avec la France, et la troisième de l'OTAN. Donald Tusk, qui souhaite arriver à un total de 500 000 militaires, incluant les réservistes, table sur plusieurs centaines de milliers de citoyens qui "sans

être dans l'armée [...] pourront devenir des soldats à part entière dans une situation de conflit", souligne **onet**.

Le Premier ministre a également évoqué la dissuasion nucléaire française, dont il aimait que la Pologne bénéficie. Le président français, Emmanuel Macron, envisage effectivement d'ouvrir cette possibilité à ses partenaires européens. "On voit bien ce qui s'est passé avec l'Ukraine. Elle a été attaquée car elle s'était défaite de l'arme nucléaire", a justifié Donald Tusk, cité par la radio privée **RMF24**. Devant les députés polonais, le chef du gouvernement a rappelé que l'autonomie nucléaire des Britanniques était limitée par les Américains, ce qui n'est pas le cas de la France. Donald Tusk est même allé jusqu'à dire que si la Pologne se décidait à bénéficier du parapluie nucléaire français, il faudrait "être sûr qu[e son contrôle] soit bien entre [ses] mains". Des déclarations que certains en France ont interprétées comme

une volonté de s'emparer du bouton.



REVUE
DE PRESSE

Toujours depuis le perchoir polonais, Donald Tusk a suggéré que Varsovie se retire de la convention de Dublin sur les armes à sous-munitions ainsi que de celle d'Ottawa sur les mines antipersonnel. La Lituanie voisine est sortie de la convention de Dublin le 5 mars. "Bien sûr, cela n'a rien d'agréable", a déclaré le chef du gouvernement en évoquant ces armes "terribles". Mais "le problème, c'est que, dans notre environnement immédiat, ceux que nous pouvons craindre ou ceux qui sont impliqués dans la guerre en disposent tous", a fait valoir le Premier ministre, relayé par le site **Wirtualna Polska**.

— Courrier international

“Top Gun” dans le ciel suédois

Des pilotes français et suédois ont simulé cet hiver des combats aériens au-dessus du royaume scandinave. Ce quotidien de Stockholm s'est rendu sur place pour assister à ces manœuvres inédites, organisées pour “envoyer un signal stratégique”.

—Dagens Nyheter, extraits (Stockholm)

Les pilotes français viennent d'arriver à la base aérienne F21 pour s'entraîner au combat contre les avions de chasse Gripen suédois. “Ce sera du combat rapproché classique, comme dans Top Gun”, révèle Stefan Kaarle, pilote de chasse suédois.

Sous un ciel bâché, deux chasseurs français viennent de poser leurs roues sur la base aérienne de Lulea. Les pilotes coupent les moteurs de leurs Rafale et en descendent. “C'est la première fois que je vole ici, en Suède, par des températures aussi basses, avec de la neige et de la glace sur la piste. C'est une expérience”, observe Johan, un des pilotes français – qui refuse de révéler son patronyme. “Pour nous, c'est intéressant de s'entraîner et de voler dans ce genre de pays. Tout y est différent.”

Ce n'est pas souvent que des Rafale viennent voler aux côtés de l'escadron le plus septentrional de Suède. Pilote et major dans l'armée de l'air suédoise, Stefan Kaarle ne se souvient pas en avoir déjà vu ici. C'est lui qui a préparé le programme du séjour des Français. “Dogfight”, résume le militaire. C'est le mot anglais pour désigner un combat aérien rapproché entre deux pilotes qui font usage de tous les systèmes de

bord pour abattre leur adversaire. “On cherche à avoir un visuel et on s'entraîne à utiliser la plate-forme au maximum”, explique-t-il.

Mais Stefan Kaarle juge également utile de replacer la visite des Français dans le contexte plus général de l'Europe et de l'Otan [que la Suède a intégré en 2024]. “Pour moi, ça envoie un signal stratégique dans un monde trouble : on est capables de transférer un escadron dans des délais serrés”, poursuit-il.

Avant de poser les roues en Suède, les Français ont fait escale sur une base lituanienne, où ils participent à une mission de police de l'air de l'Otan baptisée Baltic Air Policing. En résumé, les pays membres de l'Alliance se relaient pour surveiller et protéger l'espace aérien des pays Baltes. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, en 2014, l'Otan a en effet musclé la surveillance aérienne de plusieurs de ses États membres. La Suède n'avait encore jamais été sollicitée pour ce type d'opération. À son tour, le pays rejoint donc la mission de police de l'air de l'Otan en surveillant l'espace aérien de la Baltique. Le commandant de l'escadron F21, le colonel Peter Greberg, confirme que les lignes sont en train de bouger. “Nous prévoyons d'autres missions. À l'avenir, il est probable que les unités suédoises prennent part à des opérations de police de l'air dans d'autres régions d'Europe”, suppose-t-il.

Le gradé explique que les Français attendaient avec impatience de pouvoir voler dans le ciel de Botnie septentrionale [comté de l'extrême nord de la Suède], qui fait partie de la frontière nord de l'Otan. Au nord-est se trouve la base aérienne russe d'Olenia, prise pour cible par les drones ukrainiens, sur la péninsule de Kola. C'est là que sont stationnés les bombardiers stratégiques russes capables d'emporter des armes nucléaires.

Mais la visite des Français vise en premier lieu à mettre en pratique le concept d’“interopérabilité” de l'Otan, à savoir l'aptitude de différents pays à combattre côte à côte. Derrière Peter Greberg, 35 militaires font le pied de grue en attendant de présenter leur passeport à un préposé. Le commandant de l'escadron est convaincu que cette visite sera fructueuse, tant pour l'Hexagone que pour la Suède. “C'est important pour eux d'être ici et de montrer de quoi ils sont capables. Ils ont de la bouteille”, fait remarquer Peter Greberg.

—Bo Tornbjörn Ek (de Lulea),
publié le 26 février



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

En Suède, menace sur le réseau d'eau potable. Longtemps, la sécurité des réseaux et des châteaux d'eau était inexistant dans le pays. Jusqu'à ce qu'éclate la guerre en Ukraine et que le royaume scandinave intègre l'Otan. “Deux sabotages présumés du réseau d'adduction d'eau ont été portés à la connaissance du grand public l'année dernière”, raconte Dagens Nyheter, à Stockholm. Aucun des deux incidents n'a été élucidé. Mais, désormais, une question se pose : “Le réseau d'eau potable est-il assez protégé ?” Un article à lire en intégralité sur notre site.

Vu d' Espagne

UNE SÉANCE DE “SHOPPING” DÉLÉTÈRE

Le Vieux Continent “part faire son shopping pour séduire Donald Trump”, tonne le journal espagnol **Público**. “Si ce que vous achetez et la manière dont vous le faites sont le reflet de votre personnalité, alors le fait que l'Europe annonce qu'elle va faire les courses pour acheter des bombes m'inquiète, au fond. Je ne fais pas partie de ceux qui apprécient l'odeur du napalm le matin”, grince le chroniqueur Anibal Malvar.

Les pacifistes “discrètement pro-UE” des années 1980 découvrent aujourd’hui “que l'intégration européenne signifie s'armer ensemble” jusqu'aux dents, lance encore, amère, la publication de gauche madrilène. “Personne ne va bombarder la Russie, mais, en dépensant des milliards, on se croit héroïques.” Au détriment,

“on le sait tous”, des services publics, “des médecins, des enseignants, des pompiers, des scientifiques, des ingénieurs et des experts en changement climatique”.



Des voitures aux armes, l'économie se réoriente déjà

VU DE TCHÉQUIE Dans un pays fortement dépendant des exportations, la perte de vitesse des constructeurs automobiles permet à l'industrie de l'armement, dont la croissance explose depuis trois ans, de capter une main-d'œuvre qualifiée.

—Hospodarske Noviny (Prague)

Depuis quelques mois, les dirigeants des usines d'armement allemandes et tchèques ont un point en commun. Les salariés provenant de l'industrie automobile et postulant pour un emploi chez eux sont de plus en plus nombreux. Cette tendance à vouloir passer d'un secteur en déclin à un autre censé assurer la sécurité des Européens à l'avenir a commencé à se dessiner dans le courant de l'année dernière.

Alors que certains constructeurs automobiles éprouvent des difficultés, les fabricants



d'armes ont, eux, des carnets de commandes qui n'avaient plus été aussi remplis depuis fort longtemps et sont contraints d'augmenter leurs capacités de production pour répondre à la demande. Et ce, bien qu'ils ne disposent pas encore de contrats à long terme qui leur permettraient d'investir davantage et de planifier avec plus de certitude. Mais cela pourrait bientôt changer.

L'agression russe et Donald Trump poussent, en effet, les Européens à investir davantage dans la défense. Cette pression était manifeste lors de la récente Conférence sur la sécurité de Munich, où la nécessité de développer cette activité a été évoquée, les Européens achetant une grande partie de leurs armes et de leurs équipements militaires aux États-Unis et ailleurs.

Munitions d'artillerie. Dans les années à venir, les décideurs politiques européens ne pourront probablement pas faire autrement que d'injecter des sommes considérables dans la défense, notamment parce que l'ensemble du secteur a été relégué au second rang pendant des décennies. Il est donc probable que le poids des sociétés d'armement dans l'économie augmentera.

De leur côté, les entreprises s'adaptent. Par exemple, le producteur tchèque de munitions d'artillerie STV Group ouvrira une deuxième ligne de production cette année et prévoit d'en construire une troisième. De même, le plus grand fabricant d'armes tchèque, Czechoslovak Group, renforce sa production de munitions d'artillerie dans ses usines en Slovaquie.

Cette expansion s'accompagne toutefois d'une pénurie de personnel expérimenté. «Nous cherchons du monde partout où nous le pouvons. Nous suivons attentivement les licenciements dans l'industrie automobile, cela pourrait nous aider», explique Lukas Kobolka,

directeur exécutif de l'usine du groupe PBS à Velka Bites [petite ville du sud-est de la Tchéquie]. L'entreprise produit, entre autres, des moteurs très recherchés pour la confection des missiles et des drones. À elle seule, cette usine aura besoin de dizaines de nouveaux employés dès cette année.

«Les employés du secteur automobile menacés de licenciement peuvent effectivement se reconvertis dans l'industrie de la défense, y compris dans les entreprises opérant en Tchéquie et en Slovaquie», confirme le porte-parole de Czechoslovak Group. L'adaptation à un nouveau secteur d'activité peut toutefois s'avérer compliquée pour certains nouveaux venus. «L'industrie de la défense exige souvent des employés plus indépendants et qualifiés sur le plan technique», précise-t-on encore chez Czechoslovak Group. Et même lorsque, comme chez Colt CZ, autre grand fabricant d'armes tchèque, on affirme ne pas avoir relevé d'intérêt plus marquant des travailleurs de l'automobile, les portes n'en restent pas moins grandes ouvertes et tous les profils techniques expérimentés sont les bienvenus.

Pour l'heure, un recrutement plus massif est encore freiné par certaines des particularités

“L'industrie de la défense exige souvent des employés indépendants et qualifiés sur le plan technique.”

UN PORTE-PAROLE DU FABRICANT D'ARMES CZECHOSLOVAK GROUP

de l'industrie de la défense. Par rapport à l'automobile, il s'agit d'une production extrêmement spécialisée, avec des séries moindres. C'est ce que confirme, par exemple, la société ERA, du groupe Omnipol, à Pardubice [ville du centre de la Tchéquie], qui fabrique notamment le radar passif Vera-NG. «Chez nous, le recrutement reste principalement axé sur les développeurs de logiciels et les postes similaires», souligne sa porte-parole.

Si les sociétés d'armement n'embauchent donc pas toutes à tour de bras, leur rôle dans l'industrie tchèque s'accroît, et une récente étude commandée par la Chambre de commerce montre que ce secteur n'exploite pas encore tout son potentiel. En 2023, l'industrie de la défense a généré un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros, soit environ 1 % du PIB tchèque, alors que la part de l'automobile sur le long terme se situe autour de 9 %.

Mais ce qui apparaît comme un paradoxe se trouve ailleurs. Tandis qu'environ 20 000 personnes travaillaient dans l'industrie de la défense en 2023, les constructeurs automobiles emploient, eux, près de 200 000 personnes directement. Et alors que l'industrie de la défense a connu une croissance de 350 % depuis 2021 dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'emploi dans le secteur, lui, n'a encore que peu augmenté. Jusqu'à quand?

—Martin Ehl,
publié le 19 février

SOURCE

HOSPODARSKE NOVINY

Prague, République tchèque (ou Tchéquie)

Quotidien
ihned.cz

“Les Nouvelles économiques”, fondé en 1957, est un titre de grande qualité. Destiné à l'origine aux hommes d'affaires, il propose aujourd'hui un excellent niveau d'information politique, économique et financière. Il est la propriété du groupe Economia, allié du groupe Dow Jones-Handelsblatt.



Gros plan

L'Estonie, pionnière de la “taxe de défense”

●●● “C'est une solution radicale”, s'exclame **The Daily Telegraph**.

Pour financer la défense du pays, le gouvernement estonien a “choisi de taxer tout le monde – y compris les retraités”, rapporte le quotidien britannique. Les impôts sur les sociétés et sur le revenu ainsi que la TVA “vont augmenter de 2 points”, en janvier 2026 pour les deux premiers prélèvements cités, mais dès le 1^{er} juillet pour le troisième. L'État balte, frontalier de la Russie, entend “allouer aux forces armées l'écrasante majorité des recettes”, soit 800 millions d'euros, et ainsi consacrer à terme l'équivalent de 5 % de son PIB à la défense nationale (contre 3,7 % aujourd'hui).

Cette “taxe de défense” inédite, comme l'appelle le quotidien conservateur de Londres, “constitue un exemple saisissant des efforts que nécessite le fait de se mettre sur le pied de guerre”.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

► Dessin d'Arcadio paru dans **Prensa Libre**, San José (Costa Rica).

“Achetez européen”, l'injonction qui divise. Alors que les Européens continuent d'affiner les contours de leur plan de réarmement annoncé par Ursula von der Leyen, certains pays comme la France plaident pour n'acheter que des équipements européens. “L'injonction ‘Achetez européen’ en matière de défense va bien au-delà du traditionnel conflit entre protectionnistes et libéraux, explique le journal italien **Il Foglio**. Les événements de ces deux dernières semaines ont en effet montré quelles conséquences pourrait avoir pour l'Europe une administration Trump prête à utiliser tous les outils de pression et de chantage dont elle dispose.” Malgré tout, l'argument peine à convaincre sur un continent très dépendant des armes américaines. “L'Allemagne et la Pologne souhaitent que les industriels de l'armement situés en Europe hors UE (Royaume-Uni, Norvège, Turquie et Suisse), mais aussi aux États-Unis, ne soient pas exclus.” Un article à retrouver en intégralité sur notre site.

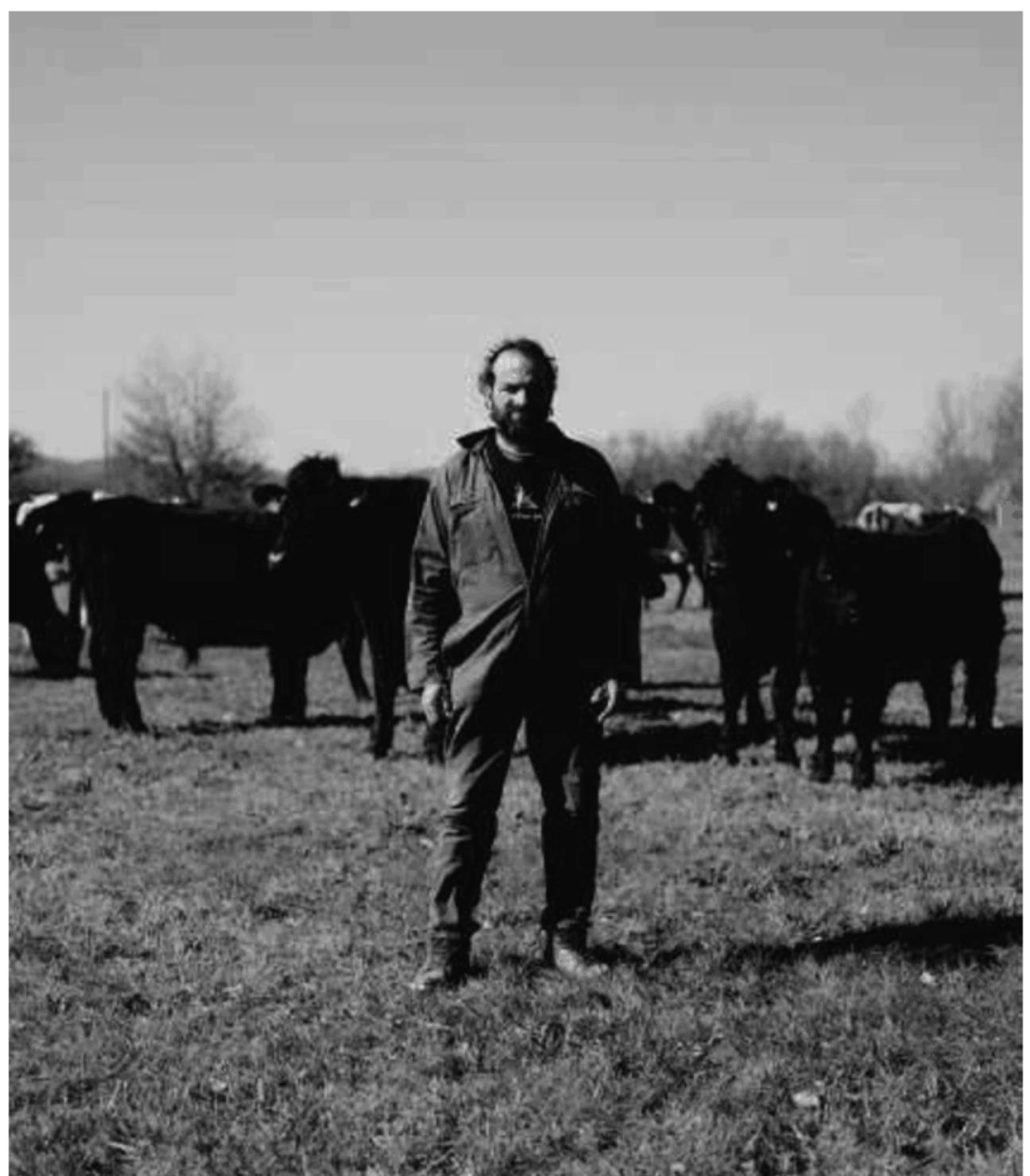
d'un continent à l'autre.

france



✓ Sur la ZAD du lieu-dit de la Crémade, à Saïx, le 4 mars.

↓ Le tracé de l'A69 passe sur une partie des pâturages de Bruno Cabrol, 45 ans.



Transports. L'A69, un cauchemar national

Le tribunal administratif de Toulouse a stoppé la construction de l'autoroute devant relier Toulouse à Castres. Si les écologistes s'en félicitent, les élus locaux veulent réagir et l'affaire est loin d'être close. Qu'adviendra-t-il des kilomètres déjà construits ?

— **Die Zeit**, extraits (Hambourg)

Perchés dans les arbres, les militants sont prêts : bau-driers, sacs à dos remplis de provisions et sacs de couchage à portée de main, au cas où les pelles forestières reprirentraient du service et essaieraient d'abattre les chênes centenaires au nom du projet autoroutier. Le mouvement écologiste fête depuis quelques jours une de ses plus grandes victoires : un juge a suspendu [le 27 février] la construction de l'A69, censée relier Toulouse à Castres. Ils ont fêté cette "journée mémorable" jusqu'à l'aube, raconte Laurent Prost. "Si l'Etat s'avise de reprendre les tronçonneuses en dépit de la décision de justice, des défenseurs de la nature accourront de toute la France pour occuper les arbres", prophétise le médecin à la retraite. Le gouvernement a immédiatement annoncé faire appel – pour reprendre le travail aussi vite que possible.

C'est un cas exceptionnel, unique en Europe pour beaucoup de spécialistes : le tribunal

administratif de Toulouse interrompt le plus grand chantier de construction d'autoroute de France, alors même qu'il est à moitié réalisé. Ses effets néfastes sur l'environnement et la faune dépasseraient en effet son utilité pour la population, précise le tribunal. Les villes voisines ne sont aucunement "en décrochage" économique et il n'est pas prouvé que le projet soit d'un intérêt public majeur pour la région.

"Ce projet illégal a déjà englouti 300 millions d'euros."

Dorian Guinard,
JURISTE

Désormais, une route incomplète serpente à travers la campagne verdoyante, non loin des Pyrénées. Plus de la moitié du terrassement est terminée, mais l'asphalte n'a pas encore été coulé. Le projet, prévu depuis plusieurs décennies, fait l'objet de tant de controverses que même les partis parisiens se positionnent pour ou contre à chaque élection. Le président Macron et ses différents

Premiers ministres, eux, ont toujours soutenu le chantier.

"*Cette décision est un véritable coup de théâtre pour l'Europe entière*", explique Dorian Guinard, maître de conférences en droit de l'environnement à l'université de Grenoble. En effet, le jugement s'appuie sur les principes de la directive du Conseil européen concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Seul un projet d'intérêt public majeur peut outrepasser cette réglementation, et les responsables politiques et administratifs ont eu bien du mal à le justifier. "Ça ne suffit pas de juste dire que l'autoroute raccourt le trajet de quelques minutes et qu'elle permet de développer la région", rappelle le juriste.

C'est précisément ce gain de temps que les partisans du projet mettent en avant : ces 60 kilomètres d'autoroute devaient faire gagner quinze à vingt minutes pour rallier Toulouse depuis Castres. Le but était aussi de désengorger les centres-villes traversés par les poids lourds qui relient les sites industriels.

↓ À Saïx, le 4 mars.
Photos Ulrich Lebeuf/MYOP



Plus de deux décennies que l'A69 était dans les tuyaux, mais les organisations environnementales ont contesté juridiquement le permis de construire et exigé la suspension des travaux en attendant que la justice se prononce. Les tribunaux administratifs ont néanmoins autorisé la reprise des travaux alors que la légalité du projet n'était pas définitivement entérinée. "Ne pas avoir attendu la décision de justice, c'est une grave erreur de la part des politiques : 300 millions d'euros ont déjà été engloutis par ce projet illégal", déplore Dorian Guinard.

La résistance des riverains a eu raison des premières carrières, qui devaient fournir plusieurs centaines de milliers de mètres cubes de roche pour le tracé. Différents

militants ont occupé les arbres centenaires qui devaient être abattus. Ils ont fondé une ZAD, pour vivre en autarcie et expérimenter de nouvelles formes de vie en communauté, sur des terrains que l'asphalte devait recouvrir. Les procès intentés aux occupants se comptent par dizaines, et plusieurs opérations de police se sont soldées par des blessés.

La victoire en justice des opposants sidère les défenseurs de l'A69. "Ça ne peut pas être vrai", lâche Pascal Bugis, maire [divers droite] de Castres, le point de départ de l'autoroute. Voilà plus de deux décennies qu'il gouverne la ville et que l'autoroute figure en tête de ses priorités. "Nous devons réussir à sortir la tête haute de cette affaire", comprenez faire

un recours en appel, ce qui devrait prendre environ deux ans. Pour lui, aucun juge ne peut vouloir "des chantiers à l'abandon en France".

L'élu espère un référé dans les prochaines semaines, qui autoriserait la reprise des travaux d'ici au jugement en appel. Ce ne serait possible qu'à condition que l'interdiction qui vient d'être rendue comporte des "irrégularités". Le juriste Dorian Guinard exclut presque totalement ce scénario, et même Pascal Bugis parle d'un "chemin semé d'embûches". Il espère améliorer le bilan environnemental de l'A69, peut-être en plantant quelques arbres supplémentaires ou en ajoutant de nouvelles zones protégées. Le maire peine cependant à trouver une échappatoire satisfaisante à ce cul-de-sac. Sans l'A69, difficile pour sa municipalité d'attirer les jeunes familles et les travailleurs qualifiés de la banlieue toulousaine, regrette-t-il.

Grotesque. Le président du conseil départemental [du Tarn], Christophe Ramond [PS], peine lui aussi à dissimuler sa colère. "Et nos enfants alors?" demande-t-il à l'envi. Cette autoroute devait tirer la région vers le haut en attirant usines et habitants. Il s'investit quoi qu'il en soit dans des projets écologiques : covoiturage, panneaux solaires sur les toits des écoles, pistes cyclables en ville. Ce qui lui pose un problème, ce n'est pas de construire avant le jugement final, mais la lenteur de la justice. "Se retrouver avec une moitié d'autoroute, c'est grotesque."

Des centaines d'hectares de terres arables ont été expropriées, des dizaines de propriétaires ont dû faire leurs valises. Plusieurs opposants sont convaincus : ce mégaprojet n'aurait jamais dû pouvoir commencer. "J'ai moi-même pris quotidiennement la nationale rectiligne qui existe déjà", raconte Laurent Prost, notre médecin retraité devenu militant. S'il ne s'était jamais engagé en politique auparavant,

le projet d'autoroute l'a passablement énervé : "Tous les jours, je prenais la nationale pour aller à mon cabinet et à chaque fois je pensais : tout se passe bien comme ça, pourquoi vouloir détruire la nature?" Le jugement l'a réconcilié avec l'état de droit, dit-il.

Les scientifiques ont eux aussi décrié le projet dès ses balbutiements. L'un d'entre eux, Christophe Cassou, raconte : "Nous avons même témoigné sous serment devant le Parlement. Si nous sommes arrivés avec des faits, les défenseurs, eux, n'avaient que leurs croyances." Le climatologue égrène ses arguments, qu'il a dû (cela s'entend) répéter mille fois : l'autoroute ne fait gagner que peu de temps, mais entraîne de très fortes émissions de gaz à effet de serre, en plus de menacer plus de 150 espèces protégées, de détruire les sols fertiles de cette région sèche et de mettre en péril les objectifs climatiques de la France.

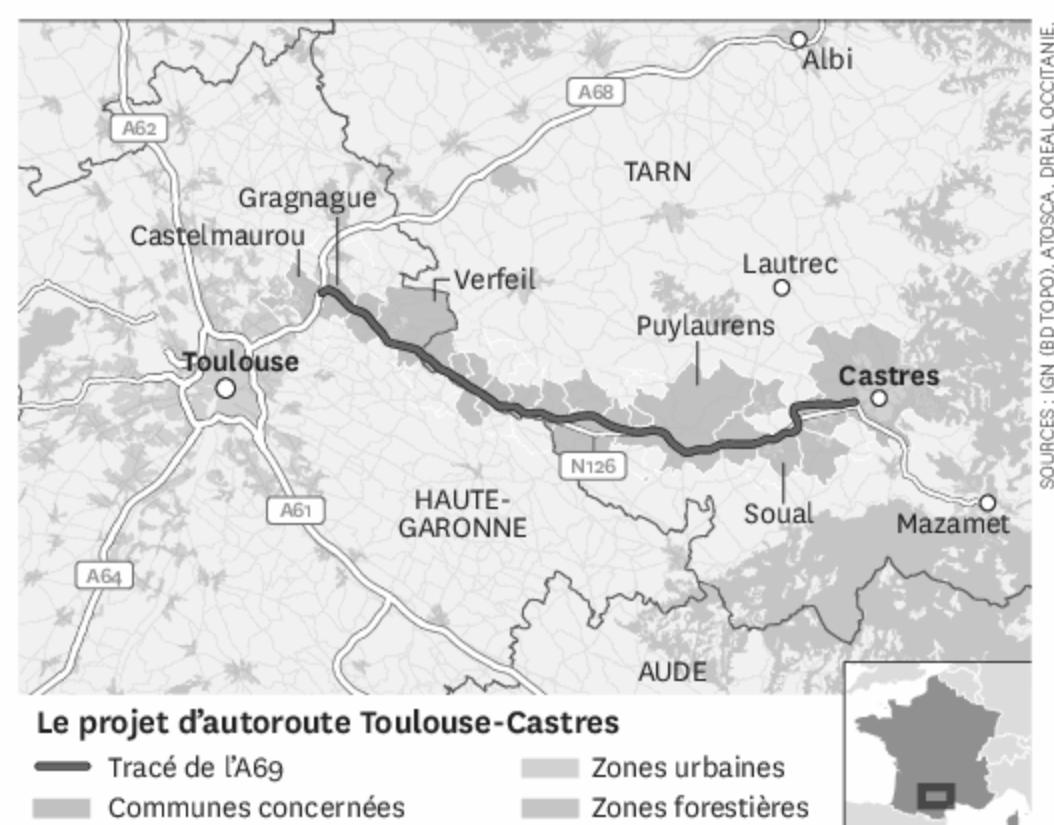
"La décision de justice nous donne raison sur tous les points", rappelle le natif des Landes. L'impossibilité d'avoir un débat rationnel l'interpelle pourtant. "Cette autoroute symbolise toute la difficulté que nous avons, en tant que société, à nous débarrasser de tels projets anachroniques." En cause, une méconnaissance de nos vulnérabilités : "À chaque dixième de degré

en plus, les sécheresses extrêmes, comme celles que connaît la région, se font plus menaçantes", souligne Christophe Cassou.

Les défenseurs du projet veulent faire marche avant malgré le jugement, pour mettre la justice devant le fait accompli : si l'autoroute était achevée d'ici à la décision en appel, aucune cour ne pourrait empêcher son utilisation. Cette solution s'inspire d'une voie de contournement lilleuse qui, bien que terminée dans l'illégalité, a pu être ouverte aux automobilistes. Dorian Guinard conteste cette logique : "Selon le droit de l'environnement, qui s'applique ici, une autoroute, même terminée, ne pourrait pas être mise en service si elle a été déclarée illégale en dernière instance."

Que deviendrait alors le tronçon ? Plusieurs organisations proposent d'en faire la toute première véloroute nationale. Des centres de recherche sur le changement climatique pourraient voir le jour à proximité, des variétés d'arbres et de légumes résistantes à la sécheresse pourraient être plantées, des exploitations biologiques, voire des centres culturels pourraient y fleurir. Pourtant, ce projet aussi est en suspens, dans l'attente du dernier jugement.

—**Annika Joeres**,
publié le 11 mars



ILS REFONT LA FRANCE Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



JUSTICE

Affaire Le Scouarnec : comment mieux protéger les mineurs ?

Avec ce procès pour viols et agressions sexuelles sur 300 victimes, la France juge sa plus grande affaire de pédocriminalité. Et cela révèle un manque de conscience sociale et une faiblesse des lois.



— Deutsche Welle, extraits (Bonn)

Il serait le pire pédocriminel de l'histoire de France : un chirurgien maintenant âgé de 74 ans est accusé d'avoir pendant plusieurs décennies violé et agressé sexuellement environ 300 patientes et patients dans les hôpitaux de l'ouest de la France, la plupart mineurs. L'espoir, c'est que le procès, qui doit durer quatre mois, soulève un tollé.

Vers 1990, Le Scouarnec commence à consigner tous ses

agissements dans son journal. En 2017, les enquêteurs le découvrent au cours d'une perquisition, après qu'une petite fille de 6 ans a confié à ses parents que le chirurgien, leur voisin, s'était exhibé devant elle. Ils portent plainte et, fin 2020, une cour condamne Le Scouarnec à quinze ans de réclusion criminelle pour viol et agression sexuelle sur la petite, ainsi que sur une patiente et sur deux de ses nièces – toutes mineures.

Les enquêteurs ouvrent alors le second volet de l'instruction,

qui recense plus de 300 victimes et débouche aujourd'hui sur ce procès. Nombre d'entre elles étaient sous sédatif au moment des faits et n'ont découvert avoir possiblement été violées qu'au fil de l'enquête.

Pour Homayra Sellier, présidente de l'association pour la protection des enfants Innocence en danger, la première condamnation, en 2005, du chirurgien – quatre mois de prison avec sursis pour détention d'images pédopornographiques – soulève des interrogations : « Pourquoi l'ordre des médecins ne l'a-t-il pas immédiatement radié ? Souvent, la consommation de pédopornographie est une première étape avant le passage à l'acte », nous explique-t-elle.

Si l'ordre nous refuse un entretien, il admet cependant par écrit avoir eu connaissance de cette condamnation en 2008, à la suite de quoi les mécanismes de contrôle auraient été renforcés. Ce n'est qu'en 2021 que le chirurgien s'est vu retirer son accréditation.

Homayra Sellier espère que le procès va entraîner une réforme judiciaire : « Des dizaines de victimes ne peuvent pas se constituer partie civile parce que, trente ans après les faits, il y a prescription », dénonce-t-elle. La prescription pour les infractions sexuelles sur mineurs doit sauter. » Son association se porte partie civile et représente 37 victimes présumées.

Ancienne juge d'instruction, Magali Lafourcade est secrétaire

“Nous n'avons pas le droit de laisser [les enfants] seuls face à tels agissements.”

Mai Lan Chapiron, VICTIME D'AGGRESSIONS SEXUELLES

générale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui conseille le gouvernement en matière de protection de l'enfance. Elle aussi considère que la protection légale des victimes doit être améliorée : « La loi [du 21 avril] 2021 dispose qu'en dessous de 15 ans un enfant ne peut pas consentir à une relation sexuelle avec quelqu'un de plus de cinq ans son aîné », explique-t-elle. Dans tous les autres cas, c'est à la victime de prouver qu'elle a été violente, menacée, contrainte ou surprise pour quela



La presse internationale face au vertige de "faits monstrueux"

Le procès de Joël Le Scouarnec, chirurgien accusé d'avoir violé près de 300 personnes, pour beaucoup âgées de moins de 15 ans, a débuté le 24 février. Sous le regard de nombreux journalistes étrangers, effarés par l'ampleur de cette nouvelle affaire d'agressions sexuelles, deux mois après la fin du procès Pelicot. Une revue de presse à retrouver sur notre site.

qualification de viol tienne. « Nous devrons étendre ces définitions pour inclure notamment les dynamiques de domination, entre un médecin et ses patients par exemple », dit-elle.

Elle espère également que l'affaire entraîne un changement de mentalité. « Nous ne devons pas hésiter à dénoncer les personnes qui nous agressent. Dans cette affaire, cela aurait pu faire diminuer le nombre de victimes présumées », explique Lafourcade. Selon les médias, des membres de sa famille savaient que l'homme était pédophile. Magali Lafourcade veut que soient créées des campagnes de prévention contre l'inceste et les abus sexuels sur mineurs. « Nous devons parler très tôt des agressions sexuelles avec les enfants afin qu'ils puissent faire face », soutient-elle.

Et, dès septembre, ce sera mis en place dans les établissements scolaires, avance Philippe Fait, ancien professeur dans une école spécialisée et député de la coalition au pouvoir Ensemble pour la République. « Nous allons apprendre à tous les enfants que leur corps leur appartient », explique-t-il. Nous devrions également mieux sélectionner en amont les personnes qui travaillent avec les enfants. »

Depuis 2001, toutes les écoles sont tenues de dispenser trois heures d'éducation sexuelle par

✓ Dessin d'Ale+Ale, Italie.

an. Pour Mai Lan Chapiron, ce n'est pas assez – notamment parce que tous les établissements ne le font pas. La chanteuse a été agressée sexuellement à 7 ans par son grand-père. En plus d'une vidéo, elle a écrit plusieurs livres et chansons pour donner des armes aux enfants face à ces abus. Son livre *Le Loup* est depuis devenu une référence pour nombre de professeurs et psychologues. « Depuis deux ans, j'interviens dans les écoles et les colonies de vacances pour en parler, raconte-t-elle. Nous n'avons pas le droit de laisser [les enfants] seuls face à de tels agissements. »

L'association Les Papillons apporte elle aussi son soutien aux enfants. Elle installe des « boîtes aux lettres papillons » dans les écoles et clubs de sport français. Les enfants peuvent y glisser des mots s'ils sont victimes de harcèlement, de violence ou d'abus sexuels. Quatre cent cinquante boîtes sont déployées en France, et même une école de Munich, en Allemagne, est désormais équipée.

L'association a déjà récolté des dizaines de milliers de messages : « Quand j'avais entre 6 et 9 ans, mon frère m'a violé », raconte son fondateur, Laurent Boyet. Je n'arrivais pas à en parler, mais à l'écrit c'était possible. C'est ce moyen d'expression que j'aimerais offrir aux autres enfants. » Ces boîtes pourraient aussi être installées dans les hôpitaux – même si dans le cas du chirurgien, cela n'aurait pas changé grand-chose, puisque les victimes présumées étaient nombreuses à être sous sédatif au moment des faits.

— Lisa Louis,
publié le 9 mars



SOURCE

DEUTSCHE WELLE

Bonn, Allemagne
dw.com

Crée en 1953, cette radio en 30 langues a l'ambition de « présenter l'Allemagne à l'étranger en tant que nation culturelle européenne ». Aujourd'hui, la DW diffuse également des programmes de télévision. Elle est financée par des fonds publics de l'État fédéral.



Décarboner

à tout prix, oui.

Décarboner

hors de prix, non.

En proposant la farine Récoltons l'Avenir, produite à partir de blé issu d'une démarche bas carbone, à prix E.Leclerc, Marque Repère fait de la décarbonation le combat de tous.

Celui des agriculteurs, que nous accompagnons dans une démarche de réduction de leur empreinte carbone en travaillant moins les sols, en alternant les cultures et en enrichissant les terres avec des plantes non récoltées.

Et bien sûr celui des consommateurs, qui profitent d'une excellente farine à prix accessible.

C'est aussi cela le sens de :
« Pour le meilleur et pour le prix ».



Pour le meilleur
et pour le prix.

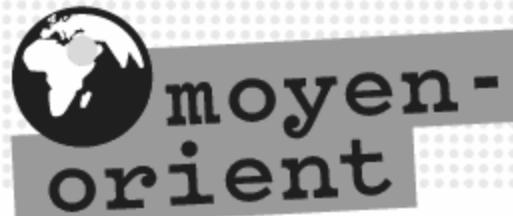


**0€
99**
Farine de blé
1Kg



Flashez pour
en savoir plus.

E.Leclerc L



Syrie. Le pouvoir va-t-il vraiment faire une place aux minorités ?



Bâtir une culture citoyenne sans gommer les spécificités culturelles et religieuses ; mettre

FOCUS de côté les désirs revanchards après plus d'un demi-siècle de "règne alaouite" ; apprivoiser les franges les plus radicales parmi la base sunnite du nouveau pouvoir. Tels sont les énormes défis auxquels sera confronté le pays durant les prochaines années, écrit cette journaliste libanaise.

—Al-Araby Al-Jadid,
extraits (Londres)

Le problème des minorités s'invite dans l'actualité syrienne depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmed El-Charaa [le 8 décembre]. C'était d'abord autour de la minorité ethnique des Kurdes [dans le Nord-Est], puis autour de la minorité religieuse des Druzes [dans le sud du pays], et c'est maintenant autour d'une autre minorité religieuse, les Alaouites [sur le littoral syrien].

Des combats ont en effet éclaté au cœur de leur bastion dans les montagnes, le long de la côte méditerranéenne. Le nombre de victimes a atteint les 1 000 morts [entre le 6 et le 9 mars, à la suite d'une insurrection menée par un sbire de l'ancien régime, Ghiath

Dalla, un Alaouite]. Le nouveau président par intérim, Ahmed El-Charaa, a certes réussi à rétablir le calme. Mais ce succès est purement militaro-sécuritaire et restera précaire tant qu'on ne s'attaquera pas aux racines politiques, légales et constitutionnelles du problème. Car ce qui a fourni une base favorable à cette insurrection, c'est le sentiment des Alaouites que leurs droits sont bafoués par le nouveau pouvoir d'Ahmed El-Charaa.

Pour y remédier, beaucoup de choses devraient changer. À défaut, les Alaouites ou d'autres

Nombre de sunnites adhèrent à l'idée que c'est le moment de savourer une revanche historique.

minorités pourraient reprendre les armes à terme. D'autant que leurs peurs et ressentiments sont entretenus par un climat général. Des sunnites font en effet abondamment circuler – de façon spontanée ou coordonnée – des discours pour affirmer qu'ils ont désormais regagné leur statut de majorité, et que c'est à ce titre qu'ils récupèrent un pouvoir qui aurait été jusque-là "usurpé" par la minorité alaouite.

Ainsi, au moment de l'insurrection de Ghiath Dalla dans le Nord-Ouest syrien, des religieux proches du nouveau pouvoir ont appelé à armer la foule pour mater la rébellion. Des fidèles sont sortis des mosquées aux cris de "Allah Akbar", après avoir été galvanisés par les discours de prédicateurs qui entretiennent la confusion entre un appel à "sauver le nouveau pouvoir" et à mener le "djihad" contre les Alaouites.

Brimades. Plus généralement, depuis trois mois, de nombreux slogans et discours révèlent qu'une large partie des sunnites syriens adhère à l'idée que c'est le moment de savourer une revanche historique. On entend des mots d'ordre tels que "Alaouites dehors". De même, on réclame "l'extermination du parti Baas" [ancien parti unique au pouvoir durant l'ère Assad], en laissant sous-entendre qu'on vise en réalité les Alaouites [l'amalgame entre Baas et Alaouites est courant en Syrie en raison de l'appartenance de l'ancien président Bachar El-Assad et de son père, Hafez, à la communauté alaouite]. On leur fait subir des brimades aux barrages routiers, et c'est jusque dans leurs villages qu'on leur serine des exhortations à porter le voile. Voilà, à grands traits, le comportement du "milieu sunnite" depuis la prise de pouvoir d'Ahmed El-Charaa.

Il n'est pas exclu que ce soit l'Iran qui ait tiré les ficelles de l'insurrection contre-révolutionnaire déclenchée par Ghiath Dalla au début de mars. Tout comme Israël exploite le refus des Druzes, dans le sud de la Syrie, de voir s'établir un nouveau pouvoir syrien à la colonisation salafiste et antilaïque. Ou encore les Américains, qui interviennent sous prétexte de

protéger [leurs alliés] kurdes dans le Nord-Est.

De leur côté, les Russes aussi ont des relais parmi la population alaouite, avec notamment des [milliers de] civils qui se sont réfugiés dans leur base militaire, à Hmeïmim, après les massacres du début de mars. Quant à la minorité chrétienne, elle est

Les partisans du nouveau pouvoir sont imprégnés du salafisme qu'ils ont appliqué à Idlib.

dispersée à travers toute la Syrie et ne dispose pas d'un bastion territorial pour s'organiser face au risque d'un régime salafiste. Elle n'en resserre pas moins les rangs autour de ses instances ecclésiastiques, et ses membres expriment leur révolte par l'émigration, en nombre croissant.

Dans le fond, Ahmed El-Charaa adhère lui aussi à l'idée de la revanche sunnite sur les Alaouites. Pour preuve, son discours face aux insurgés, au début de mars, où il n'a pas parlé le langage de l'apaisement.

Certes, avant les phrases les plus musclées du discours, il avait prononcé des considérations générales sur "l'unité", sur "les libertés", sur "les droits humains", sur "l'égalité citoyenne" et sur "la lutte contre toutes les formes de discrimination ethnique, religieuse ou confessionnelle". Avec d'aussi belles paroles, on pourrait croire qu'il est acquis aux principes de la modernité politique et à la protection des minorités. Mais ce ne sont que des paroles. Des paroles qu'on peut ressasser pendant des années sans jamais aborder la question des modalités de leur application concrète.

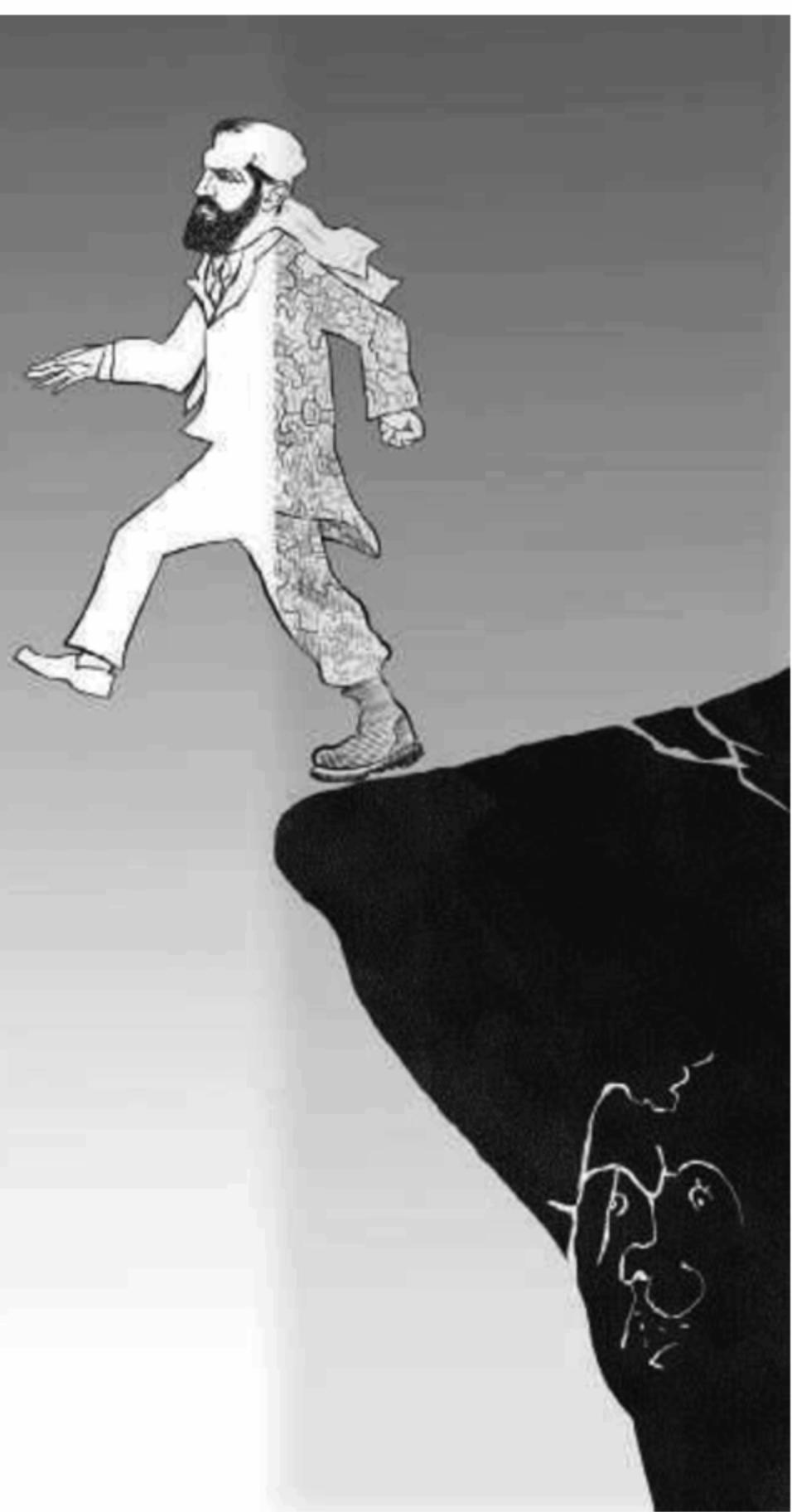
Le fait est que les partisans d'Ahmed El-Charaa sont imprégnés du salafisme qu'ils ont mis en pratique durant les dix années de leur pouvoir dans la poche d'Idlib [dans le nord de la Syrie]. Et ils estiment que c'est ce pouvoir-là, et cette idéologie-là, qui a gagné. Comment espérer avec cela que les belles paroles sur "la liberté" et "la citoyenneté" puissent se traduire dans la réalité ? À Damas, les dirigeants du nouveau pouvoir ont beau avoir revêtu le costume-cravate [pour afficher une rupture avec leur



passé salafiste], sur le terrain, ce sont des hommes fidèles au moule d'Idlib qui ont exécuté les ordres. Et qui ont commis des massacres.

Habits rassurants. Ahmed El-Charaa est un maestro du pragmatisme. Il a réussi à convaincre le monde entier qu'il n'a plus rien à voir avec Al-Qaida et avec Hayat Tahrir Al-Cham [le groupe rebelle islamiste qu'il dirigeait, sous le nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani]. Le voici dans les habits rassurants d'homme d'État, passé brusquement de l'adepte déclaré du salafisme au héraut autoprotégé de l'État de droit et de l'égalité citoyenne.

Quand bien même il aurait vraiment effectué une mue aussi spectaculaire, comment ses partisans,



↑ Dessin de Hajo paru dans *Daraj*, Beyrouth.

eux, pourraient-ils avoir fait le même cheminement? Tout laisse à penser qu'ils ont toujours pour objectif d'établir un régime salafiste. Autrement dit, un régime confessionnel sunnite.

À la prochaine rébellion, le premier réflexe du nouveau pouvoir sera-t-il toujours de déployer des moyens militaro-sécuritaires, sans offrir d'issue politique à la question des minorités? Si c'est le cas, cela nous orientera vers un régime qui ressemblera à bien des égards à celui de Bachar El-Assad [avec la même mentalité exclusiviste, les mêmes méthodes brutales et les mêmes dérives, en remplaçant simplement le baasisme de l'ancien régime par l'idéologie du salafisme sunnite].

—**Dalal Bizri**,
publié le 13 mars

SOURCE



AL-ARABY AL-JADID

Londres, Qatar
alaraby.co.uk

Fondé en 2014 à Londres, le "Nouvel Arabe" est financé par le Qatar et dirigé par l'ancien député arabe israélien Azmi Bishara, ex-conseiller de l'émir. Une version anglophone du média, *The New Arab*, qui propose des contenus exclusifs en anglais, a été lancée en même temps que la version arabophone.

Vu de Damas

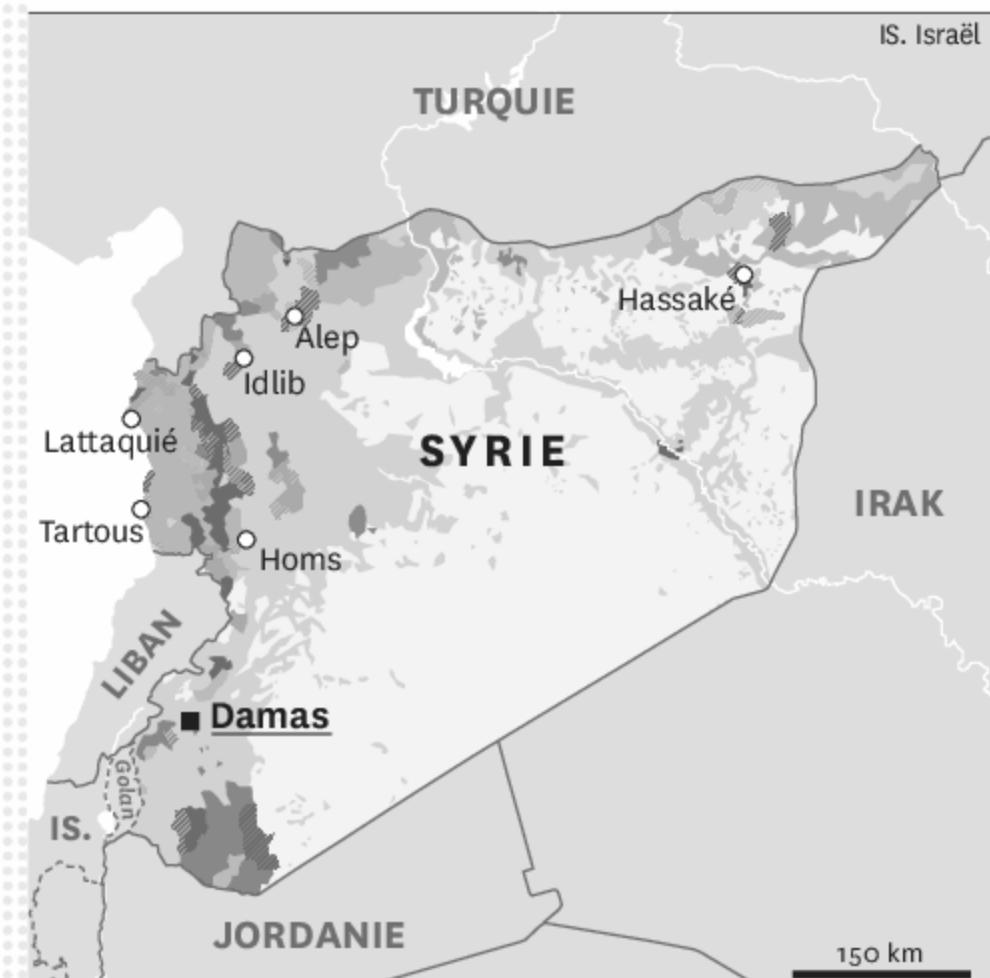
Ahmed El-Charaa veut un État inclusif

●●● Le coup de force armé mené par des partisans du régime déchu de Bachar El-Assad et les exactions des représailles contre les Alaouites auraient pu constituer "un grave revers dans le processus de restauration de l'unité nationale", écrit le quotidien syrien **Al-Hourriah**. Mais, pour les médias syriens, qui soutiennent dans leur grande majorité le nouveau pouvoir, l'accord d'intégration des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'État syrien – et la possibilité d'un prochain compromis avec les Druzes – a inversé la tendance. L'accord avec les Kurdes est un "tournant majeur" qui "renforce l'unité du pays, garantit les droits politiques et sociaux de tous les Syriens et établit une nouvelle phase de stabilité", salue la chaîne **Syria TV**.

Pour les médias locaux, le président Ahmed El-Charaa, qui a promis de sanctionner les auteurs des exactions – y compris parmi ses alliés – et scellé dans la foulée l'accord avec les Kurdes, sort vainqueur de cette séquence. Mais, pour le journal **Al-Thawra**, la mise en échec d'un quelconque projet visant à faire dérailler la transition politique syrienne est avant tout l'expression de la volonté d'une grande majorité de Syriens. "La conscience populaire a constitué un rempart national contre toute tentative de division [...] avec l'espoir d'une Syrie unie, prospère et sûre."

Néanmoins, pour certains, le plus dur reste à faire. La paix civile ne peut pas seulement reposer sur des accords entre le pouvoir central et les chefs de chacune des minorités, elle doit aussi s'établir sur un véritable "ordre social civil" fondé sur les libertés individuelles et publiques sur le modèle de l'État-nation, écrit l'intellectuel syrien Yassin Al-Haj Saleh sur le site **Al-Jumhuriya**.

La Syrie, une mosaïque ethno-religieuse



Principaux groupes ethniques et religieux

Sunnites	Chiites
Kurdes	Turkmènes
Alaouites	Autres
Druzes	Zones désertiques
Chrétiens	



SOURCE : M. IZADY, ATLAS OF THE ISLAMIC WORLD AND VICINITY (UNIVERSITY OF COLUMBIA, 2021).

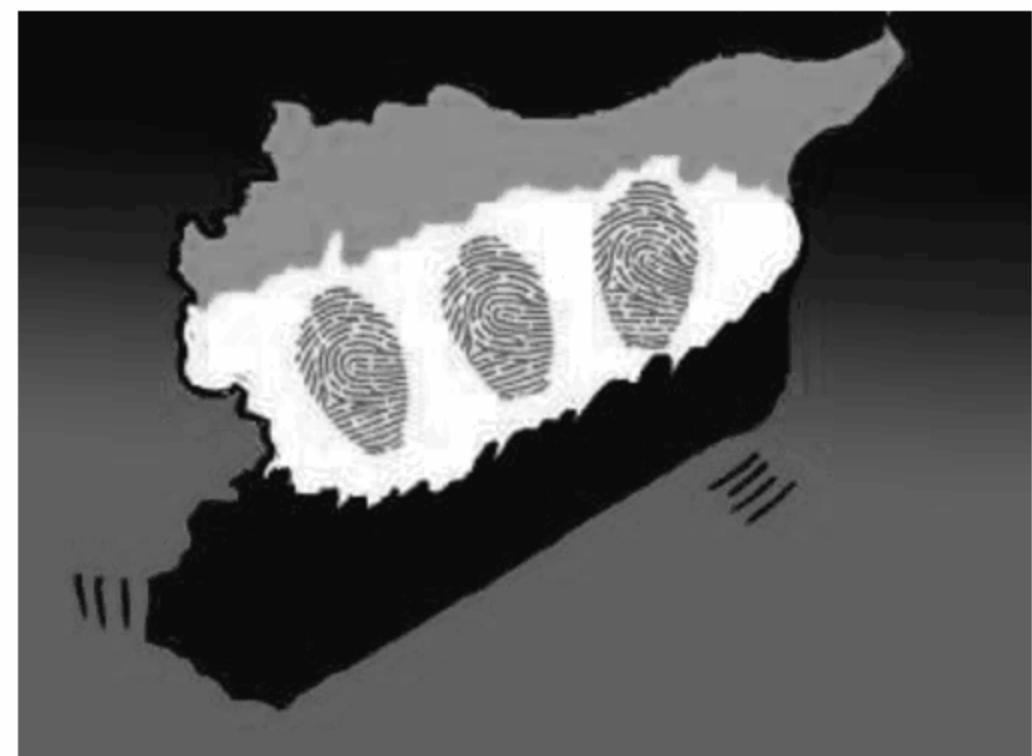
Glossaire

KURDES — Au nombre de 2 à 2,5 millions, soit près de 12 % de la population syrienne, les Kurdes forment la plus importante minorité ethnique du pays. Même s'ils sont majoritairement sunnites, ils ont été marginalisés et réprimés sous le régime de la famille Assad, qui les a privés pendant des décennies du droit de parler leur langue, de célébrer leurs fêtes et, pour certains, de leur nationalité. À la faveur de la guerre civile syrienne [2011-2024], les Kurdes ont établi dès 2012 une région autonome de facto dans le nord et le nord-est du pays, appelée "Rojava".

ALAOUITES — Issus de l'islam chiite, les Alaouites représentent 10 % de la population et sont présents essentiellement dans l'ouest de la Syrie. Ils adhèrent à une doctrine religieuse

développée au IX^e siècle qui se distingue par des croyances ésotériques et hétérodoxes (trinité divine, réincarnation...), et sont par conséquent considérés comme des hérétiques par les sunnites radicaux. Sur le plan social, cette minorité – dont est issu l'ancien dictateur Bachar El-Assad – est réputée plus libérale.

DRUZES — Concentrés principalement dans le sud du pays, les Druzes constituent une autre minorité religieuse et représentent 3 % de la population. À l'instar de celle des Alaouites, leur doctrine est issue de l'islam chiite, mais emprunte aussi des croyances à d'autres religions ou courants philosophiques. Les Druzes ont joué un rôle important dans l'indépendance de la Syrie et la fin du mandat français sur le pays [1920-1944].



Les écueils des accords avec les Kurdes et les Druzes

L'accord scellé avec les Kurdes et celui en gestation avec la minorité druze constituent des messages forts d'unité et d'inclusivité. Mais ils restent fragiles, en raison des ingérences turque et israélienne.

—Ha'aretz, extraits (Tel-Aviv)

Lundi 10 mars, le nouveau président syrien, Ahmed El-Charaa, a signé un accord avec Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde dans le nord-est de la Syrie. Et c'est un texte qui pourrait bien changer la face de ce pays qui se bat pour se reconstruire et obtenir sa réhabilitation.

Le lendemain, [des échos d'] un autre accord [ont circulé], cette fois entre les Druzes de la province rebelle de Soueïda, dans le sud de la Syrie – mais l'on manque encore de précisions sur la nature du compromis et sur son acceptation par la communauté druze.

Ces accords, s'ils aboutissent, pourraient bien changer la donne pour le président El-Charaa dans sa recherche d'autorité et de légitimité à la tête du pays et, surtout, permettre de débloquer l'aide internationale, celle des pays arabes en particulier. Au-delà, c'est le statut de la Turquie en Syrie et l'avenir des territoires dont elle s'est emparée ces dernières années qui pourraient

être touchés, ainsi que la volonté des Israéliens de maintenir leur emprise sur les territoires qu'ils occupent dans l'est et le sud du plateau du Golan.

Pour l'heure, ces accords ont le mérite de montrer qu'El-Charaa reconnaît la nécessité d'asseoir la Syrie comme *"le pays de la majorité de ses minorités"* (à l'exception notable des Alaouites) et qu'il entend diriger le pays par le biais d'accords, loin des pratiques des Assad père et fils.

Pour autant, les aspirations des Kurdes et des Druzes restent des pierres d'achoppement, au point que les compromis pourraient être relégués aux oubliettes de l'histoire, simples témoins sans valeur d'un fugace moment d'entente resté lettre morte.

La lettre d'intention signée avec les Kurdes prévoit l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires, y compris les gisements pétroliers, les aéroports

Ankara considère toujours les forces kurdes comme une organisation terroriste.

et les postes-frontières, placées sous l'autorité d'un gouvernement central unique. En contrepartie, les Kurdes devraient bénéficier d'un cadre pour leur autonomie culturelle et d'une représentation équitable au sein des institutions gouvernementales et des postes de commandement militaire.

L'armée syrienne devrait de ce fait intégrer quelque 100 000 soldats kurdes, ainsi que des combattants druzes. Un tel scénario marquerait la naissance d'une armée nationale unifiée sous un commandement homogène à l'échelon national, et la fin de l'organisation en milices qui est celle des forces de sécurité telles que les dirige actuellement El-Charaa.

Si les forces kurdes n'avaient pas rejoint les rangs de l'armée syrienne depuis la chute du régime Assad, en décembre, c'était précisément parce qu'elles entendaient rester réunies au sein d'une structure propre, dans l'armée nationale.

Les modalités de la subordination des forces kurdes au commandement national ne sont pas connues à ce jour.

Reste aussi à savoir si l'accord permettra d'assurer la protection de la population kurde face aux attaques de la Turquie, qui a dit accueillir sa signature avec un *"optimisme prudent"*.

C'est justement le maillon faible de l'accord, qui ne prend pas acte de la détermination des Kurdes à s'assurer une défense tant que la Turquie gardera la main sur des territoires kurdes et continuera d'attaquer des bases et autres cibles kurdes.

La Turquie a contribué directement à la chute du régime Assad aux côtés d'El-Charaa. Malgré l'accord entre le nouveau président syrien et les Kurdes, Ankara considère toujours ces forces kurdes, soutenues par les États-Unis, comme une organisation terroriste, et exige qu'elles soient désarmées et tenues à distance des régions à la frontière turque.

Pour autant, l'accord conclu va dans le sens de la stratégie diplomatique mise en œuvre parallèlement par la Turquie.

Il y a un mois environ, la Turquie a de fait entamé un processus de réconciliation

avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il y a deux semaines, le chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui purge une peine à perpétuité dans une prison turque, a appelé ses partisans à déposer les armes et à démanteler l'organisation.

Le meneur des Kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, s'est empressé de préciser que l'ordre d'Öcalan ne les concernait pas.

Garder leurs droits. Il ne pouvait peut-être pas y avoir d'autre réponse officielle, mais une chose est sûre : les Kurdes de Syrie sont bien conscients que depuis l'investiture de Donald Trump, la fin du soutien des Américains à la Syrie, et leur retrait, n'est qu'une question de jours.

En vue de cette échéance, Abdi devait agir vite et prendre la décision qui assurerait une protection à ses forces, et à la communauté kurde en Syrie en général.

D'où cette étonnante convergence des intérêts sur le plan à la fois politique et militaire, entre d'une part El-Charaa et son aspiration à unir la Syrie, et d'autre part la communauté kurde de Syrie, qui doit de toute urgence organiser sa défense.

Quant à l'accord avec les Druzes, il est tout sauf achevé – si tant est d'ailleurs qu'aucun texte officiel ait encore été signé entre leurs représentants et El-Charaa. Selon sa position *"officielle"*, le cheikh Hikmat Al-Hajri,

le plus éminent et le plus influent des trois chefs spirituels druzes de Syrie, soutiendrait l'unité de l'État syrien. Cependant, il a jusqu'à présent conditionné l'intégration des milices druzes dans l'armée nationale à la création formelle de cette armée et à la rédaction d'une Constitution qui garantisse les droits des Druzes.

Sur ce point, les chefs druzes restent divisés entre eux mais aussi avec les commandants des milices druzes, qui ne sont pas disposés à déposer les armes et à se fier aux engagements d'El-Charaa.

Mais les Druzes bénéficient aussi d'un atout stratégique : le soutien d'Israël, qui, sous prétexte de les protéger, en profite pour garder sous sa domination une partie du sud de la Syrie.

◀ Dessin de Hassan Bleibel
paru dans le Daily Star, Beyrouth.

Vu de Turquie

Empêcher que la Syrie "sombre dans le chaos"

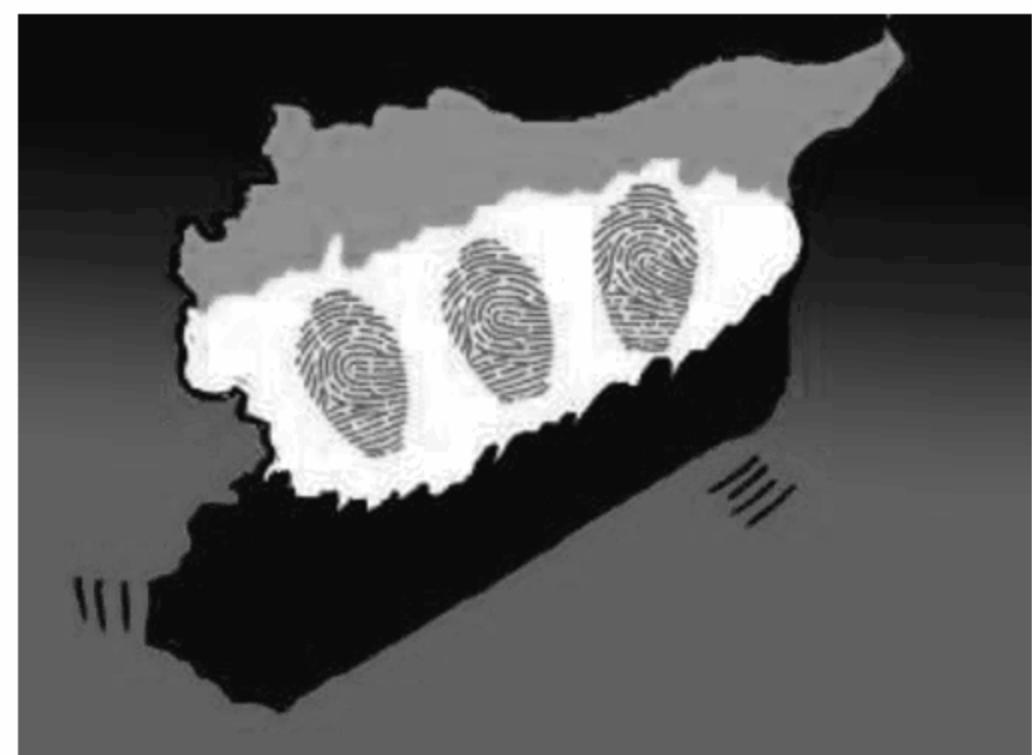
●●● *"Qui tente de déstabiliser la Syrie en utilisant les minorités?"* s'interroge un chroniqueur dans le quotidien **Daily Sabah**. Pour le journal, considéré comme un porte-voix du pouvoir turc, l'Iran avec les Alaouites et Israël avec les Druzes tentent d'*"exploiter les minorités"* syriennes dans le but de torpiller le nouveau pouvoir en Syrie, dont Ankara est un soutien affiché. Mais la Turquie, qui entend jouer *"un rôle dominant"* dans la nouvelle Syrie, vue comme un pivot de l'*"axe de stabilité régionale"* qu'Ankara entend mettre en place dans la région, *"ne laissera pas le pays sombrer dans le chaos"*.

"Pour ce faire, la Turquie encouragera le nouveau gouvernement à mettre en œuvre une politique globale et inclusive envers tous les groupes ethniques et religieux", assure le chroniqueur, à l'image de l'accord trouvé entre Damas et les Kurdes.

Pour autant, la communauté druze se sent profondément syrienne. Comme en témoignent ces centaines de Druzes qui ont décidé de s'enrôler dans la nouvelle armée syrienne. Et sur la place centrale de la ville de Soueïda, les manifestations de liesse en réaction aux rumeurs d'accord étaient éloquentes.

La méfiance reste cependant de mise. Ce soutien pourrait en effet rapidement céder la place à la protestation et à la rébellion si l'accord sur le papier ne se traduisait pas par des actions concrètes capables de défendre les droits des Druzes sur les plans politique, économique et culturel.

—Zvi Bar'el,
publié le 12 mars



Les écueils des accords avec les Kurdes et les Druzes

L'accord scellé avec les Kurdes et celui en gestation avec la minorité druze constituent des messages forts d'unité et d'inclusivité. Mais ils restent fragiles, en raison des ingérences turque et israélienne.

—Ha'aretz, extraits (Tel-Aviv)

Lundi 10 mars, le nouveau président syrien, Ahmed El-Charaa, a signé un accord avec Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde dans le nord-est de la Syrie. Et c'est un texte qui pourrait bien changer la face de ce pays qui se bat pour se reconstruire et obtenir sa réhabilitation.

Le lendemain, [des échos d'] un autre accord [ont circulé], cette fois entre les Druzes de la province rebelle de Soueïda, dans le sud de la Syrie – mais l'on manque encore de précisions sur la nature du compromis et sur son acceptation par la communauté druze.

Ces accords, s'ils aboutissent, pourraient bien changer la donne pour le président El-Charaa dans sa recherche d'autorité et de légitimité à la tête du pays et, surtout, permettre de débloquer l'aide internationale, celle des pays arabes en particulier. Au-delà, c'est le statut de la Turquie en Syrie et l'avenir des territoires dont elle s'est emparée ces dernières années qui pourraient

être touchés, ainsi que la volonté des Israéliens de maintenir leur emprise sur les territoires qu'ils occupent dans l'est et le sud du plateau du Golan.

Pour l'heure, ces accords ont le mérite de montrer qu'El-Charaa reconnaît la nécessité d'asseoir la Syrie comme *"le pays de la majorité de ses minorités"* (à l'exception notable des Alaouites) et qu'il entend diriger le pays par le biais d'accords, loin des pratiques des Assad père et fils.

Pour autant, les aspirations des Kurdes et des Druzes restent des pierres d'achoppement, au point que les compromis pourraient être relégués aux oubliettes de l'histoire, simples témoins sans valeur d'un fugace moment d'entente resté lettre morte.

La lettre d'intention signée avec les Kurdes prévoit l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires, y compris les gisements pétroliers, les aéroports

Ankara considère toujours les forces kurdes comme une organisation terroriste.

et les postes-frontières, placées sous l'autorité d'un gouvernement central unique. En contrepartie, les Kurdes devraient bénéficier d'un cadre pour leur autonomie culturelle et d'une représentation équitable au sein des institutions gouvernementales et des postes de commandement militaire.

L'armée syrienne devrait de ce fait intégrer quelque 100 000 soldats kurdes, ainsi que des combattants druzes. Un tel scénario marquerait la naissance d'une armée nationale unifiée sous un commandement homogène à l'échelon national, et la fin de l'organisation en milices qui est celle des forces de sécurité telles que les dirige actuellement El-Charaa.

Si les forces kurdes n'avaient pas rejoint les rangs de l'armée syrienne depuis la chute du régime Assad, en décembre, c'était précisément parce qu'elles entendaient rester réunies au sein d'une structure propre, dans l'armée nationale.

Les modalités de la subordination des forces kurdes au commandement national ne sont pas connues à ce jour.

Reste aussi à savoir si l'accord permettra d'assurer la protection de la population kurde face aux attaques de la Turquie, qui a dit accueillir sa signature avec un *"optimisme prudent"*.

C'est justement le maillon faible de l'accord, qui ne prend pas acte de la détermination des Kurdes à s'assurer une défense tant que la Turquie gardera la main sur des territoires kurdes et continuera d'attaquer des bases et autres cibles kurdes.

La Turquie a contribué directement à la chute du régime Assad aux côtés d'El-Charaa. Malgré l'accord entre le nouveau président syrien et les Kurdes, Ankara considère toujours ces forces kurdes, soutenues par les États-Unis, comme une organisation terroriste, et exige qu'elles soient désarmées et tenues à distance des régions à la frontière turque.

Pour autant, l'accord conclu va dans le sens de la stratégie diplomatique mise en œuvre parallèlement par la Turquie.

Il y a un mois environ, la Turquie a de fait entamé un processus de réconciliation

avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il y a deux semaines, le chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui purge une peine à perpétuité dans une prison turque, a appelé ses partisans à déposer les armes et à démanteler l'organisation.

Le meneur des Kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, s'est empressé de préciser que l'ordre d'Öcalan ne les concernait pas.

Garder leurs droits. Il ne pouvait peut-être pas y avoir d'autre réponse officielle, mais une chose est sûre : les Kurdes de Syrie sont bien conscients que depuis l'investiture de Donald Trump, la fin du soutien des Américains à la Syrie, et leur retrait, n'est qu'une question de jours.

En vue de cette échéance, Abdi devait agir vite et prendre la décision qui assurerait une protection à ses forces, et à la communauté kurde en Syrie en général.

D'où cette étonnante convergence des intérêts sur le plan à la fois politique et militaire, entre d'une part El-Charaa et son aspiration à unir la Syrie, et d'autre part la communauté kurde de Syrie, qui doit de toute urgence organiser sa défense.

Quant à l'accord avec les Druzes, il est tout sauf achevé – si tant est d'ailleurs qu'aucun texte officiel ait encore été signé entre leurs représentants et El-Charaa. Selon sa position *"officielle"*, le cheikh Hikmat Al-Hajri,

le plus éminent et le plus influent des trois chefs spirituels druzes de Syrie, soutiendrait l'unité de l'État syrien. Cependant, il a jusqu'à présent conditionné l'intégration des milices druzes dans l'armée nationale à la création formelle de cette armée et à la rédaction d'une Constitution qui garantisse les droits des Druzes.

Sur ce point, les chefs druzes restent divisés entre eux mais aussi avec les commandants des milices druzes, qui ne sont pas disposés à déposer les armes et à se fier aux engagements d'El-Charaa.

Mais les Druzes bénéficient aussi d'un atout stratégique : le soutien d'Israël, qui, sous prétexte de les protéger, en profite pour garder sous sa domination une partie du sud de la Syrie.

◀ Dessin de Hassan Bleibel
paru dans le Daily Star, Beyrouth.

Vu de Turquie

Empêcher que la Syrie "sombre dans le chaos"

●●● *"Qui tente de déstabiliser la Syrie en utilisant les minorités?"* s'interroge un chroniqueur dans le quotidien **Daily Sabah**. Pour le journal, considéré comme un porte-voix du pouvoir turc, l'Iran avec les Alaouites et Israël avec les Druzes tentent d'*"exploiter les minorités"* syriennes dans le but de torpiller le nouveau pouvoir en Syrie, dont Ankara est un soutien affiché. Mais la Turquie, qui entend jouer *"un rôle dominant"* dans la nouvelle Syrie, vue comme un pivot de l'*"axe de stabilité régionale"* qu'Ankara entend mettre en place dans la région, *"ne laissera pas le pays sombrer dans le chaos"*.

"Pour ce faire, la Turquie encouragera le nouveau gouvernement à mettre en œuvre une politique globale et inclusive envers tous les groupes ethniques et religieux", assure le chroniqueur, à l'image de l'accord trouvé entre Damas et les Kurdes.

Pour autant, la communauté druze se sent profondément syrienne. Comme en témoignent ces centaines de Druzes qui ont décidé de s'enrôler dans la nouvelle armée syrienne. Et sur la place centrale de la ville de Soueïda, les manifestations de liesse en réaction aux rumeurs d'accord étaient éloquentes.

La méfiance reste cependant de mise. Ce soutien pourrait en effet rapidement céder la place à la protestation et à la rébellion si l'accord sur le papier ne se traduisait pas par des actions concrètes capables de défendre les droits des Druzes sur les plans politique, économique et culturel.

—Zvi Bar'el,
publié le 12 mars

La ville de Wuzhen se vante d'avoir un passé millénaire, mais ses bâtiments ont en réalité été construits ces vingt dernières années. Photo Gilles Sabrié/The New York Times



—Weixin (WeChat) (Shenzhen)

Au bord de la faillite ! C'est le sort actuel de Zhangjiajie, un haut lieu du tourisme [situé dans le centre] de la Chine, où a notamment été tourné le film *Avatar*. Le 16 décembre 2024, Zhangjiajie Tourism Group, le propriétaire du site, a en effet annoncé la mise en redressement de l'entreprise, qui a perdu 700 millions de yuans [plus de 92 millions d'euros] en quatre ans, dont plus de 61 millions au premier semestre 2024.

La ville ancienne reconstituée de Dayong a enregistré à elle seule plus de 64 millions de yuans de pertes durant cette période. Sa construction, qui avait coûté 2,4 milliards de yuans [314 millions d'euros], avait pourtant suscité de grands espoirs... Accusant un déficit d'exploitation colossal, elle ressemble aujourd'hui à une ville fantôme.

En Chine, de très nombreuses villes anciennes factices connaissent aujourd'hui le même sort. Ces fausses villes anciennes, on peut en voir un peu partout lorsqu'on parcourt le pays. Toutes construites sur le même modèle : partout les mêmes odeurs d'encornet, de beignets torsadés et de tofu grillé quand on déambule dans les ruelles ; partout les mêmes bijoux en argent, les mêmes attributs de costumes anciens et les bibelots qui s'inspirent de la culture antique ; et partout les mêmes panneaux indicateurs, devant lesquels le touriste peut se prendre en photo.

Chine. Le crépuscule des vrais-faux villages anciens

Des villes factices, toutes construites sur le même modèle, ont été érigées pour attirer les touristes. Mais ceux-ci ne se font plus avoir.

Le taux de similitude est de 99 %. Amers, les habitants sont souvent défaitistes : "Il n'y a plus que les étrangers pour avoir envie de s'y rendre." Le problème, c'est qu'aujourd'hui même les étrangers ne vont plus dans ces villes anciennes.

C'est le cas de Dayong. Ce projet touristique et culturel, dont la construction en plein centre-ville a été lancée en 2016, est pourtant celui qui a coûté le plus cher à Zhangjiajie. Zhangjiajie Tourism Group tablait au départ sur un bénéfice net d'exploitation de 184 millions de yuans par an, soit un retour sur investissement espéré au bout d'une dizaine d'années.

Mais ce n'était là que des vœux pieux. Il s'est avéré que l'attraction touristique s'est mise à perdre de l'argent dès son

ouverture à titre expérimental, en 2021, pour atteindre un déficit de 547 millions de yuans au bout de trois ans et demi d'activités – principalement parce que la clientèle n'est pas au rendez-vous.

Ruelles vides. Selon le rapport financier du groupe, au premier semestre 2024, le site n'a vendu que 2 300 billets d'entrée, soit à peine plus de dix touristes par jour. Or la vieille ville s'étend sur une superficie de 18 500 m², soit l'équivalent d'un quart de la Cité interdite à Pékin. Ses ruelles vides dégagent une impression de froideur extrême.

Les maigres recettes annuelles proviennent en fait essentiellement des parkings. Les gens préfèrent venir garer leur

voiture là-bas, et se moquent pas mal de passer du temps dans cette fausse ville ancienne.

Le cas de la vieille ville de Dayong n'est pas isolé : dans toute la Chine, des villes et des villages anciens, construits de toutes pièces, sont actuellement en difficulté.

En 2018, la Commission nationale du développement et des réformes [affiliée au gouvernement central] a procédé à une réévaluation du cahier des charges des villages dits "de caractère" pour aboutir à une meilleure sélection. Quatre cent dix-neuf localités se sont vu retirer leur label, dont un certain nombre de sites faussement anciens.

Des villages bien préservés ont séduit les citadins lassés des "forêts d'acier" urbaines. Un tourisme spécialisé a ainsi vu le jour.

Sur le site d'information *Tianyancha*, qui propose une sorte d'annuaire des entreprises, on constate que de nombreuses sociétés d'investissement et de développement de villes ou villages anciens ont mis la clé sous la porte.

Dans pas mal de cas, elles œuvraient à la mise en valeur de localités authentiquement anciennes, avec un vrai patrimoine – mais les travaux de rénovation ont dû être suspendus à la suite des errements des promoteurs en charge des chantiers, radiés pour malversations.

On peut citer l'exemple du village de Suichengzhen [dans la province du Hebei, près de Pékin], fort de nombreux hameaux traditionnels à l'habitat typique très ancien : malheureusement, la société de développement touristique de Baoding, qui était censée s'occuper de sa mise en valeur, a fait faillite en 2020.

Mais il arrive souvent que certaines villes prétendent anciennes, à l'instar de la vieille ville de Zengguo, dans la province du Shandong [un peu plus au sud], n'abritent en réalité pas beaucoup de sites historiques, et n'aient fait l'objet d'aucun aménagement ultérieur. Leur présentation en ligne est tout simplement trompeuse.

Mais puisque ces fausses villes anciennes posent tant de problèmes, pourquoi fleurissent-elles encore un peu partout en Chine ? En réalité, tout est parti du succès foudroyant de Wuzhen et de Zhouzhuang.

Ce type de tourisme a d'abord émergé dans les provinces du Jiangsu et du Zhejiang [qui entourent Shanghai]. Le bourg de Zhouzhuang, à mi-distance de Shanghai et de Suzhou, est connu pour être la "première cité lacustre de Chine". Alors que, tout autour d'elle, les villes rurales s'industrialisaient à grande vitesse dans les années 1980, elle

n'avait pas pu leur emboîter le pas, faute d'être bien desservie et bien alimentée en électricité. Mais à toute chose malheur est bon : elle a pu garder de ce fait un grand nombre de ponts et de bâtiments anciens, qui sont tranquillement restés dans leur jus.

Or, au fil du temps, ces villes et villages anciens, bien préservés, ont séduit les citadins lassés des "forêts d'acier" urbaines, et désireux de fuir les gratte-ciel et les voies rapides pour venir goûter au charme des petits ponts et des canaux paisibles. C'est ainsi qu'a vu le jour une nouvelle forme de tourisme spécialisé dans les villes et villages anciens.

À partir du milieu des années 1990, beaucoup de vieux villages du Jiangsu et du Zhejiang se sont développés sur le modèle de bourgades anciennes comme Zhouzhuang. Wuzhen en est un parfait exemple.

La bourgade se vante d'avoir un passé millénaire... Mais, en réalité, la plupart de ses bâtiments ont été construits ces deux dernières décennies. Lorsqu'elle a commencé à se transformer en un lieu touristique, en 2001, de nombreux habitants, expropriés, ont dû la quitter. Le programme de rénovation a fait de ce petit village, inconnu jusqu'alors, une destination touristique de premier plan, aussi bien au niveau national que mondial. Entre 2016 et 2019, il a accueilli quasiment plus de 10 millions de visiteurs par an en moyenne, ce qui a engendré jusqu'à 2,2 milliards de yuans [285 millions d'euros] de chiffre d'affaires et un bénéfice net de 807 millions de yuans [plus de 105 millions d'euros] l'année la plus faste.

À l'origine de ce succès se trouve l'entreprise CYTS, qui a bâti, sur le même modèle que Wuzhen, la cité fluviale de Gubeikou, dans la banlieue de Pékin – bénéficiaire dès sa première année d'exploitation, en 2014.

Ce *business model* consistant à faire subir une cure de jouvence à de vieux villages délabrés a naturellement fait des émules. Ses atouts sautent aux yeux : cela permet non seulement de redynamiser des endroits délaissés, en tirant vers le haut les prix des terrains et des biens immobiliers environnants, mais aussi d'accroître le PIB et de créer des emplois. En outre, cela s'articule parfaitement avec l'orientation politique générale du pays en faveur d'une revitalisation et d'un renouveau culturel des zones rurales.

C'est ce qui explique le lancement tonitruant, depuis une dizaine d'années, de

Certaines vieilles maisons ont été remplacées par des neuves, et on a embauché des figurants pour jouer le rôle d'"indigènes".



nombreux chantiers dans des villages chinois.

Dans le cas des bourgades anciennes d'un certain âge, il s'agit de travaux de restauration et de mise en valeur. Mais dans d'autres lieux, sans ressources historiques ou culturelles intéressantes, des ouvrages ont carrément été construits en béton armé, et l'on a cherché à imiter un pseudo-style ancien.

Saturation. Selon les données fournies par la Direction nationale des biens culturels, seules 312 bourgades sont classées au patrimoine historique et culturel chinois ; elles se trouvent principalement dans les provinces du Jiangsu, du Zhejiang et du Sichuan. Mais Lin Peng, le directeur de l'Institut de recherches chinois sur les villes anciennes et la culture, estime à plus de 2 800 le nombre de villes anciennes déjà mises en valeur ou en train de l'être en Chine. Étant donné que le pays compte moins de 1 500 chefs-lieux de districts ruraux, cela signifie qu'on compte bien plus d'une "ville ancienne" par district.

En 2016, après que le ministère du Logement et de la Construction a publié une circulaire de sensibilisation à l'importance des villages de caractère, encourageant la construction de ce genre de lieux, le nombre de villes anciennes a encore augmenté.

Mais, aujourd'hui, d'après la plate-forme Tianyancha, il resterait à peine 3 000 entreprises spécialisées dans le développement touristique des villes et des villages anciens encore en activité en Chine – 1 500 autres sociétés similaires ont déposé le bilan après avoir sombré en cours de route.

En effet, comme on pouvait s'y attendre, l'apparition de toutes ces villes anciennes a abouti à une saturation du marché touristique. De plus, ce qui fait fuir le touriste, c'est que ces villes et villages

anciens ont tendance à tous se ressembler, quelle que soit la région – que ce soit par leurs bâtiments ou les prestations offertes.

Selon une enquête menée à ce sujet par l'Institut chinois de recherche sur le tourisme, ils présentent des similitudes jugées "assez nettes" par 51 % des personnes interrogées, et même "très importantes" par 39 % des sondés – c'est le cas pour les articles vendus et les services proposés, tous standardisés, mais aussi au niveau du style architectural, très uniforme.

Si ces villes anciennes semblent être toutes sortes du même moule, c'est en premier lieu parce que beaucoup ont été reconstruites, ce qui leur a enlevé tout cachet. Et celles qui ne possèdent tout simplement pas de sites historiques ou culturels n'ont plus aucun intérêt pour se distinguer et attirer les voyageurs.

Pire, les personnes qui y habitaient au départ ont parfois été expropriées pour être relogées ailleurs. Leurs vieilles maisons, malgré leur potentiel, ont été

détruites pour être remplacées par des neuves, et on a embauché des figurants pour jouer le rôle d'"indigènes", comme dans la pire des émissions de télé-réalité.

Dans bien des cas, ces villes anciennes ont aussi été conçues sans réfléchir à un plan d'ensemble, ni à un positionnement adéquat. Parfaites répliques les unes des autres, elles veulent se donner une allure culturelle, mais se réduisent à de simples rues commerçantes, où l'on trouve les mêmes bracelets, les mêmes saucisses grillées, et les mêmes maisons en brique grise aux toits de tuiles vertes.

Les villes et villages anciens seraient donc bien avisés d'opérer un retour aux sources, afin de mettre en avant leurs caractéristiques locales toutes simples, gage de réconfort pour les citadins. Les gens ne sont pas prêts à dépenser de coquettes sommes juste pour voir des hameaux "typiques" quasiment tous identiques, et déguster des "petites spécialités locales" que l'on retrouve partout dans le pays.

—Ku Luoluo,

publié le 9 janvier

SOURCE



WEIXIN (WECHAT)

Shenzhen, Chine

weixin.qq.com

Weixin est le moyen de communication le plus populaire en Chine. C'est aussi une plateforme de blogs qui donne un espace de relative liberté aux Chinois. On y trouve parfois des reportages, des témoignages, des opinions, qui sont signalés par les internautes, faisant de cette plateforme un média vivant, qui n'échappe cependant plus à la censure. L'application de messagerie appartient au groupe Tencent.

De la croissance folle à la décennie perdue

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET EN LIBRAIRIES
8,50 EUROS





États-Unis. À Montague, on est ravi que Trump tienne ses promesses

Expulsions de migrants, dégraissage des agences fédérales, droits de douane... Dans ce comté du nord du Texas, la plupart des habitants sont enthousiastes après les premières semaines de pouvoir du président républicain.



—The Wall Street Journal (New York)

Gauge Bass, 17 ans, s'est engagé dans l'armée de l'air fin février avec le soutien de sa mère. Il ne l'aurait pas fait si Trump n'avait pas remporté les élections, conviennent-ils en chœur.

“Trump est un dirigeant plus fiable pour le pays”, souligne Joy Story, la mère. Agente d’entretien dans une résidence d'appartements, elle a du mal à subvenir aux besoins de ses deux enfants.

Nous sommes dans le comté de Montague, dans le nord du Texas. Près de 9 électeurs sur 10 y ont voté pour Trump en novembre,

ce qui en fait l'un des comtés des plus “trumpiens” des États-Unis, selon les données électorales compilées par l'agence de presse Associated Press. C'est un endroit où les électeurs sont ravis de voir Trump tenir ses promesses de campagne, aussi perturbantes soient-elles pour les gens de la capitale fédérale, Washington, ceux de Wall Street ou ceux que son retour en fanfare à la Maison-Blanche inquiète en général.

Les expulsions de migrants en situation irrégulière par avion militaire provoquent l'enthousiasme des électeurs d'ici, même si cela coûte cher. Ils considèrent que cette pratique, suspendue

depuis, a un objectif dissuasif. Ils se réjouissent du dégraissage et des coupes opérées dans les agences fédérales. Les entrepreneurs locaux pensent que les droits de douane relanceront l'industrie américaine et que l'augmentation des prix en vaut la peine.

Le 28 février, l'altercation entre Donald Trump et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, et la suspension de l'aide militaire que les États-Unis versaient à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe ont choqué de nombreuses personnes à Washington et dans

les capitales européennes. Mais les républicains du comté de Montague pensent que la guerre doit prendre fin quel qu'en soit le prix à payer par l'Ukraine et que la Russie ne constitue pas une menace pour les États-Unis.

Le 4 mars, Trump a [finalement] imposé des droits de douane de 25 % au Canada et au Mexique [avant de rétropédaler en partie et de reporter une partie de la taxation au 2 avril]. Il a ainsi porté gravement atteinte aux relations avec les plus proches voisins des États-Unis. Les partisans du libre-échange prévoient de dures retombées économiques, mais les électeurs du comté de Montague jugent que cette mesure finira par servir le pays – même si les choses sont plus chères dans l'immédiat.

“Je ne vois pas quelle meilleure note je pourrais lui donner”, s'exclame l'agente immobilière Wendy Parlett en faisant référence à Trump.

Nouvelle confiance. Le comté de Montague, dont la population s'élève à 21 000 habitants, est à 84 % blanc et présente un taux de pauvreté supérieur à la moyenne et un taux d'éducation inférieur à la moyenne. Le revenu médian par habitant se situe à un peu moins de 30 700 dollars [environ 28 170 euros], contre 43 300 [39 735 euros] pour l'ensemble du pays. Jadis en majorité démocrate, la population a basculé du côté des républicains dans les années 1990, comme l'État du Texas dans son ensemble, et a suivi le glissement du Parti républicain vers le populisme.

Gauge Bass a perdu son père des suites d'une addiction quand il était enfant et il est lui-même devenu père à 15 ans. L'économie et l'état du pays le désespéraient depuis quelques années. Sa mère est couverte par Medicaid [le programme fédéral d'assurance santé réservée aux

personnes à faibles revenus] et perçoit des coupons alimentaires, mais elle n'apprécie pas les autres formes d'aide sociale, car elles encouragent, selon elle, les gens à ne pas travailler.

Gauge Bass a aussi appris beaucoup de choses en politique grâce à Melody Gillespie,

✓ Sur le tee-shirt : “Traduction trumpomatique”. Dessin de PX MOLINA, Nicaragua.



sa grand-mère, qui est présidente de la section du Parti républicain du comté de Montague. Elle est contente de voir Trump “taper du poing sur la table” sur des choses allant de l'Ukraine à l'immigration clandestine.

Pour elle, son petit-fils illustre la confiance que le nouveau mandat de Trump fait naître chez ses partisans, une confiance qui repose autant sur la perception que sur des actions spécifiques. Wendy Parlett a des amis dans le Mississippi qui ne voulaient pas que leur fille adolescente voyage au Texas avant l'élection de Trump parce qu'ils avaient peur de la zone frontalière avec le Mexique. Pourtant, Bowie se trouve à 800 kilomètres de la frontière mexicaine, et les comtés frontaliers présentent depuis longtemps l'un des taux de criminalité les plus faibles du Texas.

“C'est facile de dire ‘on aime ci ou ça’, souligne Melody Gillespie. Mais ce qui frappe, c'est que la confiance et la foi font des choses... Elles sortent les gens de la peur.” Elle était furieuse quand Trump a énuméré les fraudes et les gaspillages qu'il aurait constatés dans les agences du gouvernement fédéral. “Alors moi, j'ai du mal à joindre les deux bouts et j'entends toute cette liste de gaspillages ?”

Les républicains du comté ont organisé avec fierté un événement prévu pour la fin du mois en hommage à Larry Brock Jr. Cet ancien officier de l'armée de l'air du nord du Texas avait pris d'assaut le Capitole le 6 janvier 2020 en tenue de combat et a été gracié par Trump.

Avant les émeutes, Larry Brock avait appelé à l'insurrection sur Facebook et demandé à ses followers d'exécuter les “traîtres” et les membres des médias, selon des preuves produites lors de



REPORTAGE

✓ Dessin d'Osval,
Cuba.

MEXIQUE

son procès. Il a appelé à ne pas tuer les membres des forces de l'ordre "sauf en cas de nécessité".

Larry Brock nous a déclaré par courriel que ses actions ont été pacifiques le 6 janvier 2020. "J'ai agi pour m'opposer au vol du vote américain en 2020. J'ai hâte de m'adresser aux patriotes du comté de Montague."

Quand Marcus Weems a quitté Dallas avec son mari pour prendre sa retraite à Bowie il y a quatre ans, il s'inquiétait de l'accueil qu'ils recevraient en tant que couple homosexuel. Cependant, le pire qu'il ait vécu, c'est quand quelqu'un lui a crié "Hippie!" parce que ses cheveux tombaient plus bas que les épaules.

"Trump est un dirigeant plus fiable pour le pays."

Joy Story, CITOYENNE DE MONTAGUE ET MÈRE D'UN JEUNE ENGAGÉ

Marcus Weems est démocrate. Il a appris à ne pas parler politique mais essaie de trouver des moyens subtils de résister au trumpisme. Il tient un stand au Windflower, une brocante locale, où il vend des bijoux, des tableaux et des casquettes brodées d'une virgule [comma, en anglais] et de la note de musique la – une façon de montrer discrètement son soutien à Kamala Harris.

Il n'en a vendu aucune.

Comme dans nombre de comtés ruraux, le principal employeur du comté de Montague est le district scolaire, expliquent les responsables locaux. Beaucoup de gens travaillent aussi dans le pétrole. Et les trois plus grandes entreprises locales représentent la quintessence de l'Amérique : une fabrique de chapeaux de cowboy, une fabrique de bottes et un fabricant de gants de base-ball.

"Loisir américain, fabriqué en Amérique", proclame une fresque devant Nokona Gloves, la fabrique de gants de base-ball située à Nocona, à 30 kilomètres au nord de Bowie. À l'intérieur, un des murs est orné d'une grande photo de Trump, datant de son premier mandat, quand l'entreprise avait été invitée à un événement à la Maison-Blanche.

Nokona a été fondée en 1926 par le grand-père de Rob Storey, actuel vice-président de l'entreprise. D'après lui, la vente en ligne et le sur-mesure ont permis à l'entreprise de survivre face à la concurrence bon marché d'Asie. Il a des sentiments mitigés vis-à-vis des nouveaux droits de douane parce qu'il a longtemps payé 40 % de taxes sur le cuir japonais qu'il utilise pour certains gants. Il pense cependant que les droits de douane chinois n'auront qu'un effet marginal sur ses concurrents, s'ils en ont un.

En bas de la rue, chez Fenoglio Boot Co., des ouvriers coupent, cousent et martèlent le cuir. La famille Fenoglio, dont les racines dans le comté remontent à sept générations, a fêté le retour de Donald Trump en lui confectionnant une paire de santiags spéciales portant le nombre 47 [pour 47^e président des États-Unis].

Ce début de second mandat du président Trump ne satisfait cependant pas tous les républicains. Jason Norby, un chef de chantier autoroutier, a voté pour Trump, mais il commence à considérer ses actions – entre autres le pouvoir donné à Elon Musk et le soutien à la Russie – comme des signes de corruption et d'autoritarisme. "La première fois avec Trump, c'était beaucoup mieux, confie-t-il. Là, ça commence à me faire peur."

—Elizabeth Findell
(de Bowie, Texas),
publié le 5 mars

SOURCE

THE WALL STREET JOURNAL

New York, États-Unis

Quotidien

wsj.com

C'est la bible des milieux d'affaires. Mais à manier avec précaution : d'un côté, des enquêtes et reportages de grande qualité, avec un souci de neutralité. De l'autre, des pages éditoriales très partisanes. Les chroniqueurs et le comité éditorial défendent, souvent avec virulence, les points de vue conservateurs, même si le titre a toujours maintenu une certaine distance vis-à-vis de Donald Trump.

L'art de maîtriser l'ego des hommes

Claudia Sheinbaum, la présidente mexicaine, s'est imposée sur le terrain politique international en composant avec des hommes suffisants.



CARTOON MOVEMENT

—El País América (Mexico)

Claudia Sheinbaum s'est imposée comme la meilleure négociatrice à laquelle Donald Trump a eu affaire. Contrairement à Justin Trudeau, dont la stratégie conciliante a vite tourné à l'humiliation, et à Gustavo Petro, dont la passe d'armes avec Trump a mis à mal les relations bilatérales entre les deux pays, elle a réussi jusque-là à sortir victorieuse de toutes les négociations avec le président américain [avant les annonces tarifaires du 3 mars]. D'après les observateurs, son sang-froid est la clé de sa réussite : cette qualité permet à la présidente mexicaine de rester calme face à toutes les diatribes de son interlocuteur.

Mais cet argument me semble un peu trop facile. Il ne fait aucun doute que Claudia Sheinbaum a fait preuve de courage, mais son exploit ne se résume pas à un simple trait de personnalité. Il ya

quelque chose en plus dans son leadership, qui n'a pas seulement fait la différence face à Trump, mais qui lui a aussi donné les clés de la présidence du Mexique : sa faculté à gérer les hommes égocentriques.

C'est décidément la qualité indispensable à toutes les femmes de la seconde vague du féminisme qui ont su s'imposer dans un monde d'hommes. La génération de Claudia Sheinbaum ne le sait que trop bien : au Mexique comme dans le reste du monde, nulle ne peut réussir sans devenir experte en gestion des hommes arrogants, prétentieux et suffisants.

Claudia Sheinbaum excelle dans l'art de composer avec des hommes égocentriques, car elle a fait ses classes dans le milieu académique et le monde de la politique.

Ces deux environnements de travail demandaient aux femmes d'être fortes, mais pas

menaçantes. Directes, mais pas agressives. De la haute voltige... Être une femme, c'était maîtriser l'art de savoir tout et rien faire à la fois.

Lorsque Claudia Sheinbaum y est entrée, les hommes occupaient la quasi-totalité des positions de pouvoir et en gardaient jalousement l'accès. Si une femme comme elle voulait sa part du gâteau, elle devait briller, mais jamais au point d'éblouir son supérieur.

À l'écoute. Après avoir fait carrière dans ces milieux hostiles, Claudia Sheinbaum est passée maître en gestion des hommes narcissiques. C'est en partie grâce à cette aptitude qu'elle a gagné la confiance de l'ex-président, Andrés Manuel López Obrador (Amlo), et plus récemment celle des hautes sphères de la finance. De nombreux hommes d'affaires ont poussé un ouf de soulagement lorsque l'actuelle présidente du Mexique s'est entretenu avec eux. Contrairement à Amlo, Claudia Sheinbaum admet qu'ils ont raison sur certains points, se montre à l'écoute et leur pose même des questions, confient-ils. Mais si sa personnalité les rassure, son programme économique n'est pas bien différent de celui de son prédécesseur. La seule chose qui semble les différencier, c'est qu'au lieu de jouer les gros bras Claudia Sheinbaum fait l'arbitre entre tous ces ego.

Il faut influencer sans remettre en question, persuader sans s'opposer frontalement, et avoir le courage de céder quand c'est nécessaire.

Ce dernier point est capital. Les hommes égocentriques comme Donald Trump n'aiment pas gagner sans combattre. Ce qu'ils recherchent, c'est de vaincre un rival digne de ce nom, un adversaire à leur mesure.

Cet adversaire ne doit pas mettre pavillon bas avant même le début du combat, comme l'a fait Justin Trudeau. Il ne doit pas non plus se jeter dans la gueule du loup, comme l'a fait Gustavo Petro. Ce véritable challenger doit se montrer fort et déterminé, avant de capituler en douceur. Et c'est, selon moi, la véritable clé du succès de Claudia Sheinbaum.

—Viri Ríos,
publié le 26 février



Nigeria. La violence policière se rejoue en ligne

Recréer, avec une communauté choisie, des scènes de violences policières dans un but cathartique et militant : c'est ce que permet *Grand Theft Auto Online*, un jeu plébiscité par les jeunes Nigérians.

—Al-Jazeera English, extraits (Doha)

Sodiq Taiwo jette un œil par la fenêtre de sa chambre, à Lagos, et regarde les enfants qui jouent et se chamaillent dans le jardin d'en face. Une de leurs activités préférées est de jouer aux gendarmes et aux voleurs : des héros pourchassent de supposés criminels en criant "Pan, pan !" pour tirer sur les malfaiteurs. Sodiq s'amuse devant cet heureux hasard alors que son ordinateur finit d'installer *Grand Theft Auto Online*, un jeu de la franchise GTA qui permet aux joueurs d'incarner des criminels [pour la première fois en mode multijoueur].

À 29 ans, il est spécialiste en webmarketing, créateur de contenu et amateur de jeux vidéo. Plus tôt dans la journée, pendant qu'il rentrait chez lui en Uber, il regardait une vidéo du streamer TacticalCeza. Avec plus de 308 000 abonnés sur TikTok et des dizaines de milliers de personnes qui le regardent jouer à GTA, Ceza s'est imposé comme l'un des principaux streamers de ce jeu au Nigeria.

Grâce à FiveM (une extension de GTA qui permet de créer et de rejoindre des serveurs multijoueurs personnalisés en conservant les fondamentaux du jeu initial), Ceza joue le rôle d'un policier dans le serveur communautaire Made in Lagos. Dans sa veste en kevlar portant l'inscription "Nigeria Police", son personnage contrôle des voitures et

interagit avec d'autres joueurs qui incarnent des délinquants ou de simples automobilistes – recréant ainsi le quotidien de nombreux jeunes confrontés à la police.

"S'acheter de l'eau". "Gare ton véhicule ! Coupe le moteur !" crie-t-il pour intimider à un autre joueur de se ranger sur le bas-côté. "Qui est le propriétaire du véhicule ? Quel est ton métier ?" demande-t-il alors qu'un autre agent de police pointe son arme sur le conducteur. Après l'avoir fait sortir de son véhicule, les deux policiers s'emparent de son téléphone et font monter le suspect à l'arrière de leur voiture. Ils l'emmènent au distributeur de billets le plus proche et lui ordonnent de retirer de l'argent, dont ils s'emparent avant de le laisser poursuivre sa route.

Assis sur la banquette arrière de l'Uber, Sodiq ne se reconnaît que trop bien dans cette scène. Moins d'une demi-heure auparavant, le taxi dans lequel il se trouvait a été arrêté par des policiers armés pour un contrôle de routine. "Stop ! Stop !" a crié un policier. Pour Sodiq Taiwo, cela fait malheureusement partie du quotidien. D'habitude, les policiers lui demandent une pièce pour

"s'acheter de l'eau" – un euphémisme qui sert à réclamer un pot-de-vin – ou retardent le trafic à la recherche du moindre élément compromettant. Cette fois-ci, ils lui ont demandé d'ouvrir son sac et ont fouillé le véhicule, avant de réclamer un peu d'argent "pour s'acheter à manger".

Pour les enfants qui s'amusent devant sa maison, le jeu est une passerelle vers un monde où les seules limites sont celles de leur imagination (sans compter les limites de leur jardin et l'œil attentif d'une sœur ou d'un frère plus âgé). Mais, sans le vouloir, leur jeu innocent de "policiers contre voleurs" reflète une dure réalité : celle du harcèlement policier dans les villes du Nigeria.

"[La satire] est une façon plus amusante de mettre en lumière les questions d'abus de pouvoir."

TacticalCeza,
STREAMEUR DE JEUX VIDÉO

En 2020, la convergence de ces expériences douloureuses a donné lieu au mouvement End Sars : les critiques du contrôle au faciès et des violences perpétrées par la Brigade spéciale



✓ Dessin de Ramsés, Cuba.

au sein des streamers nigérians, à la croisée de la pop culture, du jeu vidéo et du divertissement.

Toutefois, son succès n'a pas été sans quelques polémiques. Après avoir ri de la chute du président nigérian lors de la cérémonie d'investiture de 2023, Ceza a posté une vidéo d'excuses où les internautes ont cru apercevoir le canon d'un pistolet dépasser du cadre. S'il a ensuite rassuré ses abonnés sur le fait qu'il n'avait pas tourné cette vidéo sous la contrainte et que l'objet en question était l'embout de son microphone, cette polémique montre

bien que la critique du pouvoir nigérian (même satirique) ne tient encore qu'à un fil.

La satire "est une façon plus amusante de mettre en lumière les questions d'abus de pouvoir dans le pays, explique Ceza. Pour survivre au Nigeria, connaître ses droits ne suffit pas." Dans ses vidéos, le streamer cherche non seulement à sensibiliser son public, mais aussi à le rassurer grâce à sa communauté. "Tu n'es pas le seul à avoir vécu cette situation, et le simple fait d'en avoir conscience, c'est déjà réconfortant", résume Ceza.

Il s'inspire de l'utilisation du cinéma et de la musique comme moyens de résistance, et adapte son discours aux réseaux sociaux : ce nouveau moyen d'expression fait évoluer la façon dont les Nigérians résistent, critiquent le pouvoir et se mobilisent pour un monde meilleur.

Communautés. À l'échelle mondiale, les jeux vidéo dépassent le cinéma et la musique en matière de revenus et de diffusion. D'après le rapport de Newzoo sur le marché mondial des jeux vidéo, cette industrie a généré plus de 187 milliards de dollars en 2024 [179,7 milliards d'euros], soit plus que le box-office et l'industrie musicale réunis. Et si la scène vidéoludique nigériane n'en est qu'à ses débuts, elle progresse rapidement, portée par les jeux mobiles et l'augmentation du nombre de joueurs, et a acquis une importance culturelle considérable.

Dans le monde entier, les plateformes en ligne se sont révélées être de redoutables outils de militantisme. Ainsi, [la plateforme de jeux vidéo] Roblox a été utilisée pour coordonner différentes mobilisations, comme les manifestations de soutien à la Palestine dans le cadre de la guerre à Gaza.

Au Nigeria, elles constituent un miroir du quotidien de nombreux jeunes, qui y trouvent un espace où faire face aux contrôles au faciès et aux violences policières qui émaillent leur quotidien.

Joost Vervoort est un chercheur qui étudie la façon dont les environnements numériques comme les jeux vidéo peuvent faire évoluer les normes sociales, créer des communautés et remettre en question des systèmes bien ancrés. "Les communautés de jeu vidéo, comme celle de Ceza sur GTA, créent un phénomène culturel auquel tout le monde peut s'identifier, car ces

"C'est bizarre, mais rejouer ces interactions rend les choses moins exaspérantes."

Sodiq Taiwo,
AMATEUR DE JEUX VIDÉO

jeux racontent des histoires et jouent sur des affects communs", analyse-t-il.

Ses recherches montrent que sérieux et divertissement ne sont pas incompatibles et qu'il est possible de rire de sujets graves, comme Ceza réussit à le faire. "L'ironie est une forme de sagesse : elle permet de prendre du recul et de mettre une distance avec les choses pour les prendre moins à cœur. Le jeu nous autorise à nous écarter des interprétations habituelles et à embrasser l'absurdité et la complexité de la vie, en imaginant des possibilités de changement infinies", estime ainsi Joost Vervoort.

Comme le souligne Ceza, la réception de ses vidéos est intrinsèquement liée à la société dans laquelle elle prend place : "Chaque personne qui m'écoute entendra une histoire différente. Elle est alors libre de la prendre à la légère ou au sérieux, et ce n'est pas à moi d'en décider."

En l'occurrence, de nombreux joueurs et abonnés TikTok de Ceza y voient un reflet de leur vie quotidienne. Et selon Joost Vervoort, cet affect particulier les amène à s'investir personnellement dans le jeu avec leur vécu, leurs valeurs et leurs centres d'intérêt personnels. Au fil du temps, les communautés qui en ressortent participent à faire évoluer les normes sociales.

Visibilité. Avec l'essor des streamers et l'affirmation du jeu vidéo comme un puissant levier militant, Ceza s'attend à un avenir radieux. Selon lui, cela leur permettra d'atteindre un public international et d'apporter

une visibilité accrue aux problématiques nigérianes : "Cela va changer les choses et propulser les Nigérians sur le devant de la scène", espère-t-il.

Pour Sodiq Taiwo, la magie opère lorsqu'il incarne un délinquant sur GTA et qu'il se retrouve devant une projection virtuelle du harcèlement policier dont il est victime au quotidien. À l'écran, le personnage de Ceza, dans son uniforme de policier, lui demande s'il "veut bien lui filer quelque chose pour les mecs", sous peine d'être emmené au poste de police. Sodiq a beau essayer de s'échapper, les règles du jeu – comme celles du système en place – sont à la fois immuables et implacables.

Pourtant, il y trouve une forme de catharsis et un esprit de communauté. C'est un espace dans lequel il peut évacuer sa frustration sans réelles conséquences, tout en entrant en connexion avec d'autres joueurs qui partagent ce vécu douloureux. "C'est

bizarre, concède-t-il. On pourrait croire que je voudrais y échapper à tout prix, mais rejouer ces interactions rend les choses moins exaspérantes. Au moins, ici, je sais que ce n'est pas réel, et c'est peut-être ça le plus important. On rit tous de quelque chose qui n'est pas marrant, mais que peut-on faire d'autre ?"

—Tilewa Kazeem,
publié le 7 février

SOURCE

AL-JAZEERA ENGLISH

Doha, Qatar
aljazeera.com

En 2006, Al-Jazeera English, une déclinaison anglophone de la chaîne Al-Jazeera panarabe est lancée. Elle est destinée à un public non arabophone. Son site publie les informations et émissions diffusées sur la chaîne.



IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS.

Vous et vos envies d'un management responsable.

Vous et vos objectifs professionnels engagés.

Regardez droit devant avec passion et optimisme.

Changeons, ensemble, le cours de votre histoire.

www.iae-paris.com



Une grande histoire de management

CANDIDATURES EXECUTIVE

DU 28 AVRIL AU 31 MAI 2025



Liechtenstein. L'argent des ultrariches n'est plus si bien gardé

Nichée au cœur des Alpes, la principauté tente de se détacher de son image de paradis fiscal. Pour les plus fortunés, elle demeure attractive, mais les déconvenues sont de plus en plus fréquentes.

—Die Welt, extraits (Berlin)

La guerre de Thomas Kindler commence le 2 mars 2021 : le tribunal de grande instance de Vaduz le force à quitter le conseil d'administration d'une fondation établie au Liechtenstein par un magnat de l'immobilier allemand. L'argument qui a motivé cette décision a de quoi surprendre : il n'a pas failli à ses devoirs ni agi contre la volonté du fondateur, non, la seule "*apparence d'un conflit d'intérêts*" a suffi à justifier sa mise à pied. Pour Kindler, c'est une grossière erreur judiciaire et le début d'une bien étrange bataille juridique, aux ramifications toujours plus confuses.

Depuis, l'affaire a pris de l'ampleur et l'enjeu la dépasse : il en va désormais de la crédibilité du Liechtenstein, la plus petite et, malgré son adhésion aux réglementations internationales, la

plus controversée des places financières d'Europe. Dirigé par le prince Hans-Adam II, l'un des monarques les plus riches de la planète, ce micro-État se présente aux grandes fortunes comme un havre dans lequel échapper au fisc et aux guerres de succession.

Les affaires comme celle de Thomas Kindler montrent cependant que les avantages dont se flatte le pays lui font prêter le flanc aux critiques, à mesure que les conflits s'installent : difficile de se targuer de transparence et de discréction quand les accusations de copinage et de blocage illégal de capital entachent sa réputation.

L'usage des fondations. Avec sa superficie de 160 km² et ses 40000 habitants, le Liechtenstein est le sixième des plus petits pays du monde. Pourtant, l'État alpin est un véritable centre de pouvoir économique, puisque son

PIB s'élève à 7 milliards de francs suisses [7,42 milliards d'euros], soit quatre fois plus par habitant que l'Allemagne. Le secteur de la finance compte pour 11 %, soit à peine plus qu'en Suisse.

Cela fait déjà quinze ans que la principauté ne veut plus servir à cacher de l'argent sale. Grâce à la pression internationale, le pays s'était engagé à donner accès à ses informations fiscales. Et Moneyval, l'organe du Conseil de l'Europe chargé de surveiller le blanchiment d'argent, a plusieurs fois attesté de ses progrès en la matière. Si les banques ont d'abord perdu des clients, elles gèrent actuellement plus d'argent que jamais.

Mais ce revirement a été moins bien accueilli par une branche plus discrète de la finance. Selon les chiffres de l'Office de surveillance fiscale, on comptait, à la fin de 2013, 24000 fondations au Liechtenstein, contre à peine

7700 dix ans plus tard. Parce que les capitaux sont difficilement accessibles une fois placés dans le pays, certains avocats et gestionnaires de patrimoine recommandent à leurs clients de recourir à ces fondations, véritables refuges pour les riches et ultrariches désireux de protéger leurs biens du fisc et de tout litige familial.

"Système criminel". Ces structures ont eu mauvaise presse récemment, puisqu'elles ont servi à des grandes fortunes russes pour dissimuler leurs capitaux, normalement gelés en Europe. L'été dernier, l'Ofac, organisme de contrôle financier américain, a même ajouté l'ancien vice-président de la Chambre fiduciaire du Liechtenstein à sa liste des personnalités visées par des sanctions.

Le nombre de personnes et d'institutions visées par des sanctions est ainsi monté à vingt, ce qui abîme sérieusement l'image de probité que ce pays de petite taille entretient.

Mais il y a plus grave que les sanctions. S'il s'avère que les administrateurs fiduciaires, dont la nomination est requise par la loi, se sont largement enrichis aux dépens des fondations, c'est tout leur modèle économique qui est menacé. Et c'est d'ailleurs ce qui se serait passé dans l'affaire Thomas Kindler.

Hermann Hartlaub était un magnat de l'immobilier allemand qui s'était enrichi grâce à la reconstruction de Munich après la Seconde Guerre mondiale. Dès les années 1960, il a établi plusieurs fondations sur sa nouvelle terre d'élection, le Liechtenstein. Il a fait de Thomas Kindler et de son frère ses héritiers, mais, contrairement à sa volonté, après sa mort, en 2004, la seule structure administrative de la fondation n'a pas suffi à garantir sa stabilité.

En cause, un litige entre les deux frères : Thomas a porté plainte contre son frère, au nom de la fondation, lui demandant de justifier un retrait de 400 000 francs suisses [423 000 euros] du patrimoine. La riposte ? Demander à un tribunal du Liechtenstein de démettre Thomas de son siège au conseil d'administration de la fondation, ce qu'il lui a accordé.

Depuis, la fondation est dirigée par deux avocats qui, à en croire

✓ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

Thomas Kindler, s'enrichissent à coups d'"honoraires insensés".

Thomas Kindler ne se voit plus comme un cas isolé : il dénonce aujourd'hui le "système criminel" qui régit la gestion de patrimoine au Liechtenstein et la connivence de ses acteurs qui profitent de la crédulité des ultrariches. Des accusations semblables visent également l'entourage de Monika Bacardi : la dernière épouse du distillateur n'est plus autorisée à disposer de l'entièreté de sa fortune, qui avoisine les 750 millions de dollars [717 millions d'euros], en raison de conflits d'intérêts.

Un site Web, Untreuhäender.li, est consacré aux intrigues juridico-financières de la principauté. [Ce portail] est animé par un "groupe de plusieurs fondateurs et d'administrateurs compétents" qui rapporte presque quotidiennement les machinations qui agitent ce secteur financier.

Dans le détail, les affaires Kindler et Bacardi sont extrêmement complexes. Les différentes parties ferraillent d'une cour à l'autre, dégainant chaque fois de nouvelles expertises. Il est ici tout aussi dur de conclure à une terrible injustice que de prouver un système de pillage généralisé à toute la principauté. Mais ce que ces affaires révèlent, c'est qu'il y a un prix à payer pour transférer son argent à l'ombre des Alpes : oui, les capitaux sont à l'abri, mais, en échange, il faut renoncer à pouvoir les manier librement.

Thomas Kindler n'a pas rendu les armes : il a porté plainte contre ces administrateurs, a plaidé pour l'instauration d'une loi anticorruption dans la principauté auprès de l'ambassade américaine et envisage un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Il a déjà dépensé plus d'un million d'euros en frais d'avocats, mais il pourrait bientôt connaître une victoire décisive : son conseiller bancaire a divulgué des e-mails auprès des administrateurs qu'il combat, bien qu'il l'ait expressément interdit. L'autorité de la protection des données du pays a d'ailleurs mis en garde l'institut bancaire. Mais pas de répit pour Thomas Kindler, car il doit à son tour répondre d'une plainte émanant de ses adversaires.

—Cornelius Welp,
publié le 22 février



ENQUÊTE

ITALIE

Pour faire face aux crues, inspirons-nous des Romains!

À l'heure où les inondations dévastatrices se multiplient, ce quotidien italien suggère de s'inspirer des Romains de l'Antiquité, qui avaient appris à vivre en harmonie avec le Tibre.



—Avvenire (Milan)

Qui a dit que la Rome antique ne pouvait plus inspirer que les songes néoimpérialistes des gouvernants et des puissants d'Occident et d'ailleurs, entre dirigisme politique et volonté de puissance économique? En réalité, même au-delà du domaine juridique, la civilisation née sur les rives du Tibre s'avère encore exemplaire à maints égards. Notamment par l'ingéniosité et le pragmatisme dont elle a fait montre pour prévenir et surmonter des crises qui restent d'une brûlante actualité.

Un exemple éloquent nous vient de France, où l'université de Caen, en Normandie, propose depuis une dizaine d'années des cycles de vulgarisation passionnantes et très suivis sur certains aspects de la civilisation romaine qui peuvent nous aider à aborder certains des besoins et des priorités de notre XXI^e siècle. Lors de l'année universitaire en cours, l'université se penche

sur les solutions imaginées à Rome pour faire face aux crues du Tibre : un sujet qui évoque instantanément la vulnérabilité des villes européennes face à des cours d'eau prêts du jour au lendemain à se métamorphoser en monstres incontrôlables – comme ce fut une nouvelle fois le cas, l'automne dernier, avec les inondations diluviales qui ont ravagé Valence.

Reproductions 3D. Que peut donc nous enseigner la civilisation romaine, notamment célèbre pour le génie de ses ouvrages hydrauliques? «*Pragmatisme et respect sont les maîtres mots de l'attitude de Rome face au Tibre. C'est ce qui ressort de l'ensemble des sources textuelles, archéologiques et iconographiques*», indique Philippe Fleury, professeur à l'université de Caen et responsable du groupe de recherche sur l'urbanisme de Rome au Centre interdisciplinaire de réalité virtuelle (Cireve).

C'est notamment grâce à de patientes et spectaculaires

reproductions 3D de la Rome du IV^e siècle, époque clé de l'empereur Constantin et de la reconnaissance du christianisme, que l'université de Caen a réussi à attirer un vaste public, aujourd'hui encore très sensible à l'héritage que l'Europe doit à la Ville éternelle. Les cycles des Nocturnes du plan de Rome [des visites virtuelles de la cité antique] répondent à la soif de connaissances de nombreuses personnes sur les fondations culturelles sur lesquelles l'Europe s'est construite.

Plus que tout autre aspect peut-être, la question de la relation que Rome entretenait avec le Tibre résonne avec nos préoccupations actuelles. Des préoccupations qui, à Caen, n'é�udent

«Pragmatisme et respect sont les maîtres mots de l'attitude de Rome face au Tibre.»

Philippe Fleury, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE CAEN

pas l'importance de la religiosité des Romains et du caractère sacré du Tibre, souligne Philippe Fleury : «Il est possible, et même probable, que les croyances religieuses des Romains aient interdit la réalisation d'ouvrages qui auraient excessivement entravé le cours du fleuve.»

Curateurs. L'universitaire rappelle que Rome, malgré sa puissance, s'est toujours montrée humble face à l'eau, et qu'elle s'est attachée à surveiller avec précision et constance les risques d'inondation. Parmi les curateurs romains, ces hauts fonctionnaires chargés d'administrer la ville, certains avaient en effet pour mission de surveiller les rives et le lit du Tibre afin d'assurer l'entretien des berges, mais aussi de veiller à l'absence d'obstacles, d'éléments risquant d'obstruer le fleuve et de constructions illégales dans cet espace public déclaré non constructible. Loin d'être des fonctionnaires subalternes, ces curateurs occupaient un rang élevé dans le *cursus honorum* [l'ordre d'accès aux magistratures publiques].

Tout cela offre indubitablement matière à réflexion à l'Europe actuelle, qui n'admet généralement qu'après des tragédies comme celle de Valence qu'elle a longtemps fermé les yeux sur ces «éco-monstres», sur les constructions illégales et sur l'artificialisation sauvage des cours d'eau. Malgré les dommages cycliques causés par les inondations, l'*Urbs* [la «ville», en latin], en revanche, semble avoir toujours su éprouver de la gratitude pour ce que le Tibre lui apportait, en particulier pour la navigabilité et la fertilisation des campagnes.

Concrètement, plutôt que de corseter à outrance le Tibre, comme cela aurait été techniquement possible, Rome a choisi la prudence en surélevant les édifices les plus à risque et les plus importants, mais aussi en consolidant les fondations de ses grands monuments, comme ce fut le cas du Colisée ou du Panthéon. Ces dernières précautions visaient à prévenir les dommages liés à la présence d'eau stagnante, réduite toutefois grâce au système de drainage de la *cloaca maxima* [l'égout

principal de Rome] et, d'une manière générale, à l'ingénieux réseau de canalisations.

«Les Romains nous rappellent l'importance d'avancer avec la nature, et non contre elle», résume Sophie Madeleine, directrice du Cireve. Elle fait par ailleurs observer l'étonnante résilience de Rome : «De nos jours, en cas d'inondation, le réseau électrique mais aussi le réseau d'eau potable tombent souvent en panne. Grâce à ses aqueducs, Rome, elle, était encore approvisionnée en eau potable. Cette eau permettait notamment de nettoyer plus rapidement la ville.»

La ville a surélevé les édifices les plus à risque et les plus importants.

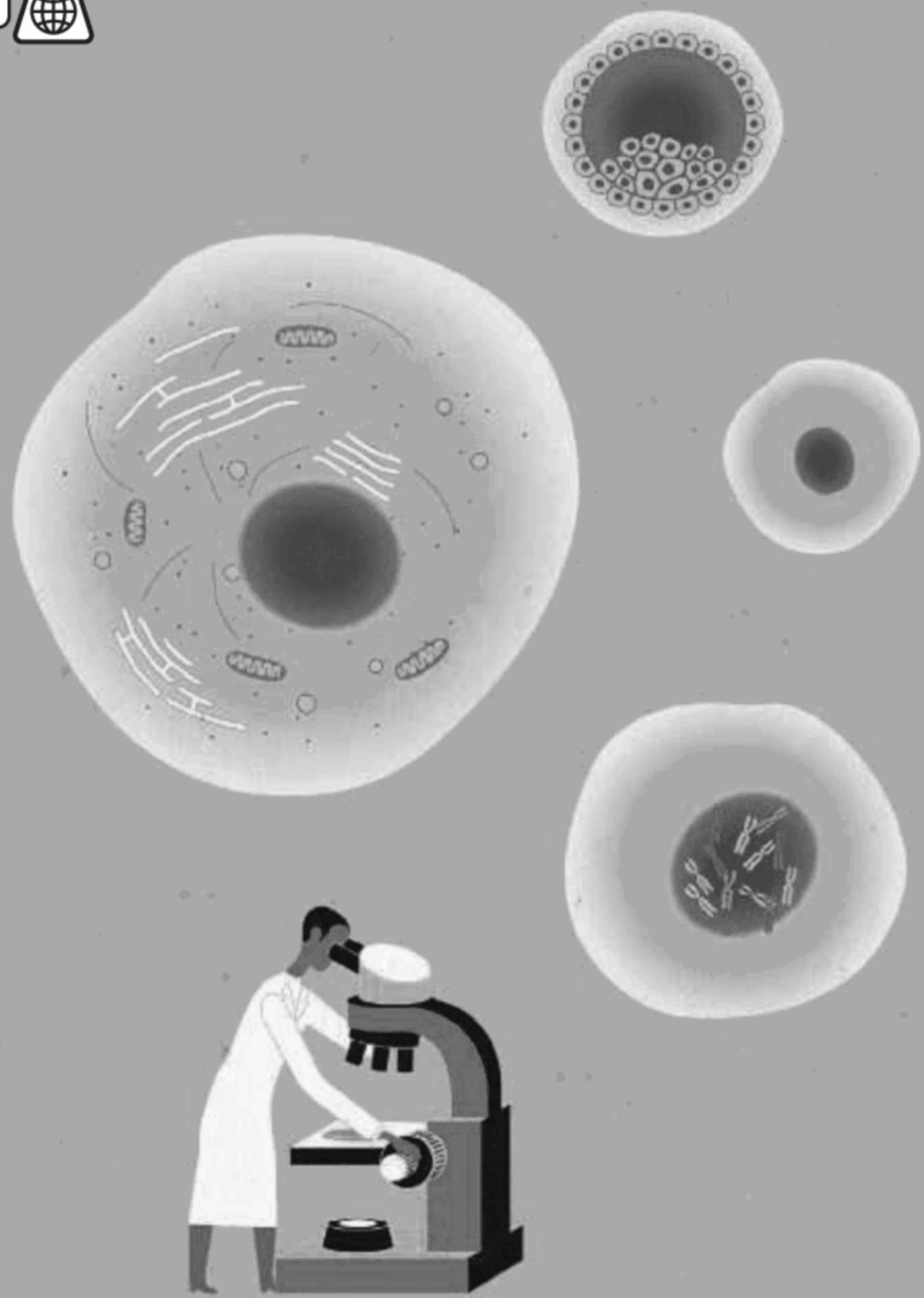
L'Europe d'aujourd'hui, que le dérèglement climatique rend particulièrement vulnérable aux risques d'inondation, pourrait donc prendre davantage en considération les positions et les pratiques de la Rome antique sur ce point. Et ce en tenant compte, naturellement, de la complexité et des dimensions des grandes conurbations contemporaines.

Comme le montre l'initiative de l'université de Caen, qui n'est pas isolée, de telles réflexions seront peut-être favorisées par l'aura que la Rome antique conserve dans l'imagination européen, bien au-delà des frontières italiennes. «Rome a été un empire colossal à la longévité exceptionnelle. Outre sa langue, la civilisation romaine a imposé ses modèles urbains et administratifs en Occident. Il ne faut pas oublier que, jusqu'au XIX^e siècle, l'architecture s'est pliée aux canons romains. Aussi, quand nous cherchons nos racines, nous continuons de tourner notre regard vers Rome», dixit Philippe Fleury.

Pour sa part, Sophie Madeleine insiste sur le pouvoir de séduction intact de l'architecture romaine : «Dans nos sociétés, lorsqu'on pense à l'Antiquité, il n'y a peut-être que les pyramides qui nous impressionnent autant qu'un chef-d'œuvre comme le Colisée. Ces œuvres capables de traverser les millénaires ne cesseront jamais de nous fasciner.»

—Daniele Zappalà,
publié le 4 février

trans- versales. sciences



Les cellules souches sortent des labos

Médecine. La médecine régénérative franchit un cap : plusieurs thérapies sont en essais cliniques ou le seront d'ici peu. Des traitements contre Parkinson, le diabète ou le cancer pourraient voir le jour dans cinq à dix ans.

✓ Dessin d'**Otto Steininger**,
États-Unis.

—Nature, extraits (Londres)

Andrew Cassy a passé sa vie professionnelle dans le secteur des télécoms jusqu'à ce que la maladie de Parkinson, diagnostiquée en 2010, ne l'oblige à prendre une retraite anticipée. Désireux d'en savoir plus sur cette maladie, il s'est porté volontaire pour des essais cliniques.

En octobre dernier, des chirurgiens de Lund, en Suède, ont implanté dans son cerveau des neurones issus de cellules souches embryonnaires (CSE) dans l'espoir qu'ils remplacent, à terme, une partie des tissus lésés. Cette étude fait partie de la centaine d'essais cliniques en cours qui évaluent le potentiel des cellules souches pour compléter ou remplacer des tissus dans des maladies invalidantes ou mortelles comme le cancer, le diabète, l'épilepsie, l'insuffisance cardiaque ou encore certaines maladies des yeux.

Tous ces essais, menés avec un nombre restreint de patients, cherchent essentiellement à vérifier l'innocuité des traitements. Certaines difficultés de taille subsistent, comme l'identification des cellules les plus adaptées à chaque usage, mais aussi le recours aux immunosuppresseurs, qui empêchent l'organisme de rejeter les cellules mais augmentent aussi le risque d'infection.

Ce foisonnement d'études cliniques marque un tournant dans les traitements par cellules souches. Après de longues années de recherches intensives qui ont parfois fait des vagues sur le plan éthique ou politique, les travaux d'expérimentation sur l'innocuité et le potentiel des cellules souches pour la régénération de tissus se multiplient. "Et les avancées ont été remarquables, se félicite Martin Pera, spécialiste de la discipline au Jackson Laboratory de Bar Harbor [aux États-Unis]. Ça ne fait que vingt-six ans que l'on sait cultiver des cellules souches humaines *in vitro*."

D'après les chercheurs, certaines thérapies pourraient entrer en phase clinique d'ici peu, et des traitements faire leur apparition d'ici cinq à dix ans.

Les symptômes d'Andrew Cassy ont commencé par un tremblement léger mais persistant des doigts, alors qu'il n'avait que 44 ans. Les symptômes

moteurs caractéristiques de la maladie de Parkinson sont dus à la dégénérescence des neurones cérébraux dopaminergiques (producteurs de dopamine), appelés "cellules A9". Les médicaments palliant la dopamine manquante sont efficaces mais produisent des effets secondaires, comme des mouvements incontrôlés et une impulsivité accrue. À mesure que la maladie progresse, l'efficacité du médicament diminue et les effets secondaires s'accentuent.

L'idée de remplacer les cellules dopaminergiques dégénérées ne date pas d'hier. Pendant le développement [de l'embryon], des cellules souches embryonnaires dites "pluripotentes" deviennent, selon les cas, des cellules cérébrales, cardiaques, pulmonaires, et ainsi de suite. Sur le papier, les cellules souches greffées sont dès lors capables de réparer n'importe quel tissu endommagé.

La maladie de Parkinson se prêtait bien à l'expérimentation de cette théorie. La première greffe de cellules a eu lieu en 1987 à partir de neurones prélevés sur le cerveau de fœtus issus de grossesses interrompues, l'unique source de cellules neuronales immatures à l'époque. Depuis lors, plus de 400 malades de Parkinson ont reçu ce type de greffe – avec des résultats mitigés.

Objections éthiques. "Dans l'ensemble, ces études nous ont tout de même montré que la méthode était valable et donnait parfois des résultats spectaculaires, observe Roger Barker, neurologue à l'université de Cambridge, au Royaume-Uni. Mais il nous fallait une source [de cellules] plus fiable." Car le tissu cérébral du fœtus ne peut pas être standardisé et il peut contenir des cellules immatures destinées à devenir des cellules différentes de celles souhaitées.

En outre, certaines personnes ont des objections d'ordre éthique ou religieux à l'utilisation de ce tissu. De toute façon, relève Roger Barker, il a toujours été difficile de trouver suffisamment de [tissu cérébral provenant de fœtus] pour procéder à des greffes.

L'horizon des thérapies régénératives par cellules souches s'est éclairci lorsqu'on a été capable de prélever des cellules spécialisées sur des sources plus faciles à contrôler, notamment des cellules souches embryonnaires et,

plus tard, des cellules souches pluripotentes induites (IPS), créées en reprogrammant des cellules adultes de sorte qu'elles reviennent à un stade immature. Agneta Kirkeby, chercheuse spécialiste des cellules souches à l'université de Copenhague, a répertorié, avec ses collègues, 116 essais approuvés ou déjà terminés dans un large éventail de pathologies. Près de la moitié d'entre eux utilise des cellules souches embryonnaires comme matériau de départ. Les autres études se servent de cellules souches pluripotentes induites prêtes à l'emploi ou générées à partir des cellules cutanées ou sanguines des patients que l'on veut soigner. Douze des essais en question tentent de traiter la maladie de Parkinson à l'aide de cellules dopaminergiques issues de cellules souches.

L'essai auquel participe Andrew Cassy consiste à transplanter des cellules progénitrices de neurones dopaminergiques issues de cellules souches embryonnaires. [La société à l'origine de cet essai], BlueRock, a publié des premiers résultats pour douze participants. Deux ans après la greffe, le traitement a prouvé son innocuité et montre des signes d'efficacité chez les patients ayant reçu la plus forte des deux doses. Pour l'heure, aucun essai sur la maladie de Parkinson ne révèle d'effets secondaires, comme les mouvements involontaires, observés avec les médicaments dopaminergiques et dans certains essais utilisant des tissus foetaux.

En comparaison avec le cœur, les reins ou le pancréas, le cer-

Sur le papier, les cellules souches sont capables de réparer n'importe quel tissu.

veau est nettement plus simple à traiter par cellules souches. Il est en effet assez bien protégé contre le système immunitaire chargé de traquer et de détruire les tissus étrangers. Les participants aux essais sur la maladie de Parkinson ne reçoivent d'ailleurs des immunodépresseurs que pendant un an, le temps que la barrière hémato-encéphalique [qui isole le cerveau de la circulation sanguine] se referme après

l'intervention. Les participants aux essais portant sur d'autres organes doivent le plus souvent en prendre à vie.

Dans une autre étude remarquable menée sur l'épilepsie, on a montré que les cellules greffées issues de cellules souches embryonnaires s'intégraient dans les bons circuits neuro-naux du cerveau. Un an après la greffe, les crises sévères chez les deux premiers participants avaient quasiment disparu, un effet qui s'est maintenu pendant deux ans. La plupart des autres participants ont également fait état d'une diminution notable des crises. Aucun effet secondaire ni altération cognitive n'a été constaté. En juin dernier, la Food and Drug Administration a autorisé un classement en procédure accélérée afin de raccourcir les délais d'autorisation réglementaire.

Ténacité. Comme le cerveau, l'œil est protégé contre le système immunitaire. Agneta Kirkeby et ses collègues ont répertorié 29 essais cliniques menés sur des pathologies oculaires, notamment les dégénérescences maculaires liées à l'âge. D'autres organes n'ont pas le même privilège face à l'immunité, mais sont responsables de pathologies lourdes, notamment l'insuffisance cardiaque ou le diabète de type 1, ce dernier étant causé par la destruction des îlots pancréatiques qui produisent l'insuline.

Avec ses collègues, le biologiste Douglas Melton a mis au point le premier îlot pancréatique fonctionnel à partir d'une lignée de cellules souches embryonnaires en 2014, à l'université Harvard, aux États-Unis. Aujourd'hui salarié de Vertex Pharmaceuticals, il supervise un essai sur des patients atteints de formes graves de diabète en utilisant leurs propres îlots, créés au moyen de méthodes analogues. Les cellules remplissent leur fonction où qu'elles soient transplantées, en l'occurrence dans le foie. Selon Vertex Pharmaceuticals, neuf des douze participants qui avaient reçu la dose complète n'ont plus besoin de s'injecter d'insuline et deux autres ont pu en réduire les doses. "J'étais à la fois surpris et ravi que ça fonctionne aussi bien", se félicite Douglas Melton.

À la une



DANS LE TOP 10 DES TECHNOLOGIES À SUIVRE

"Nous ne pouvons pas prédire l'avenir, mais nous nous attendons à ce que ces technologies aient des répercussions majeures dans les décennies à venir", indique la **MIT Technology Review** en introduction de sa liste annuelle, dans le premier numéro de l'année. Pour 2025, la revue américaine a choisi de saluer les avancées spectaculaires dans le domaine des cellules souches.

Le cœur donne beaucoup de fil à retordre à la médecine régénérative. Il s'agit en effet d'une pompe complexe composée de différents types de cellules, et toute lésion doit être réparée *in situ*. Christine Mummery, à l'université de Leyde, aux Pays-Bas, a été l'une des premières, en 2022, à générer des cellules du muscle cardiaque (cardiomyocytes) fonctionnelles à partir de cellules souches embryonnaires. Mais elle n'a pas tardé à se rendre compte qu'il serait très compliqué de passer à la phase clinique, alors elle a alors réorienté ses travaux vers la modélisation de la maladie.

À l'heure où près de 64 millions de personnes souffrent d'insuffisance cardiaque dans le monde, Christine Mummery salue la ténacité de celles et ceux qui n'ont pas baissé les bras. Biologiste à la Keck School of Medicine de l'université de Californie du Sud à Los Angeles, Chuck Murry est l'un d'eux. Il espère enfin lancer un essai clinique l'année prochaine visant à tester l'innocuité et la faisabilité de l'injection de cardiomyocytes immatures générés à partir de cellules souches pluripotentes induites dans le cœur de

patients souffrant d'insuffisance cardiaque modérée.

Le rein est plus exigeant encore. En raison de sa structure interne complexe, le défi est "bien plus corsé qu'avec même le cœur", commente Melissa Little, directrice générale du Novo Nordisk Foundation Center for Stem Cell Medicine (reNEW), un institut de recherche international ayant son siège à l'université de Copenhague. Pour relever ce défi, dit-elle, on a besoin d'une coopération entre les biologistes et les bio-ingénieurs, laquelle n'en est encore "qu'à ses balbutiements".

Une autre branche en plein essor de la recherche clinique concerne l'utilisation des cellules immunitaires générées à partir de cellules souches pour cibler le cancer. Vingt-trois essais évaluent en ce moment le potentiel de cellules T ou cellules tueuses naturelles, issues de ces sources pour traiter divers cancers, une stratégie qui pourrait s'avérer plus rapide et moins coûteuse que les immunothérapies actuelles. Les rapports d'étape suggèrent que les traitements sont inoffensifs et bien supportés, et parfois très efficaces, certains patients obtenant une rémission complète.

On ignore encore lesquelles, des cellules souches embryonnaires ou des cellules souches pluripotentes induites, constituent une meilleure source pour la thérapie cellulaire. "D'un point de vue purement fonctionnel, la différence n'est pas flagrante", observe Benjamin Reubinoff, biologiste à l'université hébraïque de Jérusalem, qui a mis au point les cellules spécialisées de l'un des principaux essais conduits sur la dégénérescence maculaire.

Les essais antérieurs se servaient de cellules souches embryonnaires, en dépit des polémiques suscitées par l'utilisation d'embryons humains. Les méthodes de reprogrammation des cellules datent pour les premières de 2006. Bon nombre de scientifiques préfèrent encore aujourd'hui les cellules souches embryonnaires (qui sont les moins manipulées des cellules pluripotentes) parce que, en théorie, la reprogrammation de cellules adultes serait susceptible d'introduire dans le génome

des mutations favorisant les cancers. "Dès lors que vous choisissez d'utiliser une cellule souche pluripotente induite, vous faites courir un risque supplémentaire au patient", résume Agneta Kirkeby.

Rejet. Beaucoup de scientifiques jugent néanmoins ce risque plus hypothétique que réel. Les génotypes des cellules reprogrammées sont vérifiés en amont de la greffe afin d'éviter tout risque d'altération dangereuse, et aucun cas de cancer n'a été signalé à ce jour. La plupart des études récentes se servent de cellules souches pluripotentes induites comme matière première, en partie à cause de la sensibilité encore très vive de certains pays sur la question des embryons humains.

La priorité est d'empêcher le rejet des cellules greffées. Les lignées cellulaires génériques disponibles sur le marché, créées à partir de cellules souches pluripotentes induites ou de cellules souches embryonnaires humaines, sont prêtes à l'emploi mais nécessitent la prise d'un traitement immuno-supresseur. L'utilisation de cellules générées sur mesure à partir de cellules sanguines ou cutanées reprogrammées, prélevées sur le patient, permet de s'épargner les médicaments immuno-supresseurs, mais cela revient extrêmement cher et prend des semaines.

Néanmoins, il existe peut-être d'autres moyens de se passer des immuno-supresseurs. En entravant la détection des cellules par le système immunitaire, l'édition de gènes est une solution. Une autre est de protéger physiquement les cellules, par exemple de piéger les îlots pancréatiques à l'intérieur de capsules en matériaux biocompatibles semi-perméables. Les petites molécules comme le glucose et l'insuline seraient capables de circuler à travers ces matériaux, mais pas les cellules immunitaires, plus volumineuses.

Il faudra du temps pour déterminer le véritable intérêt des cellules souches pour la médecine régénérative. Mais Andrew Cassy est content de prendre part aux essais. "C'est de la recherche, et on ne sait pas comment ça va tourner. Mais je suis entré au bloc en toute confiance."

—Alison Abbott,
publié le 20 décembre 2024

ÉCONOMIE



— **Politico Europe,**
extraits (Bruxelles)

Sur la rive gauche du Rhin, la troisième fonderie d'aluminium d'Europe est à l'arrêt. Plus aucune fumée ne s'élève de ses quatre cheminées gracieuses; les immenses cuves, autrefois remplies jusqu'à la gueule de liquide argenté en fusion, sont froides depuis belle lurette. Et ne devraient pas être rallumées.

Quand l'usine de Rheinwerk a fermé la fonderie, en 2023, invoquant le coût exorbitant de l'énergie, l'onde de choc s'est propagée d'un bout à l'autre d'une Allemagne hantée par le spectre de la désindustrialisation. En plus de causer des pertes d'emplois, la fermeture mettait un terme à une tradition vieille de soixante ans à Neuss, ville moyenne de 150 000 habitants, entre Cologne et la frontière néerlandaise.

L'usine n'en fournit pas moins d'activité, 24 heures sur 24. Ses fourneaux grondent, ses broyeurs déchiquettent, des camions électriques zonzonnent. Rheinwerk produit toujours des lingots d'aluminium longs comme des minibus. À cette différence près : les blocs de métal sont dorénavant composés de déchets; leur production est moins énergivore et plus durable que celle de la matière de première fusion, connue sous le nom d'"aluminium primaire". "On construit four de recyclage après four de recyclage", dit Volker Backs, le directeur général de Speira, la société qui exploite le site. *Ici, on prend la transition verte au sérieux.*" La décision n'a pas été facile à prendre, dit-il, mais elle était nécessaire – pour la planète et pour les affaires. "Pour nous, le recyclage, c'est l'avenir."

Le même dilemme attend les entreprises et les gouvernements européens : soutenir des produits et des pratiques qui ne sont plus compétitifs ou les laisser tomber. La flambée des coûts, la concurrence féroce de la Chine et le spectre d'une guerre commerciale avec les États-Unis ajoutent à la complexité du problème. Les entreprises se retrouvent face au choix suivant : abandonner leurs productions ou investir massivement pour une transition qui leur coûtera des milliards. Quant aux États, ils doivent plancher sur les moyens de leur venir en aide. [Le 26 février], la Commission



La métallurgie européenne face aux choix cornéliens de la transition verte

Industrie. Rheinwerk, la troisième usine d'aluminium d'Europe, en Allemagne, ne produit plus que du métal recyclé. L'Union européenne devrait s'en inspirer pour déterminer les secteurs qu'elle veut sauver.

européenne a apporté une première réponse à ces questions avec le Pacte pour une industrie propre. Si le plan de l'exécutif européen prévoit des mesures indispensables pour dégonfler les prix de l'énergie et relancer l'investissement, il élude une question épique : quels secteurs et quels produits l'Union européenne [UE] peut-elle et doit-elle sauver?

Bruxelles ne pourra pas se soustraire indéfiniment à cette question. Sa réponse déterminera non seulement l'avenir de l'industrie et du marché de l'emploi européens dans les décennies à

venir, mais également l'autonomie de l'UE, qu'il s'agisse d'aluminium pour ses éoliennes, de ciment pour ses bâtiments ou d'acier pour ses armes.

Choix explicite. "C'est quelque chose que je n'entends pas assez souvent dans le débat actuel. Une transition suppose de faire des choix, et ces choix doivent être stratégiques et explicites", dit Domien Vangenechten, chercheur en politique industrielle européenne pour le groupe de réflexion environnemental E3G. *Et on ne pourra pas sauver tout le monde.*"

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, la flambée des prix de l'énergie a mis à rude épreuve une industrie manufacturière européenne déjà à la peine. Selon certaines entreprises, notamment dans le secteur de l'acier, seul un soutien politique et financier immédiat leur permettra d'enrayer un déclin irréversible.

Le coût de l'électricité a quadruplé en 2022, rappelle Volker Backs, et la facture pour la production d'une tonne d'aluminium primaire a franchi du jour au lendemain la barre des 5 000 euros

– le double du prix du métal sur le marché international. "Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le jeu n'en vaut pas la chandelle", dit-il.

Contrairement aux mutations observées précédemment dans l'industrie, la transition verte s'accompagne d'une contrainte liée aux limites physiques de la planète : plus vite on cessera de rejeter du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, moins grave sera le dérèglement climatique. D'après les scientifiques, il est possible d'empêcher le pire si l'on atteint la neutralité carbone dans le monde à l'horizon 2050, une date butoir que l'UE a gravée dans le marbre de sa législation.

Les industries les plus énergivores – aluminium, chimie, ciment, acier, etc. – sont responsables de plus d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre de l'UE, et leur transition sera longue et coûteuse. Sachant que moderniser un site industriel prend des années, les entreprises veulent des garanties sur les conditions dans lesquelles elles opéreront et sur l'aide qu'elles recevront. Le Pacte pour une industrie propre de la Commission tente de répondre à plusieurs des préoccupations des

↓ Dessin de Falco,
Cuba.

industriels, en proposant notamment d'introduire des quotas de matières fabriquées en Europe afin de stimuler la demande et des mesures visant à moderniser les réseaux électriques et à tempérer les prix.

Mais il y a urgence à décider quelles industries il faut conserver et quelles sont celles pour lesquelles il est à la fois moins coûteux et plus efficace de se rabattre sur l'importation. C'est ce que martèle l'ancien directeur de la Banque centrale européenne Mario Draghi dans son rapport musclé sur la relance de la compétitivité au sein de l'Union [présenté en septembre 2024].

Canettes de soda. “Pour ce qui concerne certaines technologies comme les panneaux solaires, les fabricants étrangers ont désormais trop d'avance, et tenter de retenir la production en Europe ne fera que retarder la décarbonation”, a-t-il avancé l'an dernier en présentant son rapport au Parlement européen. Mais, ajoutait-il, il existe d'autres secteurs “dans lesquels nous ne voulons pas dépendre entièrement de technologies étrangères pour des raisons stratégiques, et pour lesquels il est indispensable de maintenir le savoir-faire en Europe”. Reste à savoir de quel côté on range la production d'aluminium primaire.

Ce métal est omniprésent, des canettes de soda aux cadres de fenêtres, en passant par les missiles et les avions militaires. Et la demande devrait grimper en flèche dans les décennies à venir en raison de la légèreté de ce matériau, qui le rend incontournable pour les technologies vertes de type éoliennes et véhicules électriques. L'UE a d'ailleurs reconnu ce rôle stratégique en ajoutant l'aluminium à sa liste de matières premières critiques, suivie l'an dernier par l'Otan, qui a averti du risque “très élevé” de rupture des chaînes d'approvisionnement d'aluminium de l'Alliance.

Le hic, c'est que la production d'aluminium exige plus d'électricité que tout autre procédé industriel – chaque tonne de métal correspond à plus de deux fois la consommation électrique annuelle moyenne d'un Allemand. Le jour où les réseaux électriques européens seront totalement décarbonés, ce procédé pourrait fonctionner avec une

25%

CE SONT LES DROITS DE DOUANE imposés par Washington sur les importations américaines d'aluminium (et d'acier) depuis le 12 mars. Cette mesure inquiète notamment les producteurs européens, qui ont exporté aux États-Unis 309 000 tonnes d'aluminium, d'une valeur de 2,4 milliards d'euros, de janvier à novembre 2024, dont 300 millions d'euros en provenance de France, selon la fédération professionnelle Aluminium France.

énergie totalement verte, d'autant que les prix de l'électricité devraient baisser une fois qu'on se sera débarrassé des coûteux combustibles fossiles. Sauf que l'industrie ne peut pas attendre. Les entreprises européennes paient leur électricité de deux à trois fois plus cher que leurs concurrentes chinoises ou américaines. Speira n'est qu'une des nombreuses alumineries européennes qui ont réduit leur activité pendant la crise de l'énergie : en deux ans, la production d'aluminium primaire de l'Union a dévissé de moitié.

La production européenne d'aluminium dit secondaire, elle, est en croissance continue. Ses avantages sont manifestes : elle nécessite 95 % d'énergie de moins que la production primaire. Là où la fabrication d'une tonne d'aluminium primaire émet 6,7 tonnes de CO₂ en Europe, ce chiffre tombe à 0,5 tonne pour l'aluminium recyclé.

Ce qui ne veut pas dire que les producteurs d'aluminium secondaire n'ont pas de défis à relever. Les principaux acheteurs d'aluminium de l'UE – comme les constructeurs automobiles –

“Le personnel est conscient de jouer un rôle dans l'économie circulaire.”

Marcel Tappert, DIRECTEUR ADJOINT À RHEINWERK

sont en difficulté, ce qui pèse sur la demande à court terme. Le secteur est également malmené par la concurrence à bas coût de la Chine, qui produit à tour de bras. Donald Trump vient par ailleurs d'annoncer des droits de douane de 25 % sur les importations d'aluminium.

Les coûts de production, liés notamment à l'énergie, sont cependant le problème numéro un de l'industrie européenne – et certains estiment que le prix à payer pour maintenir la production primaire à flot n'en vaut tout bonnement pas la peine. Les fédérations professionnelles et les syndicats mettent cependant en garde contre un abandon de la production primaire sur le sol européen.

Pour l'heure, l'aluminium recyclé ne permet pas, à lui seul, de répondre à la demande européenne, rappelle Rob van Gils, président de la Fédération allemande de l'aluminium. Ce sera peut-être possible un jour, compte tenu de la quantité de métal en usage. Mais si les canettes de soda atterrissent dans les centres de recyclage au bout de quelques mois, les cadres de fenêtres ou les éoliennes ne finiront pas à la déchetterie avant des dizaines d'années.

Les investissements dans les capacités de recyclage “porteront leurs fruits sur la durée”, assure Rob van Gils. “Mais il faut conserver la production primaire en Europe, faute de quoi on sera complètement dépendants des importations.” Ce serait une mauvaise nouvelle pour l'autonomie de l'Union – et pour la planète, la fabrication d'aluminium primaire hors d'Europe étant souvent bien plus émettrice de CO₂. L'aluminium chinois affiche ainsi un bilan carbone presque deux fois plus mauvais que son équivalent européen.

Maintenir une production d'aluminium primaire en Europe relève du choix politique, le genre d'exercice où Bruxelles est plutôt mauvaise. La Commission n'a qu'un pouvoir limité en matière de décisions stratégiques pour l'avenir

du secteur. Et même sur les dossiers sur lesquels l'exécutif européen peut en prendre, il a besoin de l'imprimatur d'une majorité des États membres.

Quand la Commission a proposé d'interdire la vente de voitures thermiques neuves après 2035 – choisissant de miser sur l'électrique –, la levée de boucliers a été massive. Constructeurs, producteurs de carburants et pays hébergeant des fabricants sont parvenus à obtenir une dérogation pour les voitures roulant aux carburants de synthèse, donnant ainsi un second souffle au moteur à combustion – alors que ces carburants seront vraisemblablement rares, coûteux et peu performants.

Mais l'industrie n'est pas monolithique, et la Commission est confrontée à des demandes contradictoires. Les fabricants de technologies propres, que Bruxelles veut également soutenir avec son Pacte pour une industrie propre, font pression pour que l'UE ne rogne pas ses ambitions. Les secteurs de l'aluminium et de l'acier lui demandent de restreindre les exportations de ferraille afin de garantir un approvisionnement régulier en matière recyclée. La filière européenne du recyclage, qui tire une bonne partie de ses revenus des exportations, avertit que cela lui porterait préjudice.

Bruxelles ne pourra donc pas contenter tout le monde. Mais plus vite elle prendra ces décisions, plus la transition sera douce.

Cabinet de curiosités. À Rheinwerk, les effectifs devraient prochainement retrouver leur niveau de 2023, à mesure que l'entreprise se dote de nouvelles capacités de recyclage. Le personnel est syndiqué, et ses représentants ont été associés au plan d'arrêt de la production primaire.

Si certaines fonderies européennes relancent en ce moment la production primaire, puisque les prix de l'énergie ont retrouvé leur niveau d'avant la crise, Speira ne peut pas faire machine arrière : Rheinwerk produit déjà autant d'aluminium à partir de canettes recyclées que d'aluminium primaire autrefois.

Aujourd'hui, la fabrication commence par un tri dans un océan de canettes usagées. Dans le hall de tri, les salariés ont créé un

cabinet de curiosités à partir de leurs trouvailles – des pièces de monnaie, des plaques d'immatriculation, un nombre affolant de porte-clés jaunes à l'effigie des Minions – et peint la Terre sur un mur, flanquée de deux canettes. “Un collaborateur m'a demandé s'il avait le droit de peindre ça”, dit Marcel Tappert, directeur adjoint à Rheinwerk. “Le personnel est parfaitement conscient de jouer un rôle dans l'économie circulaire.”

Après le tri, les canettes sont broyées, passées dans un filtre pour éliminer les impuretés, ramollies dans des fours XXL et envoyées à la refonte. Ces deux dernières étapes fonctionnent au gaz, un combustible fossile, même si Speira y associe désormais de l'oxygène pour contenir ses émissions.

À terme, explique Marcel Tappert, les fours de Rheinwerk pourraient fonctionner à l'hydrogène, sous réserve que des investissements soient réalisés dans des gazoducs d'acheminement de ce gaz à combustion propre. L'entreprise est prête à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2045, mais elle ne pourra pas y arriver seule, dit Volker Backs. L'UE et les États membres doivent faire en sorte que les infrastructures ad hoc voient le jour. “Les politiques qui ne protègent que le climat sans pérenniser l'économie ne riment à rien, met-il en garde. S'il n'y a plus d'entreprises, à qui fixera-t-on des objectifs de neutralité carbone ?”

— **Zia Weise,**
publié le 26 février



REPORTAGE



SOURCE

POLITICO EUROPE

Bruxelles

politico.eu

Lancé en 2015 dans le but avoué de “secouer” la couverture journalistique de l'UE, Politico Europe s'est imposé au fil des années comme une source d'information incontournable à Bruxelles et au-delà. Constituant à l'origine une extension du site américain créé par deux signatures du Washington Post, le média, europhile et progressiste, a été repris par le poids lourd allemand de la presse Axel Springer en 2021.

✓ Dessin d'Iryna Korshak,
Pologne.

Le Japon pris dans la folie matcha

Agriculture. La fine poudre de thé verte a conquis le monde entier. Les cultivateurs japonais peinent à satisfaire la demande des fabricants, qui n'ont plus de stocks.

—The Japan Times,
extraits (Tokyo)

L'année dernière, l'industrie du thé japonaise a été ébranlée comme jamais par la demande mondiale de matcha, une secousse qui en préfigure d'autres. "Pénurie de matcha": la rumeur court depuis l'automne, lorsque les deux célèbres maisons de thé de Kyoto, Ippodo et Marukyu Koyamaen, ont annoncé limiter pour la première fois de leur histoire la vente de cette fine poudre. De nombreux magasins se sont trouvés en rupture de stock, au grand dam des touristes et des habitants de l'ancienne capitale.

Cette disette concerne essentiellement le matcha dit "de première récolte" – une poudre de thé concoctée avec les feuilles de la première récolte du théier *Camellia sinensis* –, qu'on réservait traditionnellement à la cérémonie du thé, mais qui est devenu un produit du quotidien pour les consommateurs du monde entier. Sa production reste limitée, parce que les feuilles ne sont cueillies qu'une fois l'an. La demande continue aussi d'exploser pour les autres qualités de matcha.

Kametani Tea, dans la préfecture de Nara, achète le *tencha* cueilli dans l'ouest du Japon au cours de la deuxième et de la troisième récolte, voire lors de celle d'automne. L'entreprise transforme ces feuilles en matcha, une poudre de thé qu'elle vend ensuite aux distributeurs nippons et internationaux. Selon Jason Eng, responsable des partenariats de

Kametani, la société a augmenté sa production de 10 % chaque année depuis 2019. Il explique : "Il y a beaucoup d'heures supplémentaires, [nous travaillons aussi] les week-ends désormais pour essayer de suivre la demande."

La récolte de 2025, qui débutera courant avril, permettra de reconstituer les stocks et apportera un peu de répit – mais pas de solution à long terme. La consommation de matcha a "atteint un niveau record l'année dernière", surtout à l'étranger, indique Fumi Ueki, responsable de Leaf Brand Group, une branche d'Ito En, la plus grande entreprise de thé du Japon. Si cet engouement se confirme, le secteur devra se transformer pour tenir le rythme.

Antioxydants. Si la consommation a décrue au Japon ces dernières décennies, le reste du monde boit plus de matcha que jamais. Selon le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, le pays a produit 4 176 tonnes de matcha en 2023 – presque trois fois les 1 471 tonnes de 2010. Plus de la moitié est désormais exportée.

Les spécialistes s'accordent à dire que l'intérêt croissant pour la santé et le bien-être depuis la pandémie [de Covid-19] est l'un des principaux facteurs de l'explosion de la popularité du matcha. Ce thé est réputé pour ses bienfaits grâce à sa forte teneur en antioxydants et pour son effet stimulant qui ne cause pas la même excitation que le café. "Nous avons mené une enquête auprès des étrangers dans nos magasins et ce sont effectivement les bienfaits du

continuer d'augmenter au Moyen-Orient", précise-t-elle.

Si le monde entier en redemande, ne suffit-il pas d'en augmenter la production ? Ce n'est malheureusement pas si simple. La production se décompose en deux étapes : il faut faire pousser les feuilles de *tencha* puis les pulvériser pour obtenir du matcha. Les deux processus ont leurs propres limites, et les volumes ne peuvent pas augmenter du jour au lendemain.

Au Japon, on ne manque pas forcément d'espace pour produire plus de thé, selon Shiori Yuen. Certains cultivateurs pourraient acheter des terres pour y planter des théiers. Mais il faut cinq ans pour que l'arbuste arrive à maturité, donc, même si les agriculteurs commençaient à étendre leurs champs dès aujourd'hui, la pénurie ne serait pas immédiatement résorbée.

Et les machines sont lentes : chacune met une heure pour produire 40 grammes de poudre, de quoi faire seulement une grosse dizaine de matchas latte, note Simona Suzuki, cofondatrice de l'Association mondiale du thé japonais, qui met en relation les producteurs avec les consommateurs du monde entier. "Pour produire une grande quantité de matcha de cérémonie [la meilleure qualité], il faut de nombreuses meules de pierre", dit-elle. "Si la demande bondit d'un coup, la chaîne de production s'engorge." De plus, il faut au moins un mois pour construire un moulin à meule de pierre capable de moudre un matcha de cérémonie. "Les meules doivent être taillées de manière que les feuilles de *tencha* soient réduites à l'état de minuscules particules – environ

10 microns – sans que la chaleur due aux frictions les abîme", ajoute Simona Suzuki.

L'obstacle premier au développement du matcha reste néanmoins le manque de cultivateurs. De 53 000 en 2000, leur nombre est passé à seulement 12 353 en 2020, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture. Ils sont bien souvent âgés, et, comme la jeune génération n'a généralement pas envie de

prendre la relève, certaines exploitations sont à l'abandon.

Pour la plupart des théiculteurs encore en activité, passer du thé en feuilles au matcha représente un véritable risque commercial, souligne Simona Suzuki. Il faut se familiariser avec des nouveaux cultivars particulièrement adaptés au *tencha*, et l'équipement nécessaire à la production de matcha coûte cher. Si l'engouement mondial pour le matcha se révèle n'être qu'une tocade, ces investissements pourraient aboutir à de lourdes pertes – une inquiétude partagée par beaucoup d'agriculteurs qui travaillent avec Shiori Yuen et Simona Suzuki.

Subventions. "On croit savoir que le gouvernement pourrait modifier dès cette année sa feuille de route afin de soutenir cette transition vers la production de *tencha*, avance Simona Suzuki. Tout le monde est bien conscient qu'il faut faire quelque chose, et, avec le gouvernement désormais à l'appui, davantage de subventions viendront sûrement encourager les cultivateurs à sauter le pas."

En attendant, face au spectre des étagères et des entrepôts vides, les distributeurs et les détaillants peuvent élargir leur réseau de producteurs et s'aventurer dans de nouvelles régions pour s'approvisionner en *tencha* et en matcha. Prenons l'exemple de Yamasan. Certains théiculteurs d'Uji avec lesquels l'entreprise travaille se sont retrouvés à cours de *tencha* avant qu'elle n'ait pu acquérir de quoi assurer sa production annuelle. Mais comme elle s'approvisionne en matcha auprès de nombreuses autres exploitations, elle a d'autres solutions pour maintenir son assortiment de produits. "Ça nous aide à maintenir notre offre de matcha, argumente Shiori Yuen. Et je continue de la diversifier pour satisfaire mes clients."

En attendant, la ruée mondiale ne donne aucun signe d'essoufflement. Chez Kametani, Jason Eng prévoit une hausse de 20 % à 30 % de la demande en 2025 par rapport à l'année dernière. "Nous n'en sommes pas encore à parler de rupture de stock, mais la situation va être très tendue cet automne, pour nous comme pour les autres. La demande bat tous les records."

—Cat Kerr,
publié le 23 février



NATURISME.
COQUILLAGES ET
CRUSTACÉS



FRANCE4NATURISME.COM

RÉSERVEZ MAINTENANT
7 VILLAGES NATURISTES EN FRANCE



SCAN ME



360



MAGAZINE

- Dans les coulisses d'“Adolescence” • Série..... 46
Les sœurs africaines d'Adichie • Littérature.... 48
Mansa Moussa, le “lion du Mali” • Histoire..... 50

Dis-moi ce que tu vois



↳ Dessin d'Anton Van Hertbruggen, Belgique.

SOURCE

**SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**

Munich, Allemagne

Quotidien

sueddeutsche.de

Le "Journal du sud de l'Allemagne", créé en 1945 et de tendance libérale,

est l'un des quotidiens suprarégionaux de référence du pays. Il emploie les meilleures plumes allemandes et se distingue par l'importance qu'il accorde à la culture, traitée dans ses pages juste après l'actualité politique.

dans les étoiles...



Une ourse, une louche ou un dieu colérique? Ce que les hommes croient lire dans le ciel nocturne a varié selon les époques, les régions du globe et les cultures. Voyage à travers les constellations et leurs interprétations. —Süddeutsche Zeitung, extraits [Munich]

I était une fois le Peuple sacré, auquel appartenait le Premier Homme et la Première Femme. Tous deux nés des nuages, ils n'ont pas seulement donné à la Terre sa forme actuelle, mais ils ont également créé le Soleil, la Lune et les étoiles. Jusqu'à ce qu'eux-mêmes finissent par monter au ciel. On y retrouve leur silhouette parmi les astres, tournant nuit après nuit autour de l'étoile du Feu, leur foyer commun.

Cette histoire est issue de la cosmogonie navajo d'Amérique du Nord, telle que la raconte le chercheur en littérature [autrichien] Raoul Schrott. Elle est ici grandement simplifiée, mais ce qui importe, c'est que l'observation des étoiles permet en effet de discerner deux personnages tournant en rond, en tout cas quand on se trouve dans l'hémisphère Nord.

Pour les Navajo, les étoiles nimbant la constellation de Cassiopée figuraient la Première Femme. L'étoile du Feu, c'était l'étoile Polaire. Le pagne et la jambe du Premier Homme sont généralement interprétés chez nous comme un Grand Chariot. Certes, cette supposée jambe est un peu tordue, mais là aussi la légende a une explication, en l'occurrence une scène de ménage. Car chez le Peuple sacré non plus, la paix des ménages n'est pas toujours garantie, et un jour où madame était très remontée contre monsieur, elle lui a brisé la cuisse sans autre forme de procès.

Voilà ce que nous disent les étoiles, pour peu que l'on sache les regarder. Et les légendes de ce type sont légion. Car ce que les hommes croient voir dans le ciel n'a pas grand-chose de naturel. Des constellations comme la Grande Ourse, Orion ou encore les douze signes du zodiaque, dont on se sert pour nos horoscopes, sont

toutes le fruit de notre imagination. Selon les époques et les régions du globe, les hommes ont vu dans les astres différents motifs, que Raoul Schrott a ici rassemblés. Six années durant, le chercheur a étudié les voûtes célestes de dix-sept cultures différentes, parfois fort anciennes, et a retrouvé les mythes associés.

Le fruit de ses travaux vient de paraître chez l'éditeur [munichois] Hanser Verlag sous la forme d'un pavé de 1280 pages : *Atlas der Sternenhimmel und Schöpfungsmythen der Menschheit* ["Atlas des firmaments et des cosmogonies", non traduit en français]. L'ouvrage se démarque de la vision moderne, européenne, du ciel étoilé. Les constellations standardisées actuelles, dont beaucoup remontent aux modèles grecs et babyloniens, n'y sont que survolées. Il faut dire qu'elles font déjà l'objet d'une documentation abondante, justifie le chercheur. À quoi s'ajoute une autre différence : les ciels répertoriés dans l'atlas revêtaient pour les peuples de ces temps reculés un rôle pratique.

Les constellations servaient en effet de moyens mnémotechniques permettant aux hommes de raconter des histoires sur les origines du monde et sur les notions de bien et de mal. "Le ciel peut se voir comme une sorte d'imagier des civilisations qui s'y sont représentées", explique Raoul Schrott. Cette dimension aurait disparu de la voûte céleste actuelle, internationalisée, standardisée. "Chez nous, il n'y a plus de dieu qui vagabonde parmi les étoiles."



Le ciel étoilé n'a plus vraiment de rôle dans la vie du commun des mortels.

Or ce qui l'a surpris dans ses travaux, ce sont les différences et les similitudes d'une voûte céleste à l'autre. "Chaque culture configure le ciel à sa manière – mais on retrouve certains points communs." Les différences s'expliquent aisément : pour commencer, les hommes ne voient pas la même région du ciel selon l'endroit où ils se trouvent sur Terre, les mêmes étoiles pouvant être plus hautes, plus basses, voire invisibles. Par ailleurs, chaque région évolue au fil du temps, ce qui tient à la précession, c'est-à-dire au mouvement de rotation de la Terre. Enfin, l'homme a tendance à voir dans un motif aléatoire quelque chose qu'il connaît déjà, un phénomène connu sous le nom de paréidolie.

Il discernera ainsi un mouton dans un nuage, la silhouette d'un géant endormi dans une montagne ou une colline à l'horizon, voire le visage du Christ dans une tartine de pain de mie brûlée. Les étoiles ont, semble-t-il, produit chez lui le même effet. L'homme y retrouve des objets ou des animaux qu'il connaît. Et comme la faune n'est pas la même partout sur Terre, il a pu voir dans les astres, selon la région du globe où il se trouve, un renne ou un chameau, un requin ou une tortue. C'est ce que montre l'atlas de Raoul Schrott.

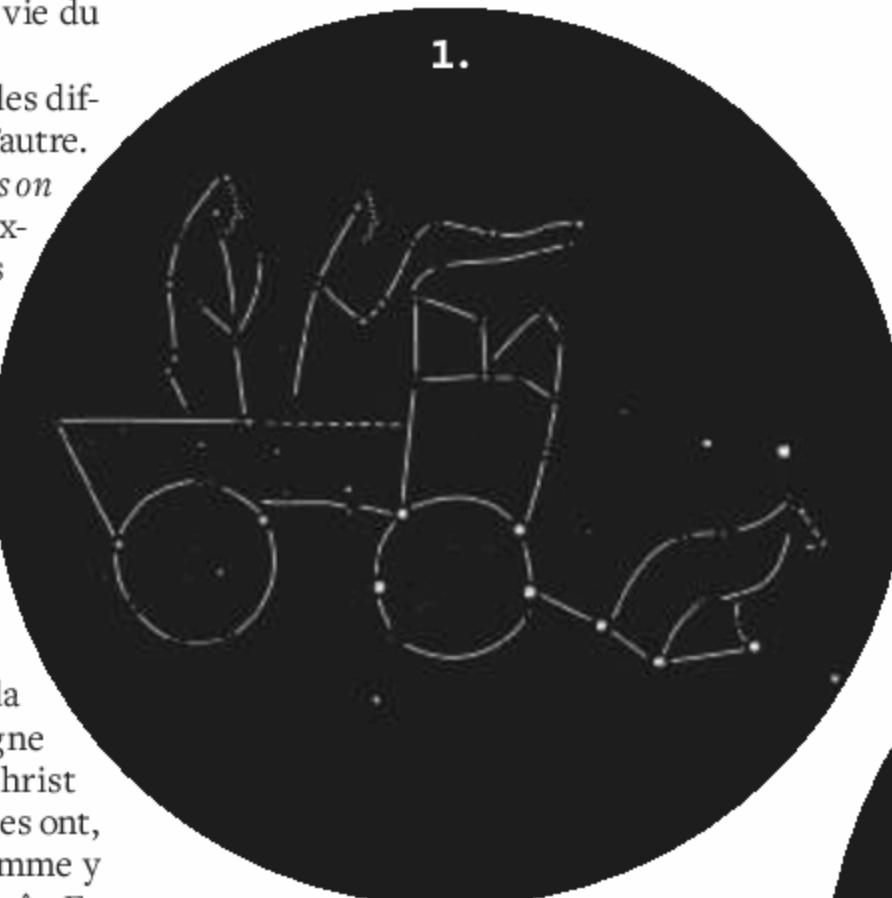
Le Grand Chariot fait partie des constellations les plus connues en Allemagne [et en Europe]. Ailleurs dans le monde aussi, les sept étoiles sont souvent décrites comme un tout, mais elles représentent rarement un chariot. Pour les Nord-Américains, par exemple, elles dessinent le Big Dipper, autrement dit la "Grande Louche", pour les Britanniques, une charrue.

Ces étoiles ne composent que l'arrière-train de la Grande Ourse, lequel inclut, chose étonnante pour un ours, une longue queue. À vrai dire, on pourrait y voir une foule d'animaux, et même un chat ou un campagnol. Mais la constellation est d'origine grecque et, comme elle se trouve au septentrion, les Grecs ont choisi un animal qui vivait selon eux dans le Nord, en l'occurrence une ourse.

Le motif du chariot céleste, lui, nous vient de Babylone : la constellation y était nommée Margidda (**fig. 1**), ce que l'on pourrait traduire par "Chariot". Mais les hommes de l'époque le voyaient plus grand et orienté différemment. Le timon se trouvait en bas et les étoiles dans lesquelles les Grecs voyaient les pattes de la Grande Ourse incarnaient pour les Babyloniens deux divinités de premier plan, debout dans le chariot : à l'arrière Ninlil, la mère des dieux, à l'avant son époux, Enlil, le dieu de l'Agriculture. Un renard était assis sur le timon. D'après Raoul Schrott, le rôle de celui-ci était de venir en aide à l'homme dans la mort et la maladie.

Les Navajo [comme écrit plus haut] voyaient dans ces sept étoiles la jambe avant d'un guerrier, "Celui qui tourne". C'est lui, le Premier Homme, qui aurait épingle les astres dans le ciel, assisté de la Première Femme, avant que tous deux ne deviennent à leur tour des constellations. Sous l'effet de la rotation de la Terre, ils tournent autour de l'étoile Polaire. Les soirs d'été, "Celui qui tourne" a la tête en bas, tandis qu'en hiver il est à l'endroit.

Pour les peuples autochtones du Groenland et du Canada, les sept étoiles figuraient un renne (**fig. 2**) : le timon était son échine, et le quadrilatère caractéristique d'étoiles sa tête et sa ramure. Selon les régions, les interprétations diffèrent, certains y voyant un ou plusieurs caribous, rapporte Raoul Schrott.



1.

↓ Un même groupe d'étoiles, interprété différemment selon les lieux et les époques. Illustrations de **Raoul Schrott** parues dans la **Süddeutsche Zeitung**, Munich.



2.

Les représentants de la culture touareg du Sahara et du Sahel voyaient aussi dans ces sept astres un animal cher à leurs yeux, en l'occurrence une chameeleon (**fig. 3**) qui tend la tête vers un acacia. D'après une légende, un forgeron la saisit par le cou avant qu'elle ne soit abattue.

En Arabie centrale, le Grand Chariot est une civière funéraire. Si l'on en croit la légende, le cortège funèbre, composé de proches et de pleureuses, n'arrive jamais à destination. D'après Raoul Schrott, cette interprétation véhicule le souvenir d'un culte idoliâtre oublié. Ce cortège qui n'en finit pas serait une punition pour avoir rejeté Dieu.

Au Soudan, le chercheur a découvert une lecture très différente : ce n'est plus une civière funéraire mais la chambre à coucher du sultan – les trois étoiles du timon figurant cette fois trois vierges.

Comme le Grand Chariot, Orion fait partie des constellations les plus connues en Allemagne. Elle représente un chasseur bien charpenté, tenant dans une main une arme et dans l'autre, selon les interprétations, une peau de bête ou un bouclier. Dans la tradition gréco-romaine, Orion est si fanfaron qu'il se fait fort d'affronter n'importe quel animal. La déesse Gaïa le prend au mot et lui envoie un scorpion géant qui a raison du chasseur. Orion et le Scorpion sont tous deux devenus des constellations, mais se trouvent de part et d'autre du firmament, de sorte qu'on ne les voit jamais en même temps : on voit Orion en hiver, le Scorpion uniquement au printemps.

Selon les régions, différentes légendes ont cours au sujet de ce guide céleste. L'une d'elles veut qu'il ait été banni dans le ciel après avoir levé la main sur sa mère, la Terre. Il aurait été condamné pour l'éternité au supplice de la glace et du feu. L'origine de cette histoire vient semble-t-il du fait que l'étoile Rigel, interprétée comme le pied du personnage, luit d'un bleu froid. Bételgeuse, à l'inverse, de ses épaules, émet une lueur plutôt rougeâtre.

Dans une autre lecture originale du sud de l'Algérie, les étoiles ne désignent pas Amanar, mais un homme tantôt vivant, tantôt mort, étendu nu sur la terre. En été, quand la constellation semble à l'endroit depuis le Sahara, les dattes sont comestibles. En hiver, quand le motif est incliné, l'homme est mort et les dattes ne sont pas encore bonnes à manger.

La constellation d'Orion est également visible dans l'hémisphère Sud, mais y apparaît inversée. Chez les Maoris de Nouvelle-Zélande, les étoiles ne figurent donc pas des êtres humains, mais la poupe d'un grand vaisseau funéraire, la ceinture d'Orion figurant ici le pont du navire. Le dieu Tara-Mai-Nuku s'y tient flanqué de son chien, pêchant les âmes des défunt pour les conduire aux Enfers avant de les jeter dans le ciel où elles continuent à vivre sous la forme d'étoiles.

La Voie lactée, elle, est partout : la moindre étoile visible à l'œil nu depuis la Terre en fait en effet partie. Mais la plupart des étoiles se trouvent sur un plan qui, depuis le plancher des vaches, en particulier depuis l'hémisphère Sud, se présente sous la forme d'un ruban lumineux. Bien avant que l'homme n'invente le télescope, ce ruban a été interprété tour à tour comme un

"Chez nous, il n'y a plus de dieu qui vagabonde parmi les étoiles."

Raoul Schrott, CHERCHEUR

Les Touareg du Sahara et du Sahel en donnaient une interprétation analogue. Selon l'atlas de Raoul Schrott, ils voyaient dans ces étoiles l'image d'un héros légendaire, le colérique Amanar, dérivé du nom Amnir, qui se traduit par "Chef". On ne sait pas grand-chose des exploits du héros. Ce que l'on sait en revanche, c'est que sa constellation servait de guide aux caravanes de sel qui sillonnaient le désert vers l'est.

fleuve, un chemin, une divinité cosmique ou encore le lait sécrété par la déesse Héra [soeur et épouse de Zeus dans la mythologie grecque].

Les Wardaman, un des peuples aborigènes d'Australie, voyaient dans ce ruban un oiseau géant. Selon

Raoul Schrott, ils se seraient inspirés du genyornis, également appelé "oiseau-tonnerre", disparu au pléistocène. Aujourd'hui, ils y verraient plutôt un émeu. En mai, après la saison des pluies, il est le premier motif de couleur sombre que l'on peut discerner dans la Voie lactée. L'arrière-train de l'oiseau se trouve près de l'étoile Antarès, dans la constellation du Scorpion. Son bec se trouve dans celle de la Croix du Sud – la croix en question, explique Raoul Schrott, étant interprétée comme l'empreinte de la patte du volatile.

Aucune de ces interprétations n'a force

de loi. La même zone de la Voie lactée est vue ailleurs en Australie comme un kangourou, une tortue à long cou, ou encore un crocodile quand le ruban lumineux semble comme aplati. À quelque 6 000 kilomètres à l'est de l'Australie, dans l'archipel de la Société, en Polynésie française, les hommes voyaient dans cette bande lumineuse deux poissons-balistes. La Voie lactée y était un cours d'eau dans lequel les dieux venaient étancher leur soif. Deux poissons dans l'eau se nourrissaient des amas stellaires et engendraient les nuages terrestres dont les pluies abreuvait la terre.

Aussi diverses ces images et les légendes qui les accompagnent soient-elles, le modèle originel reste toujours le même, fait remarquer Raoul Schrott. Ce qui n'a pas manqué d'interroger le chercheur. Partout, les cosmogonies trouvent leur origine dans les étoiles et présentent des composantes récurrentes, comme un grand déluge, des créatures hybrides, mi-hommes, mi-animal, ou encore l'idée que les étoiles sont des hommes montés au ciel.

Cà et là, il lui est même arrivé de tomber sur des légendes quasi identiques en des points pourtant très éloignés du globe : par exemple, chez les aborigènes d'Australie comme dans la Grèce antique, les Pléiades passaient pour des sœurs poursuivies par un chasseur. Qui plus est, cet astérisme [groupe d'étoiles formant, vu depuis la Terre, une figure] est presque partout associé au chiffre sept, ajoute Raoul Schrott, alors qu'on ne distingue que six étoiles à l'œil nu.

Plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer ces concordances. Il se peut pour commencer qu'elles soient le fruit du hasard. Peut-être le mode de transmission a-t-il également joué un rôle : quantité de mythes et de légendes ont en effet été répertoriés par des ethnographes occidentaux et l'on est en droit de s'interroger sur leur ancienneté réelle et sur l'influence qu'a pu avoir l'imaginaire des chercheurs. Mais l'explication de Raoul Schrott se trouve ailleurs : pour lui, ces similitudes prouvent que les interprétations du firmament sont plus anciennes qu'on ne le pense. Et qu'elles pourraient bien avoir une origine commune.

"Mon hypothèse, c'est que les groupes d'Homo sapiens qui sont partis d'Afrique voilà environ 70 000 ans avaient la même lecture du ciel", avance-t-il. L'interprétation des constellations aurait ensuite évolué pour refléter l'environnement de chaque région. Bien qu'il se garde d'être

catégorique, le chercheur ne voit pas d'autre explication et se réfère à ce sujet à une étude menée par des astrophysiciens australiens selon laquelle l'homme dénombrerait déjà sept étoiles dans l'astérisme des Pléiades voilà près de 100 000 ans.

L'hypothèse de Raoul Schrott d'une interprétation du firmament remontant au fond des âges est osée mais difficile à réfuter. De fait, on ne sait pas exactement depuis quand les hommes connaissent les constellations. Les premiers documents connus à leur sujet remontent au VIII^e siècle avant Jésus-Christ, en Mésopotamie, nous révèle Suzanne Hoffmann, astronome et spécialiste [allemande] de l'histoire culturelle de l'astronomie. Et c'est un accident qui a permis à ces documents de parvenir jusqu'à nous : quand les Babyloniens et les Mèdes prennent Ninive, assyrienne à l'époque, la bibliothèque de la ville est incendiée. Or les Assyriens gravaient leurs textes dans de la glaise molle – si bien que le feu a fait durcir ces tablettes au lieu de les réduire en cendres. C'est comme ça que ce savoir antique a pu être conservé.

Parmi les tablettes retrouvées à Ninive figure un recueil de textes sur les étoiles, le *Mulapin*, ce que l'on pourrait traduire par "Constellation de la Charrue". C'est le traité d'astronomie le plus ancien connu à ce jour qui permettait à l'époque d'identifier les constellations. Certains fragments remontent sans doute au XV^e siècle avant Jésus-Christ, même s'il faut se garder d'en faire un point de départ fixe, rappelle Suzanne Hoffmann. "Les Égyptiens et les Babyloniens voyaient déjà des astérismes vers 2000 avant Jésus-Christ, mais on ne sait pas où ils se

Partout, on retrouve les mêmes motifs : un grand déluge, des hommes qui deviennent des astres.

trouvaient dans le ciel." L'Égypte ancienne nous a légué des horloges astronomiques qui permettaient de mesurer le temps la nuit en s'aidant des astres. Seulement, on ne sait pas précisément de quelles étoiles il s'agissait.

Le *Mulapin* a sans doute été utilisé autrefois à diverses fins. On se servait des étoiles pour élaborer des calendriers de culture et donc savoir quand il fallait semer et récolter, ajoute Suzanne Hoffmann. Les constellations permettaient également de s'orienter en voyage. Et, vers la fin, le traité explique comment tirer des présages à partir des étoiles. Il n'est donc pas impossible que son but premier ait été de prédire la marche du monde, comme l'astronome.

Au gré des millénaires, les astérismes babyloniens ont donné naissance à la plupart des constellations telles qu'elles sont aujourd'hui connues dans le monde entier. Même si les Babyloniens auraient sans doute du mal à en reconnaître certaines. Non pas que la configuration des étoiles ait changé. À l'évidence, les astres se déplacent : par exemple, les sept étoiles du Grand Chariot suivent des directions différentes. Mais, vus de la Terre, ces mouvements sont à peine perceptibles en raison de la distance qui les sépare de nous. Pour en voir les effets, il faudrait s'armer de patience : "Dans un million d'années, vous ne reconnaîtrez plus en effet le Grand Chariot", confirme Suzanne Hoffmann. À l'échelle des temps historiques, les étoiles ne se sont écartées les unes des autres que de quelques secondes d'arc."

Ce qui a bien changé depuis l'Antiquité, en revanche, c'est l'interprétation culturelle que l'on fait de la voûte

céleste. Dans la Babylone antique, la plupart des astérismes avaient une signification religieuse. Les Grecs et les Romains sont ensuite passés par là, et, ce que ces derniers ne comprenaient pas, ils l'adaptaient à leur sauce. Par exemple, les Babyloniens voyaient autrefois une queue d'hirondelle dans ce qui est aujourd'hui la constellation des Poissons. Ce qui était logique, puisque la constellation en question était visible en automne, à l'époque où les hirondelles migrent vers le Sud. On ignore à ce jour pourquoi la queue d'hirondelle a fini par céder la place à deux poissons reliés par un ruban, et ce que cela signifie exactement.

Autre exemple : la constellation du Verseau. "Les Babyloniens y voyaient au départ Enki, leur dieu de la Sagesse et de la Magie, révèle Suzanne Hoffmann. Sur les représentations, deux jets d'eau lui jaillissent des épaules." C'est en tout cas ce que montre le plus souvent l'iconographie. "Or, pour les Babyloniens, les épaules étaient la partie du corps où se portaient généralement les attributs, par exemple les épaulettes dans l'armée. Pour les Grecs, ça ne correspondait en revanche à rien." Les Grecs avaient bien une déesse de la Sagesse du nom d'Athéna, mais celle-ci n'avait rien à voir avec l'eau et n'avait certainement pas de jets lui jaillissant des épaules. C'est comme ça que le Verseau a perdu sa signification religieuse, héritant à la place d'une cruche dans l'imaginaire humain. Les Babyloniens représentent souvent Enki en compagnie d'une créature hybride, une chèvre-poisson. Dans le zodiaque, on la retrouve toujours aux côtés du Verseau, affublée encore aujourd'hui d'une queue de poisson, mais appelée Capricorne.

Les constellations conservent un usage pratique aujourd'hui, poursuit Suzanne Hoffmann : en substance, elles servent à prédire les saisons et donc les conditions météorologiques à moyenne échéance. En astronomie, elles jouent essentiellement un rôle dans la nomenclature, précise l'astronome, qui pilote également un groupe de travail de l'Union astronomique internationale (UAI) sur les noms d'étoiles. Dans la nomenclature originelle, qui s'est étoffée au fil du temps, les étoiles se voient attribuer une lettre grecque en fonction de leur luminosité mesurée depuis la Terre. La référence qui suit est la constellation. L'étoile Bételgeuse est ainsi "Alpha Orionis", Aldébaran "Alpha Tauri" et Mizar "Zeta Ursae Majoris". Cette convention permet d'éviter que la voûte céleste ne soit un vaste fouillis.

Tout cela n'est cependant possible que parce que l'UAI a proposé dans les années 1920 une définition harmonisée du ciel étoilé. Celui-ci se compose essentiellement de motifs gréco-babyloniens, complétés dans le ciel austral par les constellations définies par l'astronome français Nicolas-Louis de Lacaille au XVIII^e siècle, comme le Burin, la Machine pneumatique ou le Fourneau, des motifs qui ne s'accompagnent pour leur part d'aucun mythe ou légende.

Par ailleurs, l'UAI a exclu les constellations à caractère politique ou national qui n'auraient pas eu de pertinence à l'échelle internationale, relate Suzanne Hoffmann. Il fut un temps où il existait ainsi une constellation prussienne appelée Friedrichs Ehre ["La gloire de Frédéric le Grand"] : une épée et une couronne de laurier visibles entre les constellations d'Andromède, de Cassiopée et du Lézard. Les étoiles qui la composent brillent toujours, mais la constellation, elle, a été reléguée aux oubliettes.

— Jakob Wetzel,
publié le 31 janvier

culture.



← Owen Cooper incarne Jamie, 13 ans, arrêté pour meurtre. Photo Netflix

la base.” “Je ne voulais pas que son père soit un homme violent, confirme Graham. Je ne voulais pas que sa mère soit une alcoolique. Je ne voulais pas que notre garçon soit la victime des agressions sexuelles d'un oncle Tony. Je voulais écarter toutes ces hypothèses, que rien de tout ça ne nous pousse à conclure ‘Ah d'accord, c'est pour ça qu'il a fait ça.’”

Résultat : *Adolescence* nous embarque dans des contrées plus terrifiantes encore. Jamie, 13 ans, le protagoniste du récit, est un gamin en apparence normal, parfaitement adapté. Et puis autour de lui, à l'école et en ligne, de plus en plus de conversations l'amènent vers le masculinisme des incels et de la “manosphère”.

Lentement, un tableau se dessine par petites touches, celui d'un gosse ordinaire qui se radicalise sans que personne ne s'en rende compte. “Stephen et moi avons beaucoup discuté de la vie de cette famille pendant les années qui ont précédé et de ce moment où Jamie disparaît, tout bonnement”, explique le coscénariste Jack Thorne. *Comme ça, d'un coup. Il n'est plus là. Il est enfermé dans sa chambre, dans un autre monde, et ça n'inquiète pas ses parents.”*

“Je voulais aussi raconter comment cela touche tout son entourage”, poursuit Graham. Une idée aussi excellente que brutale. Observer cette famille qui tente

“Je ne voulais pas que le père de Jamie soit violent. Ni sa mère alcoolique.”

Stephen Graham,
COCRÉATEUR ET COSCÉNARISTE

de rassembler ses esprits, de se relever, après ce moment de violence intense, si vous avez des enfants qui ont l'âge, ou presque, d'avoir un smartphone, voilà qui risque d'être à la limite de l'insoutenable.

Harassante dans son récit, *Adolescence* repousse aussi, techniquement, les limites du plan-séquence. Il y a en particulier dans le deuxième épisode un passage (que je ne spoilerai pas) dont l'audace technique m'a littéralement coupé le souffle. Le réalisateur, Philip Barantini, ne s'en cache pas : la logistique de ce tournage lui a valu quelques nuits blanches. Pour des plans-séquences d'une telle ampleur, la caméra doit sans cesse passer d'un cadre à un autre, être fixée sur tel accessoire puis détachée et fixée à un autre, et ce, parfois, par plusieurs équipes.

Barantini détaille ainsi l'organisation millimétrée de la scène d'ouverture [celle

de l'interpellation]. “Quand l'épisode commence, c'est Matt, mon chef opérateur, qui tient la caméra, explique-t-il. Pendant que nous filmons les acteurs dans la voiture, la caméra est fixée à une grue. La voiture démarre, la grue suit. Pendant ce temps Matt est parti dans une autre voiture pour pouvoir reprendre la caméra à son arrivée, et entrer dans la maison. Quand nous ressortons de la maison, l'autre cadreur, Lee, est assis dans le fourgon de police. Matt lui passe la caméra, Lee filme dans le fourgon, et pendant ce temps Matt part pour le commissariat, pour être prêt à reprendre la caméra quand nous allons y entrer.”

Ces exploits visuels pourraient laisser penser qu'*Adolescence* tient uniquement du tour de force technique, mais c'est tout sauf le cas. “Il était hors de question pour moi que l'aspect plan-séquence vole la vedette, insiste Barantini. Je voulais que tout ça soit fluide, sans accroc, mais en aucun cas un spectacle en soi.”

Poignant et virtuose. Pour preuve, le clou de la série est son troisième épisode et là, pas de mouvements de caméra sophistiqués : tout se passe dans une seule pièce, avec deux personnages, le jeune suspect et la pédopsychologue incarnée par Erin Doherty [qui doit évaluer sa santé mentale]. Et c'est véritablement poignant.

Le résultat est virtuose, pas seulement par ses effets formidablement éprouvants. Cet épisode impose de bout en bout Owen Cooper, 15 ans – qui n'avait jamais tourné dans un cadre professionnel auparavant – comme un acteur avec qui il va falloir compter. Sa performance est peut-être le grand moment de la série : on a le sentiment de voir émerger un talent en temps réel.

Alors oui, *Adolescence* donne à voir de vrais exploits cinématographiques et un casting au sommet de son art – et pourtant, c'est ce qu'elle raconte qui risque de vous habiter le plus longtemps.

Jack Thorne, pour avoir plongé si profondément ses mains dans cette fange, y a-t-il découvert les racines de la furie masculine ? “Même si je les avais trouvées, qui ça intéresserait ? Ça aurait fait une mauvaise série, en tout cas, botte-t-il en touche. J'espère surtout que nous avons suffisamment bien posé la question pour que le dialogue s'ouvre dans les familles, et que ce sera l'occasion pour des parents de parler de tout ça avec leurs enfants.” On ne voit pas comment il pourrait en être autrement : *Adolescence* devrait rester longtemps comme un jalon, et une référence, sur le jeune homme et la masculinité de notre temps. Un objet télévisuel à nul autre pareil, qui force l'admiration pour l'équipe des créateurs.

—Stuart Heritage,
publié le 28 février

Les rouages implacables de la série “Adolescence”

Un adolescent de 13 ans est cueilli au petit matin, dans son lit, par la police, qui le soupçonne de meurtre. La série de Netflix prend aux tripes, en plus d'être un tour de force technique. Secrets de fabrication.

—The Guardian, extraits (Londres)

Les premières minutes d'*Adolescence*, la nouvelle série de Netflix, [mise en ligne le 13 mars], sont un choc comme la télévision en offre rarement. Des agents de police arrivent en voiture devant une maison, défoncent la porte, passent de pièce en pièce et interpellent un jeune garçon soupçonné de meurtre. Il est embarqué dans un fourgon de police jusqu'au commissariat où sa garde à vue est prononcée. Raconté comme ça, voilà qui ressemble à un drame télévisé lambda, mais *Adolescence* a une particularité remarquable : tout est filmé en plan-séquence. De la voiture à la maison, du fourgon au commissariat, la caméra ne quitte pas une seconde l'action. Plus incroyable encore, toute la série suit ce format : il n'y a aucune coupe dans aucun des quatre épisodes.

Adolescence, c'est le bébé de Stephen Graham, qui y incarne le père du jeune garçon, mais qui a aussi cocréé et coécrit la série. Au-delà du fond [une exploration de la masculinité toxique, en écho à une série d'agressions au couteau au Royaume-Uni], Stephen Graham avait en tête une forme ambitieuse, et besoin pour cela de réunir autour de lui une vraie *dream team*. Il est allé puiser dans un vivier de

talents qu'il connaissait bien. Pour jouer son épouse, il a sollicité sa copine d'enfance Christine Tremarco, et il a recruté Erin Doherty et Ashley Walters, qui figuraient au casting de sa précédente série, *A Thousand Blows*, sortie sur Disney+ [le 21 février 2025, dans laquelle il joue et qu'il a coproduite].

Et c'est le même esprit de famille qui a présidé à ses autres choix. À la réalisation, ce ne pouvait être que Philip Barantini [qui l'avait dirigé dans *The Chef*, un film sorti en France début 2022], et personne d'autre. Pour écrire avec lui le scénario, Graham a reconduit son duo avec Jack Thorne, complice de longue date. “Nous sommes comme un petit couple dans un mariage heureux, Jack et moi”, lance Graham avec le sourire, à propos du dramaturge prolifique. À nous deux, nous sommes une sorte de docteur Frankenstein : je lui apporte des membres (un torse, une tête, quelques jambes, plusieurs mains), et lui a le don miraculeux de leur insuffler une âme.”

“Manosphère”. “Steve avait un principe de départ : son refus de faire porter le chapeau aux parents, raconte Jack Thorne. Ne faisons pas de cette histoire celle d'un gamin qui commet un crime parce qu'il se passe des trucs atroces à la maison, c'était

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,50 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n° + 6 hors-séries)
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série
qui décrypte une grande thématique.
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU LA GOURDE DOPPER

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Dopper Original se démarque par sa neutralité carbone
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Dopper Original est fabriquée aux Pays-Bas grâce à l'énergie éolienne
- 100 % recyclable en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

+ SIMPLE



+ RAPIDE

Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto3>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA03

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

↓ La romancière Chimamanda Ngozi Adichie, le 17 février.
Photo Jared Soares/Guardian/Eyevine

Les quatre sœurs africaines de Chimamanda Ngozi Adichie



Plus de dix ans après *Americanah*, l'écrivaine nigériane revient à la fiction, sans avoir rien perdu de sa vitalité, de son ironie et de ses engagements féministes. En librairie le 27 mars, *L'Inventaire des rêves* a enthousiasmé la critique britannique Johanna Thomas-Corr.

—The Sunday Times (Londres)

Si vous remontez une dizaine d'années en arrière, vous vous souviendrez peut-être d'une tendance éphémère où de grands noms de la littérature appelaient à un monde plus tolérant. [L'écrivain américain] George Saunders évoquait toutes les situations dans lesquelles il regrettait de n'avoir pas été plus gentil. [La romancière britannique] Zadie Smith plaiddait pour une plus grande intelligence des rapports humains. Ian McEwan [britannique lui aussi] défendait avec ferveur la liberté d'expression. Certains de leurs discours, prononcés dans des universités américaines, ont fait le tour du monde.

Mais l'intervention qui a véritablement enflammé les esprits est, en 2012, une conférence TEDx de Chimamanda Ngozi Adichie intitulée "Nous devrions tous être des féministes", publiée par la suite sous

forme d'essai [réédité en français en 2022, chez Gallimard, sous le titre *Soyons tous des féministes*]. L'écrivaine nigériane, alors âgée de 34 ans, présentait un plaidoyer pétillant d'humour et plein d'indignation pour l'égalité des sexes.

"*De nos jours, le déterminisme de genre est d'une injustice criante*, déclarait-elle. *Je suis en colère. Nous devrions tous être en colère. L'histoire de la colère comme matrice d'un changement positif est longue.*" Beyoncé a repris [en 2013] des passages de ce discours dans son single *Flawless*, faisant soudain de cette éminente autrice de deux romans – *L'Hibiscus pourpre* [2004, Gallimard, pour la traduction française] et *L'Autre moitié du soleil* [2008, idem] – une légende mondiale, la romancière qui avait conquis la culture populaire.

Tout cela doit vous sembler aujourd'hui bien loin. Depuis, les guerres culturelles, Donald Trump, les mouvements #MeToo et

Black Lives Matter, le Covid-19, la réforme woke et une contre-réforme vengeresse sont passés par là. Adichie a été la cible de critiques venues de presque toutes parts. En 2017, après avoir créé la polémique en affirmant que l'expérience des femmes trans était nécessairement différente de celle des femmes biologiques, elle a confié que plusieurs de ses interviews, prix et conférences avaient été annulés. La fiction semble désormais être un genre plus sûr pour un écrivain qui veut exprimer et humaniser ses opinions politiques, surtout si elles ne cadrent avec aucune tribu idéologique particulière.

Comédie de mœurs. *L'Inventaire des rêves* [Dream Count, en version originale, dont la traduction paraît chez Gallimard le 27 mars], premier roman d'Adichie depuis son best-seller *Americanah* [2015, Gallimard], est un récit éblouissant des difficultés auxquelles

sont confrontées quatre femmes africaines, séparées par l'Atlantique mais liées par le sang, l'amitié et le travail. Par certains côtés, c'est un peu une version romancée de *Soyons tous des féministes*, en ceci qu'on y trouve en condensé toutes les épreuves que les femmes et les jeunes filles peuvent avoir à endurer : règles douloureuses, mutilations génitales, accouchements solitaires et agressions sexuelles. Mais il décrit surtout dans un luxe de détails saisissants – et souvent amusants – les pressions auxquelles elles sont soumises pour se marier et avoir des enfants avec des hommes irresponsables, idiots, arrogants, infidèles, égoïstes, lâches et violents – ou présentant un mélange de ces traits de caractère.

Mais le talent d'Adichie est tel que, loin d'un sinistre pamphlet misandre, c'est une comédie de mœurs d'une irrésistible vitalité qu'elle nous livre. La première partie est racontée par Chiamaka, ou Chia, une écrivaine voyageuse nigériane rêveuse issue d'une famille igbo aisée qui finance son train de vie luxueux dans le Maryland. Isolée pendant le confinement, elle se demande : «Ai-je tiré le meilleur parti de ma vie ?»

L'ombre de DSK. Les sacs à main hors de prix et les voyages en première classe ne l'ont pas mise à l'abri de prétendants qui l'ont trop peu respectée. On voit défiler une brochette d'hommes à l'ego fragile, les plus drôles étant les plus prétentieux. Ainsi de Darnell, historien de l'art de gauche, «le Denzel Washington du monde universitaire», qui «ne ressentait aucune émotion mais pouvait parler de la sémiotique des émotions». Il y a aussi cet écrivain anglais timide que Chia rencontre sur un site d'admirateurs de Jan Morris [une grande écrivaine voyageuse galloise, 1926-2020] qui porte une veste en cuir usée et s'épanche sur sa nostalgie des *crumpets* [petite galette épaisse], mais se trouve être marié. C'est le portrait le plus incisif du littéraire anglais apathique qu'il m'aît jamais été donné de lire.

La deuxième partie donne la parole à la meilleure amie de Chia, Zikora, une avocate à fleur de peau, catholique pratiquante, qui a quitté le Nigeria pour Washington et rêve de mariage et de maternité. À 31 ans, elle se sent victime de «*contraintes biologiques insensées*», surtout lorsque Kwame, le petit ami le plus attentionné qu'elle ait connu, prend ses jambes à son cou dès qu'il apprend qu'elle est enceinte, la laissant en assumer seule les conséquences. Pendant l'accouchement, en entendant les médecins discuter avec sa mère, glaciale et stoïque, elle a l'impression d'être «une loque usée, lessivée, une chose privée de sentiments, facile à ignorer et à rejeter».

Le ton devient plus tragique lorsque nous abordons l'histoire de la femme de ménage de Chia, Kadiatou, mère célibataire guinéenne, discrète et digne, qui «ne rêvait que d'objectifs à sa portée». Kadi

a perdu sa soeur, morte [lors d'une procédure médicale non spécifiée], a été abandonnée par son premier amour, a vu mourir son premier enfant et a été victime d'une agression sexuelle – tout cela avant même d'arriver en Amérique, où elle est prise au piège d'autres horreurs. Employée à temps partiel comme femme de chambre dans un hôtel, Kadi est violée par [un client français, directeur d'une organisation fictive, les «Multilateral Nations»]. Après la fellation forcée que l'homme lui a imposée, Kadi a eu l'impression que sa bouche était «pleine d'asticots», elle «crachait, crachait encore. Elle crachait sur le sol somptueux qu'elle était chargée de nettoyer, mais c'était plus fort qu'elle.» J'ai lu un certain nombre de scènes puissantes d'agressions sexuelles dans des œuvres de fiction, mais aucune, jusqu'à présent,

LITTÉRATURE

L'histoire s'inspire des allégations de Nafissatou Diallo, la femme de chambre guinéenne qui, en 2011, avait déclaré que Dominique Strauss-Kahn, l'ancien directeur du FMI, avait tenté de la violer. L'affaire a été classée après que Mme Diallo a été accusée d'avoir menti au tribunal sur un épisode de son passé. Adichie explique dans une note qu'elle tenait à «redresser l'équilibre des récits» en créant une version fictionnelle de Diallo comme «un geste pour lui rendre sa dignité». Le résultat est une description profondément poignante des conséquences, foisonnant de détails humains. Lorsque l'infirmière en santé sexuelle vient récupérer son uniforme, la vaillante Kadi a «déjà l'impression qu'il s'agit là d'une perte, d'un échec». Elle craint d'«avoir causé trop d'ennuis».

Repères

UN LIVRE NOURRI PAR LE DEUIL

Pour assurer la promotion de *L'Inventaire des rêves*, Chimamanda Ngozi Adichie a reçu quelques rares journalistes chez elle, à Baltimore, dans la maison qu'elle partage avec son mari, Ivara Esege, médecin hospitalier de son état, et leurs trois enfants : une fille de 9 ans et des jumeaux de 10 mois. La famille vit aux États-Unis et retourne à Lagos, au Nigeria, pendant les vacances scolaires. Elisabeth Egan, du *New York Times*, a ainsi pu rencontrer l'écrivaine de 47 ans parmi les siens. Celle-ci lui a confié que le livre lui avait été inspiré par sa mère, Grace Ifeoma, morte en 2021. Son souvenir habite la relation qui unit le personnage de Kadiatou à sa fille Binta, et l'ouvrage lui est dédié. «Écrire sur elle n'était pas un projet conscient



de ma part. Au début, je croyais me lancer dans un roman sur les liens entre femmes», dit Adichie.

KADIATOU N'EST PAS NAFISSATOU

«Je crois que ma mère aurait aimé le personnage de Kadiatou» et y aurait vu sa «semblable», précise Adichie dans la note qu'elle a ajoutée à la fin de son roman, à la demande de sa maison d'édition américaine, pour souligner que Kadiatou était un personnage «inventé». Adichie s'est bien «inspirée» de Nafissatou Diallo, la femme de chambre guinéenne qui a accusé en 2011 Dominique Strauss-Kahn de tentative de viol et d'agression sexuelle, mais elle ne l'a jamais rencontrée et ne sait «rien d'elle, excepté ce qui a été rendu public à son sujet», écrit-elle. Étonnamment,

questions de société, de la *cancel culture* dans les universités américaines aux tensions entre Africains et Africains-Américains. Il est aussi extrêmement drôle, en particulier dans les parties consacrées à Chia et à Omelogor, toutes deux racontées avec une délicieuse ironie à la première personne (les histoires de Zikora et Kadi sont des récits plus classiques, à la troisième personne). Il est pourtant porté par une profonde colère face à ce qu'est le monde pour les femmes. Le roman semble en effet répondre à la question qu'Adichie posait dans un podcast de 2021 : «Pourquoi les femmes doivent-elles donc autant en baver?» À en croire la mère de Zikora, c'est parce que la douleur est consubstantielle au sexe féminin. «Supporte-les, disait-elle [à sa fille adolescente, quand elle avait des crampes durant ses règles]. C'est ça, être une femme.»

Par moments, *L'Inventaire des rêves* a des allures de *Guerre et Paix* féministe. C'est un récit de la guerre menée contre les femmes – par la société, certes, mais aussi par leur propre corps. Bien qu'il puisse être relativement dur, c'est un roman que les hommes devraient lire, précisément pour la raison que souligne Omelogor : aimer les femmes ne signifie pas connaître les femmes.

Empreint de vérité, d'humour et de compassion, c'est un roman magnifique qui cerne la complexité des motivations humaines et qui a le courage de poser des questions épineuses. Il m'a laissé un goût amer sur l'état du monde, mais m'a grandement rassurée sur l'état de la fiction.

—Johanna Thomas-Corr,
publié le 17 février

ce jeu de miroirs avec l'affaire du Sofitel n'a pas fait l'objet de commentaires dans la presse anglophone.

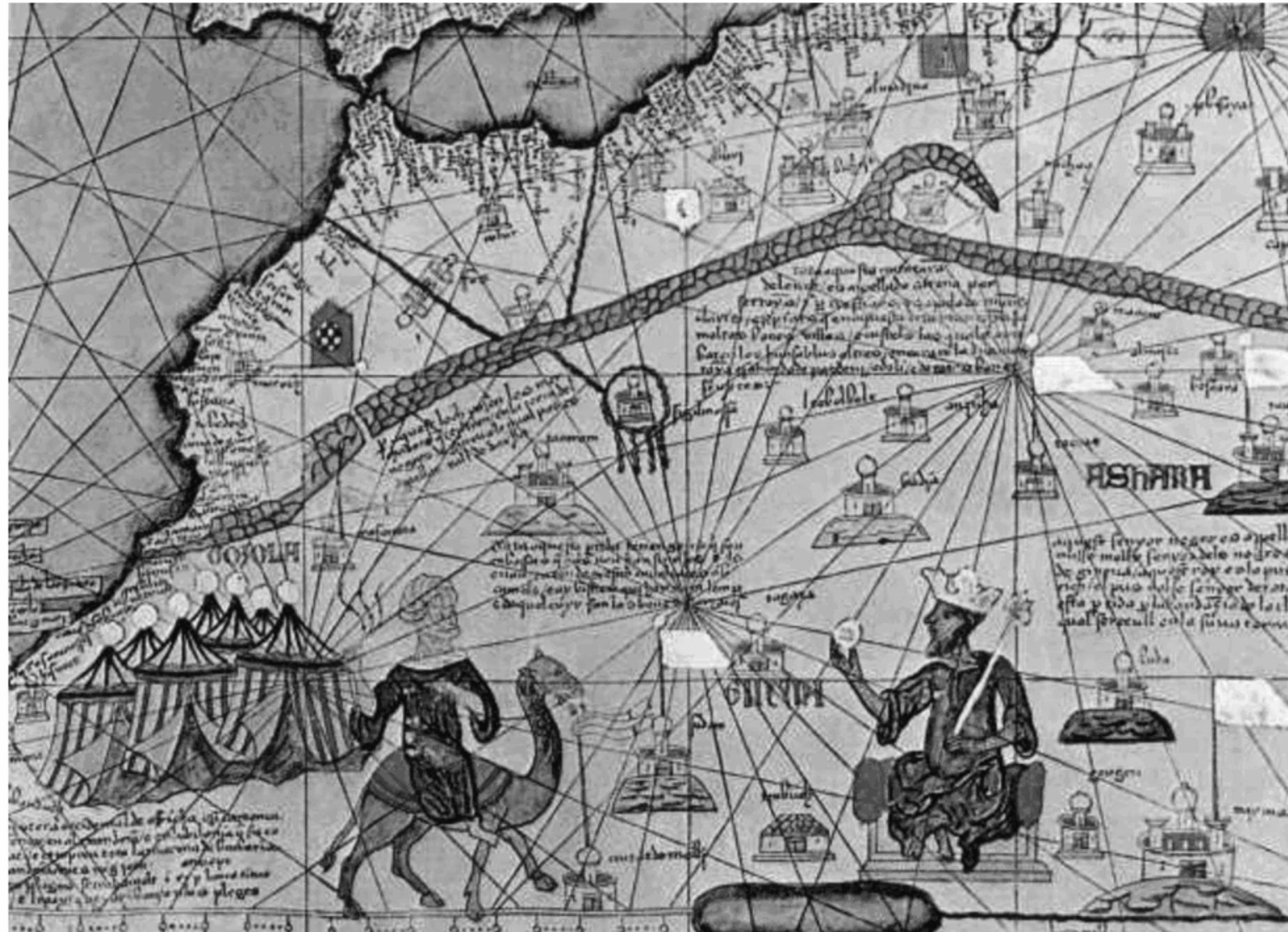
ADICHIE, «ROCK STAR» AU NIGERIA

«Dans un Nigeria farouchement patriote», Chimamanda Ngozi Adichie a depuis longtemps acquis le statut d'une «rock star» ou d'une «héroïne populaire», prévient le quotidien britannique *The Guardian*. Ce n'est donc pas surprenant si, à peine distribué dans le pays, quelques jours après sa parution en anglais, début mars, *L'Inventaire des rêves* s'est «envolé à la vitesse de l'éclair des étagères des librairies» de Lagos et d'Abuja où il était proposé, raconte *Premium Times*. S'il ne livre pas son avis sur le roman, le quotidien nigérian se réjouit des bonnes critiques qu'il peut récolter au Royaume-Uni et aux États-Unis.

histoire.



↓ Assis sur son trône, Mansa Moussa, dans l'*Atlas catalan* (1375).
Photo Science Source/AKG Images



Mansa Moussa, le richissime “lion du Mali”

XIV^e siècle — Mali

De sa fondation, vers 1235, jusqu'à son déclin progressif à partir du XV^e siècle, l'Empire mandingue s'étendait sur une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Sa puissance a atteint son apogée avec le souverain Mansa Moussa.

—Süddeutsche Zeitung (Munich)

Selon Forbes, Elon Musk est l'homme le plus riche du monde avec une fortune estimée à 421,2 milliards de dollars (en janvier 2025). Ce n'est cependant pas encore assez pour détrôner Mansa Moussa, roi du Mali au XIV^e siècle.

Pour estimer sa fabuleuse fortune, les sources de l'époque manquent parfois, et les conversions en valeur moderne relèvent donc de la spéulation. Malgré tout, l'économiste britannique Angus Maddison (1926-2010) a mis au point une méthode qui permet de comparer le patrimoine d'un individu avec les richesses produites par l'économie mondiale. L'historien Rudolph Ware s'en est servi pour estimer la fortune de Mansa Moussa. Pour ce spécialiste de l'Afrique de l'Ouest à l'université de Californie à Santa Barbara, “il faut multiplier plusieurs fois le capital d'Elon Musk” pour se faire une idée de ce que Mansa Moussa possédait. De toute façon, une bonne partie des actifs de Musk sont virtuels, dit-il, puisqu'ils se composent d'actions volatiles et de participations au capital d'entreprises. “La fortune de Mansa Moussa, elle, est assise sur des valeurs tangibles, que la nature n'offre qu'en quantités limitées.”

Et elles abondent dans l'Empire malien florissant des XIII^e et XIV^e siècles. L'Empire de Mansa Moussa s'étend alors du Sahara aux forêts du Sud, de la côte atlantique à l'Afrique de l'Est, une superficie que seul l'Empire mongol dépassait à l'époque. “C'est grâce à sa mainmise sur les richesses du sol – le cuivre et, surtout, l'or – que le roi bâtit sa fortune”, nous apprend Rudolph Ware lors d'une conférence.

De plus, le Mali jouit alors d'une excellente situation géographique : de grandes caravanes transportent le sel de la côte et l'ivoire d'éléphants du Sahel vers la Méditerranée. Pour favoriser le commerce, les rois du Mali se convertissent à l'islam. Plus encore que sa fortune, c'est la générosité tous azimuts de Mansa Moussa qui impressionne, notamment lors de son pèlerinage à La Mecque.

Grande générosité. Rien que la planification de ce hadj, obligatoire pour les musulmans, aurait duré douze ans. Mansa Moussa parcourt 6 500 kilomètres sur deux ans, avec à sa suite un cortège somptueux de 60 000 hommes vêtus de brocart et de soie perse. La caravane aurait été si longue que sa tête aurait atteint Tombouctou avant que Mansa Moussa ne quitte son palais, à 1 200 kilomètres de là.

Si c'est là une belle exagération, les 13 à 18 tonnes d'or qu'il a transportées avec lui sont en revanche bien réelles. Dans son livre *L'An 1000. Quand les explorateurs ont connecté l'humanité et que la mondialisation est née* [éd. Quanto], Valérie Hansen explique que ces estimations “se fondent sur des récits qui mentionnent de 80 à 100 chevaux, chacun chargés de 152,4 kilos d'or, à quoi s'ajoute encore une tonne que transportaient ses 500 esclaves”. Au prix actuel de l'or, le cortège transportait l'équivalent de 1,5 milliard d'euros.

À son arrivée au Caire, le roi “inonde la ville de ses bienfaits, raconte Al-Umari. Mansa Moussa ne prend jamais congé d'un émir ou d'un titulaire d'une charge royale sans lui offrir une sacoche d'or.” Il en distribue tant qu'il ébranle le cours du dinar égyptien, indexé sur le précieux métal. Et sa réputation d'homme le plus riche de tous les temps atteint même l'Europe : dans l'*Atlas catalan*, attribué à Abraham Cresques et réalisé en 1375, “Mansa Moussa, assis sur un trône en or, tient un sceptre et un calice également en or, tout comme la couronne qu'il arbore, décrit Ware. Le message est clair : quand vous avez imaginé tout l'or qu'un seul homme peut posséder, il faut encore doubler la somme pour se représenter sa fortune.”

Mansa Moussa revient de La Mecque en compagnie du poète et architecte Abou Ishaq Es-Sahéli. C'est lui qui construit la première grande mosquée de Djenné, détruite puis reconstruite plusieurs fois au cours des siècles et qui est aujourd'hui l'un des plus grands bâtiments en terre crue du monde. Il reçoit 200 kilos d'or en récompense, soit 16,6 millions d'euros actuels.

Mansa Moussa, qui fait construire une mosquée tous les vendredis, dit-on, encourage également les arts et la littérature, fait bâtir des écoles et des bibliothèques. Tombouctou devient un foyer intellectuel qui attire les savants du monde entier, désireux d'étudier à l'université de Sankoré, fondée avant même la très célèbre université de Heidelberg en Allemagne.

Mansa Moussa meurt en 1337, à l'âge de 57 ans, et ses fils ne parviennent pas à conserver l'intégrité de l'empire qui, dès lors, se fracture. Le Mali, autrefois terre d'abondance, compte de nos jours parmi les pays les plus pauvres de la planète.

—Josef Scheppach,
publié le 30 janvier

NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier
international

Vous n'aimez pas les limites ? Venez repousser celles de l'assurance avec nous.

Parce que nos vies ne rentrent plus dans des cases, CNP Assurances réinvente des solutions de protection pour accompagner tous les parcours de vie. Nous dédions nos expertises et nos capacités d'actions à innover pour le plus grand nombre. Par exemple, nous permettons aux femmes ayant eu un cancer du sein de souscrire une assurance emprunteur sans surprime ni réduction de garanties dès la fin de leur protocole thérapeutique.

**Vos talents nous seront précieux
pour repousser les limites de l'assurances.
Rejoignez-nous sur :
cnp-recrute.talent-soft.com**



**Assurons
un monde
plus ouvert**



Épargne ■ Prévoyance ■ Retraite ■ Santé ■ Auto-Habitation

Présents dans 19 pays à travers le monde